



LA PERCEPTION DE LA QUALITE DE L'EAU
ET LA SENSIBILITE DE LA POPULATION
A L'ENVIRONNEMENT

Laurent ORTALDA
Georges HATCHUEL

Septembre 2000

Département « *Conditions de vie et Aspirations des Français* »
dirigé par Georges HATCHUEL

Pour consulter la version papier, veuillez contacter le Centre Infos Publications,
Tél. : 01 40 77 85 01 , e-mail : ezvan@credoc.fr

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Ce rapport a été réalisé à la demande de :

- **L'IFEN**
- **Les Agences de l'Eau**
- **Le Ministère de l'Environnement (Direction de l'eau)**

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

. Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)

. Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Laurent Ortalda

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
PRINCIPAUX RESULTATS	I à III
AVANT-PROPOS	5
SECTION 1 - LA SENSIBILITE DES FRANÇAIS AUX PROBLEMES ENVIRONNEMENTAUX	7
1. Une sensibilité à l'environnement assez aiguë, au moins dans les déclarations	7
2. Un indicateur de « sensibilité profonde » à l'environnement	13
3. Un sentiment global de relative connaissance des causes de pollution	17
SECTION 2 - agir pour préserver l'environnement : entre un effort public et une démarche individuelle	23
1. Les attentes sur les actions prioritaires de l'Etat en matière d'environnement.....	23
2. Les actions individuelles auxquelles chacun a le sentiment de pouvoir contribuer pour préserver l'environnement	34
3. Quelques gestes quotidiens pour préserver l'environnement	41
3.1. <i>Quelques pratiques de tris (produits toxiques, plastique)</i>	41
3.2. <i>La production de compost avec des résidus ménagers</i>	52
3.3. <i>L'achat de produits issus de l'agriculture biologique</i>	55
SECTION 3 - LA QUALITE DE L'EAU DES LACS ET DES RIVIERES	63
1. De vives inquiétudes sur les risques de pollution de l'eau	63
2. Le sentiment prévaut que la qualité de l'eau des rivières et des lacs se dégrade ...	69
3. L'information sur la qualité de l'eau des rivières est fortement critiquée	75
4. Se faire une opinion par soi même : l'odeur et la couleur avant tout	84
SECTION 4 - LES FRANÇAIS ET L'EAU DU ROBINET	89
1. La consommation de l'eau du robinet	90
1.1. <i>Une consommation en baisse</i>	90
1.2. <i>39 % de la population ne boivent, à table, que de l'eau en bouteille</i>	98
1.3. <i>Le « mauvais goût » est la principale raison de non-consommation de l'eau du robinet</i>	102
1.4. <i>Une certaine tendance à généraliser la critique</i>	109
2. La qualité perçue de l'eau du robinet.....	112
2.1. <i>Des jugements spontanés plus négatifs que positifs sur la qualité de l'eau du robinet</i>	112
2.2. <i>Un sentiment nuancé sur l'évolution de la qualité de l'eau du robinet</i>	129

3. Quelques opinions sur l'origine de l'eau du robinet, sur le traitement des eaux usées et sur les sources d'informations dans le domaine.....	137
3.1. <i>La provenance de l'eau du robinet</i>	137
3.2. <i>Le traitement des eaux usées</i>	142
3.3. <i>Les sources d'informations fiables dans le domaine</i>	146
4. Contrôler sa consommation d'eau potable.....	152
4.1. <i>L'équipement en compteurs d'eau individuels</i>	153
4.2. <i>On économise aujourd'hui nettement moins l'eau du robinet qu'en 1995</i>	160
SECTION 5 - UNE SYNTHÈSE DES OPINIONS SUR L'EAU	173
1. L'eau : une représentation synthétique des opinions des Français	173
2. Projection des caractéristiques socio-démographiques dans « l'espace des opinions sur l'eau »	178
3. Projection de diverses autres variables dans « l'espace des opinions sur l'eau » ..	182
4. Une classification en cinq groupes	185
 ANNEXE 1 – TABLEAUX COMPLEMENTAIRES	195
ANNEXE 2 – GRILLES DE POST-CODAGE DES DEUX QUESTIONS OUVERTES	205

La perception de la qualité de l'eau et la sensibilité de la population à l'environnement

Principaux résultats

Six enseignements principaux peuvent être dégagés des informations présentées dans ce rapport, réalisé pour le compte de l'IFEN, des Agences de l'Eau et du Ministère de l'Environnement. Précisons que les données ont été recueillies **au début 2000** auprès d'un échantillon représentatif de la population de 18 ans et plus (2000 enquêtés en face à face dans l'enquête « *Conditions de Vie et Aspirations des Français* ») :

- Les Français affichent **une grande sensibilité aux questions environnementales** : neuf personnes sur dix s'estiment globalement sensibles à ces questions. Cette sensibilité varie cependant d'intensité selon les groupes ; c'est parmi les Français les plus diplômés que celle-ci est la plus aigüe : 42 % des diplômés du supérieur se disent « très » sensibles à ces questions, contre 29 % des non-diplômés.

Cette sensibilité s'accompagne d'un autre sentiment, largement majoritaire : celui que l'on connaît finalement assez bien les causes de pollution quotidiennes.

Autrement dit, rares sont ceux qui s'avouent aujourd'hui imperméables au sujet (cela concerne 12 % de la population) et le sentiment est fort qu'on peut agir dans le domaine.

- Ce que la population attend prioritairement de l'Etat en matière de protection de l'environnement, c'est qu'il contribue d'abord à la **lutte contre la pollution de l'air, puis à celle concernant l'eau**. Par contre, les Français considèrent que, pour ce qui les concerne, **c'est surtout au tri sélectif des déchets qu'ils peuvent individuellement contribuer le plus**. Ce sentiment est largement nourri par **leur expérience** : les pratiques de tri se diffusent. Par exemple, l'an dernier, 49 % des

enquêtés ont apporté des produits toxiques dans une déchetterie (+ 8 points en 4 ans) et 55 % ont trié le plastique (+ 7 points en un an). Toutefois, ces efforts ne sont pas consentis avec une intensité identique par l'ensemble de la population. Le tri du plastique, le dépôt des produits toxiques dans des déchetteries, et la consommation de produits « bios » augmentent régulièrement **avec le niveau de diplôme et avec les ressources de l'enquêté.**

- Nos concitoyens s'avouent **inquiets** (à plus de 80 %) de la pollution touchant les cours d'eau et plus encore de celle frappant les mers et les côtes (91 %). D'ailleurs, **59 % estiment que la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée depuis dix ans.** Le plus souvent, c'est à l'industrie qu'ils imputent cette dégradation. Mais en l'occurrence, **les Français estiment ne pas disposer sur ces sujets d'une information suffisante** : 78 % ne se considèrent pas informés de la qualité des eaux des rivières et des lacs de leur région, 82 % considèrent que l'information dans ce domaine est insuffisante, 55 % qu'elle n'est pas crédible.
- **En vérité, les Français consomment de moins en moins l'eau du robinet** : 58 % la boivent habituellement, contre 64 % il y a cinq ans et 72 % en 1989. De grandes différences **régionales** de consommation apparaissent : on boit peu l'eau du robinet dans le Nord de la France (seulement 24 % de consommateurs habituels) et dans l'Ouest (41 %). On la consomme, par contre, à plus de 70 % dans le Sud-Ouest, le Centre-Est et la Méditerranée. Les autres variations sont moins importantes ; elles sont surtout liées à l'âge et au sexe : plus on est âgé, moins on consomme l'eau du robinet, et les femmes la boivent moins que les hommes. Signalons enfin que 39 % de la population ne boivent, à table, que de l'eau en bouteille.

En tout état de cause, la baisse de la consommation du robinet depuis 1995 ne semble pas imputable à une désaffection seulement limitée à quelques groupes précis ; au contraire, **elle paraît avoir touché quasiment toute la population**, avec une accentuation de cette inflexion dans les classes moyennes, urbanisées, chez les jeunes (25-39 ans), notamment les jeunes femmes actives.

- La non-consommation d'eau du robinet tient, bien sûr, aux réserves émises sur l'eau recueillie. Mais **ce n'est pas tant la crainte des maladies qui domine.** C'est plutôt le fait que l'eau a **un mauvais goût** (45 % des non-consommateurs) ou qu'elle est **trop calcaire** (23 %). D'ailleurs, nos concitoyens tendent à généraliser la critique dès lors qu'ils ne boivent pas cette eau : 56 % des non-consommateurs considèrent

que les **problèmes relatifs à la qualité de l'eau du robinet** ne touchent pas seulement leur ville ou leur région, mais affectent **la France entière**.

Finalement, interrogés de façon « ouverte », les enquêtés portent spontanément une appréciation **plutôt négative** sur l'eau recueillie à leur domicile : c'est le cas de 49 % d'entre eux, contre 37 % qui émettent un jugement positif et 12 %, un avis considéré comme « neutre ».

En tout état de cause, recueillir chez soi une eau jugée de qualité médiocre tend à renforcer l'inquiétude sur les pollutions aquatiques et à accroître les doutes sur l'information donnée sur ces sujets. Cela est d'autant plus marqué que l'on observe que 21 % des Français pensent que l'eau distribuée dans leur commune provient du traitement des eaux usées et que 45 % croient que le Service d'Assainissement de l'eau traite les eaux usées « afin de les redistribuer au robinet ». Les informations sur l'eau potable sont autant attendues des associations (de consommateurs ou de protection de l'environnement) que des municipalités ou des ministères.

- **Dernier élément significatif, les Français font bien moins attention qu'il y a quelques années à ne pas gaspiller l'eau potable** : seulement 36 % ont, l'an dernier, volontairement économisé, chez eux, l'eau du robinet, contre 52 % il y a cinq ans.

En fait, cette baisse d'attention a touché **tous les groupes soico-démographiques sans exception** ; c'est l'attention générale au sujet qui s'est émoussée, même chez les gens habitués à faire attention, c'est-à-dire les catégories peu aisées. En fait, **les deux raisons majeures d'économiser l'eau ont perdu toutes les deux de leur acuité dans la population** : les économies d'eau pour raisons financières ont particulièrement reculé, précisément dans les milieux modestes, notamment les titulaires de bas revenus ; les économies effectuées « pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle » ont aussi plus reculé dans les catégories les plus sensibles à cet argument en 1995, celles qui sont les plus sensibles aux questions environnementales.

Prudence à l'égard de l'eau du robinet, inquiétudes fortes vis-à-vis des pollutions aquatiques, sentiment de profonde nécessité d'être mieux informé ..., les attentes de la population sont finalement, sur ces sujets, particulièrement vives.

Avant-propos

Ce document présente l'analyse des résultats des questions qui ont été insérées, à la demande de l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) et des Agences de l'Eau, dans la vague de début 2000 de l'enquête du CREDOC sur les « *Conditions de vie et les Aspirations des Français* ». Le Ministère de l'Environnement s'est associé à cette étude pour ce qui concerne les attitudes de la population en matière de consommation d'eau du robinet.

Les thèmes abordés s'articulent autour des **quatre sujets suivants** :

- **La sensibilité des Français aux problèmes d'environnement (Section 1).**

Quelle est la sensibilité des enquêtés aux questions environnementales ? Nos concitoyens ont-ils le sentiment qu'on connaît bien les causes des pollutions quotidiennes ?

- **Les actions, individuelles ou collectives, en matière d'environnement (Section 2).**

Quelles sont les attentes des Français en matière d'actions que l'Etat devrait mener dans le domaine ? A laquelle de ces actions chacun pense-t-il pouvoir individuellement contribuer le plus ?

Ces données sont complétées par l'analyse de quelques pratiques effectuées, dans l'année, par les particuliers : apport de produits toxiques dans une déchetterie ; sélection du plastique pour le recyclage ; fabrication de compost ; consommation de produits de l'agriculture biologique.

- **La qualité perçue de l'eau des rivières et des lacs en France (Section 3).**

Quelle perception les Français ont-ils de la qualité de ces eaux ? Ont-ils le sentiment que cette qualité s'est améliorée ces dernières années ? Sur quels critères personnels fondent-ils leur jugement ? Estiment-ils être suffisamment informés sur la qualité de l'eau ? Et cette information leur paraît-elle crédible ?

- **Enfin, la consommation et la perception de l'eau du robinet (Section 4).**

Quatre thèmes sont successivement abordés ici :

- * Qui consomme l'eau du robinet ? Cette consommation est-elle en hausse ou en baisse ? Pour quelles raisons certains ne consomment-ils pas cette eau ?
- * Les jugements sur la qualité ressentie de l'eau du robinet. Celle-ci évolue-t-elle positivement ou négativement, aux yeux des Français ?
- * Quelques opinions sur l'origine de l'eau du robinet, sur le traitement des eaux usées et sur les sources d'information les plus fiables dans le domaine.
- * Les économies d'eau du robinet : Qui les pratique ? Pourquoi ? Et la prise de conscience qui était apparue il y a cinq ans, de nécessité d'économiser cette eau, s'est-elle depuis renforcée ou éteinte ?

Une dernière section (**Section 5**) vise à **synthétiser** (à partir d'une analyse des correspondances multiples) les jugements affichés par les Français sur l'eau et sur sa qualité et propose, en guise de résumé, une partition de la population en **cinq groupes** relativement distincts, de poids démographiques différents.

Rappelons que l'enquête s'est déroulée en décembre 1999 – janvier 2000. Elle a été réalisée en face à face, auprès d'un échantillon représentatif de 2001 personnes, âgées de 18 ans et plus. Celles-ci ont été sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement disponible.

Afin d'assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement des données a été effectué à partir des critères suivants : âge-sexe, PCS et taille d'agglomération¹.

¹ Le compte-rendu de réalisation de l'enquête figure dans le rapport général de présentation des « premiers résultats de la vague de fin 99-début 2000 », CREDOC, mars 2000.

Section 1

La sensibilité des Français aux problèmes environnementaux

L'étude du tri des déchets ménagers ou, par exemple, de la consommation de produits issus de l'agriculture biologique met en relief le degré réel d'attachement de chacun à la préservation de l'environnement, vu à travers ses comportements effectifs (ce point sera abordé dans la section 2 du rapport). Mais il s'avère également intéressant de savoir comment nos concitoyens définissent **eux-mêmes** leur sensibilité aux questions environnementales ou de recueillir leur sentiment sur le degré de connaissance des causes de pollution. Ces données sont bien évidemment **subjectives**, mais elles permettent d'éclairer le rapport que chacun entretient avec le concept même d'environnement.

1. Une sensibilité à l'environnement assez aiguë, au moins dans les déclarations

Au début de l'année 2000, **88 % des Français s'avouent sensibles à l'environnement**. Ce sentiment recouvre cependant des degrés d'implication plus ou moins forts : 55 % de nos concitoyens s'estiment « assez sensibles » et 33 %, « très sensibles » à ces questions (Tableau 1).

Tableau 1

Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, diriez-vous que vous y êtes :

– Evolution des réponses de 1995 à 2000 –

(en %)

	Début 1995 (A)	Début 1996 (B)	Début 2000 (C)	Evolution 1995-2000 (C)-(A)
. Très sensible	35,5	36,9	33,1	- 2,4
. Assez sensible.....	55,8	52,3	54,6	- 1,2
<i>Total « sensible ».....</i>	91,3	89,2	87,7	- 3,6
. Peu sensible	7,0	7,2	9,1	+ 2,1
. Pas du tout sensible.....	1,6	2,8	3,2	+ 1,6
<i>Total « pas sensible »</i>	8,6	10,0	12,3	+ 3,7
. <i>Ne sait pas</i>	0,1	0,8	0,1	
Total.....	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Certes, entre 1995 et 2000, la sensibilité semble avoir subi un léger déclin (- 4 points). Mais on ne peut pas vraiment parler d'une dégradation, puisque cette sensibilité se situe toujours à un niveau particulièrement élevé (88 %). D'ailleurs, classée au sein d'une série de sujets de préoccupations sociétales, « la dégradation de l'environnement » est citée aujourd'hui par 13 % des Français comme l'un de leurs deux soucis prioritaires. Ce taux était de 7 % en début 1995 et de 8 % en début 1996. Il s'est donc nettement accru cette année², nous allons y revenir.

➤ ***Une forte sensibilité déclarée dans tous les groupes de population***

La grande majorité de la population se dit donc sensible aux questions environnementales. Mais le plus frappant est que cette sensibilité déclarée affecte quasiment **toutes** les catégories de la population sans exception : même dans le groupe où le taux est le plus « faible » -il s'agit des non-diplômés-, le pourcentage atteint les 79 % (Tableau 2).

² Cf. G. Hatchuel, note de conjoncture réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes « Aspirations », CREDOC, Mars 2000. Est classé en tête cette année le chômage (36 %), suivi par les maladies graves (33 %) et la violence et l'insécurité (27 %). « La dégradation de l'environnement » arrive en 7^e position ; elle occupait la 8^e position en 1995. Voir Tableau A1 en Annexe 1.

En tout état de cause, on remarque que la sensibilité à l'environnement est :

- **Encore plus forte qu'en moyenne** chez les diplômés, les Franciliens, les revenus élevés, les cadres et les employés (plus de 92 %).
- **Un peu moins aiguë qu'en moyenne** quand on n'a pas de diplôme, chez les ouvriers et chez les moins de 25 ans. Mais encore une fois, même dans ces groupes, 80 % des individus se disent sensibles à l'environnement.

Deux effets « linéaires » apparaissent : plus on monte dans l'échelle des revenus, plus on se dit sensible au sujet (le taux évolue de 79 % à 96 % entre le bas et le haut de l'échelle des ressources). Il en va de même pour ce qui concerne le niveau de formation : le taux de sensibilité passe de 79 % chez les non-diplômés à 96 % chez les diplômés du supérieur (Tableau 2).

Tableau 2
La sensibilité aux questions environnementales
selon les caractéristiques socio-démographiques
 (début 2000)

(en %)

	Plutôt sensible	Plutôt pas sensible	Total
Sexe			
• Homme.....	86	14	100
• Femme	89	11	100
Age			
• Moins de 25 ans	81	19	100
• 25-39 ans.....	88	12	100
• 40-59 ans.....	92	8	100
• 60-69 ans.....	85	15	100
• 70 ans et plus.....	84	16	100
Diplôme possédé			
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)...	79	21	100
• Bepc, technique (inf. au bac)	88	12	100
• Bac, niv. bac.....	92	8	100
• Diplôme du supérieur.....	96	4	100
Profession exercée			
• Indépendant(1)	90	10	100
• Cadre supérieur	96	4	100
• Profession intermédiaire	93	7	100
• Employé	92	8	100
• Ouvrier	81	19	100
• Reste au foyer	86	14	100
• Retraité.....	86	14	100
• Autre inactif(2)	84	16	100
Revenu mensuel du foyer			
• Moins de 6 000 F.	79	21	100
• 6 000 à 9 999 F.	85	15	100
• 10 000 à 14 999 F.	89	11	100
• 15 000 à 19 999 F.	93	6	100
• 20 000 F. et plus.....	96	4	100
Taille de l'agglomération			
• Moins de 2 000 habitants	86	14	100
• 2 000 à 20 000 habitants	88	12	100
• 20 000 à 100 000 habitants	86	14	100
• 100 000 habitants et plus.....	88	12	100
• Paris - Agglomération Parisienne	92	8	100
Ensemble.....	88	12	100

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 81 % des moins de 25 ans se disent sensibles aux problèmes d'environnement, contre 88 % de la population en moyenne.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

En fait, cette relative unanimité est moins nette quand on ne s'intéresse qu'aux groupes se déclarant « **très sensibles** » aux questions environnementales. Ce qui signifie que dans la majeure partie de la population, il y a bien aujourd'hui une sensibilité générale aux problèmes d'environnement qui transcende la plupart des clivages socio-démographiques. Des différences inter-catégorielles existent cependant en ce qui concerne **l'intensité** de cette préoccupation. De ce point de vue, deux éléments se dégagent :

- * **L'intensité de la sensibilité au sujet dépend surtout du milieu socio-culturel** : les individus les plus sensibles à l'environnement appartiennent aux catégories culturelles élevées. Ainsi, 50 % des cadres supérieurs, 42 % des diplômés du supérieur et 40 % des titulaires de revenus élevés se déclarent « très sensibles » au sujet (contre 33 % en moyenne, cf. Tableau 3). Signalons, pour comparaison, que ce n'est le cas que de 25 % des ouvriers ou de 29 % des non-diplômés.

Tableau 3

Quelques caractéristiques socio-démographiques sur-représentées chez les individus qui se disent « très sensibles » aux problèmes d'environnement
(Début 2000)

	<i>(en %)</i>
· Cadre supérieur, profession libérale	50
· Diplômé de l'enseignement supérieur	42
· Habite la région « Méditerranée »	41
· 40-59 ans	40
· Revenus du foyer supérieurs à 20 000 Francs/mois	40
· Habite la Région parisienne	39
· Indépendant	37
· Profession intermédiaire	36
Ensemble.....	33

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

Exemple de lecture : 50 % des cadres supérieurs se déclarent « très sensibles » aux problèmes d'environnement, contre 33 % des Français en moyenne.

- * Cette forte sensibilité déclarée « aux problèmes d'environnement » correspond bien à une **préoccupation plus aiguë sur toute une série de sujets relevant du domaine ; elle va également de pair avec l'affirmation d'une volonté plus affirmée d'agir concrètement pour la protection de la nature** (Tableau 4).

Ainsi, les personnes « très sensibles » à l'environnement se déclarent-elles plus qu'en moyenne « très inquiètes » de la pollution des rivières, des nappes souterraines, des mers et des côtes. Elles sont aussi plus préoccupées –et touchées– par les problèmes de pollution de l'air.

Sur le plan des intentions, elles sont elles-mêmes mieux disposées qu'en moyenne à faire des efforts en faveur de l'environnement, comme payer plus de taxes ou accepter un ralentissement économique pour mieux préserver l'éco-système.

Enfin, ces individus « très sensibles » à l'environnement se caractérisent par un engagement plus fort qu'en moyenne dans des actions quotidiennes effectives : par exemple, acheter des éco-produits ou des produits de l'agriculture biologique, trier le plastique ou des produits toxiques, économiser l'eau du robinet...

Tableau 4
Quelques opinions et attitudes sur-représentées chez les individus
qui se disent « très sensibles » à l'environnement

		(en %)
• Est très inquiet de la pollution des rivières et des lacs.....	41	+ 15
• Est très inquiet de la pollution des nappes souterraines.....	57	+ 15
• Est très inquiet de la pollution des mers et des côtes.....	66	+ 12
• A acheté, dans les six derniers mois, des produits non alimentaires meilleurs pour l'environnement*.....	50	+ 12
• Estime qu'on sait « très bien » ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours.....	41	+ 8
• Estime que la pollution de l'air présente des risques « importants » pour la santé*.....	80	+ 8
• A, dans les douze derniers mois, apporté régulièrement des produits toxiques dans un lieu approprié.....	42	+ 8
• A déjà personnellement subi des gênes liées à la pollution atmosphérique*..	41	+ 8
• A, au cours des douze derniers mois, volontairement économisé chez soi l'eau du robinet.....	43	+ 8
• Est prêt à accepter un ralentissement économique pour préserver l'environnement*.....	55	+ 7
• A acheté régulièrement, dans les douze derniers mois, des produits de l'agriculture biologique.....	19	+ 7
• A, dans les 12 derniers mois, régulièrement mis de côté le plastique pour le recyclage.....	51	+ 6
• Est prêt à payer plus de taxes directement affectées à l'environnement.....	42	+ 6

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 41 % des individus « très sensibles » à l'environnement sont très inquiets de la pollution des rivières et des lacs, soit 15 points de plus qu'en moyenne.

* Questions financées par l'ADEME ou par EDF.

2. Un indicateur de « sensibilité profonde » à l'environnement

Le décalage considérable existant entre la sensibilité affichée généralement à l'égard de l'environnement (88 % des Français s'y déclarent « sensibles ») et celle, plus relative, liée aux déclarations de préoccupations (13 % de nos concitoyens classent la dégradation de l'environnement parmi leurs deux principaux « sujets de préoccupation »), nous incite à tenter d'élaborer à nouveau, comme nous l'avons fait en 1995, **un indicateur synthétique de « sensibilité profonde » à l'environnement.**

L'idée est de tenir compte ici de **plusieurs** éléments se rapportant au sujet. De fait, pour construire cet indicateur, trois critères ont été retenus, visant à définir davantage la sensibilité comme **le révélateur d'une volonté réelle d'implication** que comme un simple indicateur de concernement général. Ces trois critères sont :

- L'acceptation de l'idée de payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement.
- L'adhésion à une association de défense de l'environnement.
- L'affichage de préoccupations fortes à l'égard de la dégradation de l'environnement, en regard d'autres sujets d'intérêt général³.

Ont donc été considérées comme « profondément sensibles à l'environnement », au sens de cet indicateur, les personnes qui, à la fois, sont d'accord pour payer une « taxe environnementale » et sont préoccupées par la dégradation de l'environnement (citation de la réponse en première et deuxième place) ou celles qui font partie d'une association de défense de l'environnement. On dispose ainsi de quatre points de référence pour l'élaboration de cet indicateur : 1991, 1994, 1995 et 2000.

Comparé à la question « absolue » de sensibilité à l'environnement, l'indicateur élaboré est d'un tout autre ordre de grandeur : au début 2000, **ce sont 8 % de la population qui sont profondément sensibles à l'environnement.** On est bien loin des 33 %

³ Le libellé de la question est le suivant : « Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? ». Les modalités de réponse sont : le chômage, les maladies graves, la dégradation de l'environnement, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe, cf. annexe, Tableau A1.

d'individus « très sensibles » au problème. Néanmoins, on observe cette année une remontée du nombre d'individus concernés au sens de l'indicateur : de presque 6 % en 1995, on est passé à 8 % au début 2000.

On retrouve ainsi le taux existant en 1991 (Tableau 5). Ce léger essor est dû pour l'essentiel à la **remontée des préoccupations environnementales au sein des principaux sujets de société**. Bien entendu, le recul, cette année, des préoccupations liées au chômage a contribué à cette progression⁴.

Tableau 5
Evolution de l'indicateur de sensibilité profonde à l'environnement
et de ses différentes composantes

	<i>(en %)</i>			
	Début 1991	Début 1994	Début 1995	Début 2000
• Prêt à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement	29	42	33	36
• Cite « la dégradation de l'environnement » comme sujet préoccupant en première ou en deuxième réponse	12	8	7	13
• Fait partie d'une association de défense de l'environnement	3	3	2	2
• Indicateur de sensibilité profonde à l'environnement	8	6	6	8

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Les individus profondément sensibles à l'environnement, au sens de l'indicateur, présentent des caractéristiques socio-démographiques particulières, mettant en évidence combien **le niveau socio-culturel est prégnant** ici. Trois grandes caractéristiques se dégagent : alors qu'en moyenne, 8 % de la population peuvent être considérés comme ayant une sensibilité profonde à l'environnement, c'est le cas de 15 % des **diplômés du supérieur**, de 19 % des **cadres supérieurs – professions libérales** et de 13 % des **titulaires de hauts revenus** (Tableau 6).

⁴ Voir les évolutions en annexe, Tableau A1.

Tableau 6
Le pourcentage d'individus profondément sensibles à l'environnement,
selon notre indicateur (début 2000)

- Groupes où le taux est le plus haut -

	(en %)
▪ Cadre supérieur, profession libérale	19
▪ Diplômé du supérieur	15
▪ Dispose, dans son foyer, de plus de 20 000 F/mois	13
▪ Etudiant	12
▪ Profession intermédiaire	10
▪ Travailleur indépendant	10
Ensemble de la population	8
<i>Pour comparaison :</i>	
▪ Ouvrier	3
▪ Ne dispose d'aucun diplôme	3

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Alors qu'en moyenne 8 % de la population peuvent être considérés comme profondément sensibles à l'environnement, c'est le cas de 19 % des cadres supérieurs.

Le caractère « profondément sensible » à l'environnement de ce groupe de population ne fait pas de doute quand on observe ses actes ou ses jugements favorables à l'écologie (Tableau 7). Prêts à toutes sortes de sacrifices pour cette cause (accepter moins de confort, accepter un recul du niveau de vie personnel, renoncer à sa voiture), ces individus, effectivement « très sensibles » à ces questions (à 59 %), agissent déjà, notamment en économisant l'eau à domicile, en achetant des produits bios, en recyclant leurs déchets...

Remarquons aussi –effet du statut socio-culturel- que ces individus se caractérisent par un certain « modernisme » en matière de mœurs.⁵

⁵ L'indicateur de « modernisme-traditionalisme » est constitué à partir de trois questions : les opinions sur la famille, sur le mariage et sur le travail des femmes. Les « traditionalistes » sont ceux qui voient la famille comme une valeur refuge, qui pensent que le mariage est une union indissoluble et qui mettent quelques limitations à la liberté des femmes de choisir de travailler. Les « modernistes » sont ceux qui refusent de considérer la famille comme le seul endroit où l'on se sent bien, qui prônent la possibilité de dissoudre le mariage par simple accord et optent pour la liberté des femmes d'exercer une activité professionnelle. Au début 2000, les « modernistes » représentaient 16 % de la population enquêtée.

Tableau 7
Quelques opinions et attitudes sur-représentées chez les personnes profondément sensibles à l'environnement, selon notre indicateur

(8 % de la population)

	(en %)	
• Prêt à accepter moins de confort pour la protection de l'environnement*	66	+ 30
• Prêt à accepter un niveau de vie plus faible pour la protection de l'environnement*	57	+ 28
• Se déclare « très sensible » aux problèmes d'environnement	59	+ 26
• Prêt à accepter un ralentissement économique pour la protection de l'environnement*	74	+ 26
• Prêt à accepter une légère augmentation de sa facture électrique pour permettre la disparition de lignes aériennes*	84	+ 20
• A acheté, dans les 6 derniers mois, des produits non-alimentaires meilleurs pour l'environnement*	58	+ 20
• Connaît les gestes à faire en cas de pics de pollution de l'air*	38	+ 17
• A déjà subi des gênes liées à la pollution atmosphérique*	48	+ 16
• A régulièrement acheté, dans les 12 derniers mois, des produits de l'agriculture biologique	27	+ 15
• A régulièrement apporté, dans les 12 derniers mois, des produits toxiques dans une déchetterie	47	+ 13
• Est prêt à acheter des produits alimentaires en vrac, pour limiter ses déchets*	70	+ 13
• A, dans les 12 derniers mois, volontairement économisé l'eau du robinet chez soi	46	+ 11
• A, dans les 12 derniers mois, fait régulièrement du compost avec ses résidus ménagers	26	+ 10
• Est « moderniste » en matière de mœurs	26	+ 10
• Prêt à renoncer à sa voiture les jours de pic de pollution en ville*	77	+ 10

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 26 % des individus profondément sensibles à l'environnement (selon notre indicateur) sont « modernistes » en matière de mœurs, soit 10 points de plus qu'en moyenne.

* Questions financées par l'ADEME ou par EDF.

3. Un sentiment global de relative connaissance des causes de pollution

Presque sept Français sur dix (68 % exactement) considèrent, au début 2000, que l'on sait ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes. Une moitié (33 %) a le sentiment qu'on le sait « très bien », une autre (35 %) qu'on le sait « assez bien » (Tableau 8).

Tableau 8

Parmi les quatre propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus en accord ?

	<i>(en %)</i>
	Début 2000
. <u>On sait très bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours.....	33,2
. <u>On sait assez bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours.....	35,2
<i>Total « on sait »</i>	68,4
. <u>On ne sait pas bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	26,2
. <u>On ne sait pas du tout</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	5,2
<i>Total « on ne sait pas ».....</i>	31,4
. <i>Ne sait pas, non-réponse</i>	0,3
Total.....	100,0

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Le sentiment de méconnaissance des causes de pollution croît graduellement avec l'âge : « seulement » 28 % des moins de 25 ans ont le sentiment qu'on ne sait pas identifier ce qui dans les habitudes de tous les jours pollue, contre 36 % des plus de 70 ans. Par contre, le sentiment de connaissance est plus répandu chez les indépendants, les professions intermédiaires et, surtout, chez les étudiants et les cadres supérieurs : pratiquement 80 % d'entre eux partagent cette opinion. Parallèlement, trois diplômés du supérieur sur quatre croient que l'on sait déterminer ce qui pollue quotidiennement, contre « seulement » 59 % des non-diplômés. Cette opinion n'est donc pas distincte d'un rapport plus général au savoir.

Enfin, dans Paris et son agglomération, les habitants partagent davantage cette opinion (à 75 %) que les personnes habitant dans des communes de moins de 20 000 habitants (à 66 %).

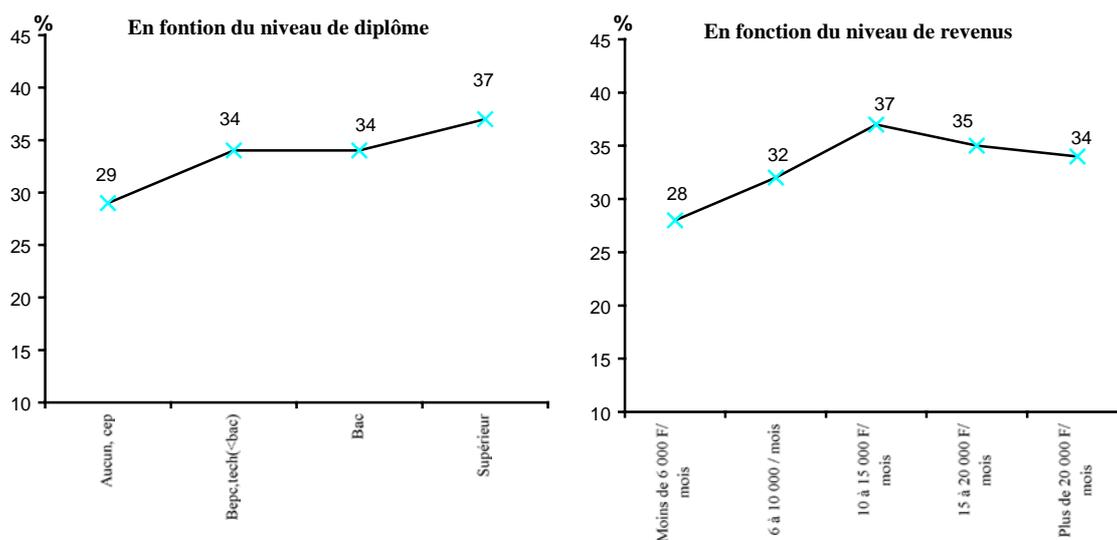
Ces effets de statut socio-culturel sont, encore une fois, un peu plus accentués quand on différencie ceux qui croient qu'on connaît « **très bien** » les causes de pollution (par opposition à ceux qui estiment qu'on les connaît « assez bien »). Ainsi relève-t-on, notamment (Tableau 9), que 42 % des cadres supérieurs croient à une bonne connaissance des causes de pollution (on les connaît « très bien »), contre seulement 30 % des ouvriers ou 29 % des non-diplômés.

En tout état de cause, l'effet culturel (niveau de formation) est ici plus net que l'effet revenu (Graphique 1).

Graphique 1

Le pourcentage d'individus qui pensent qu'on sait « très bien » ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes

(Début 2000)



Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Tableau 9
Connaissance des causes de pollution, suivant quelques caractéristiques socio-démographiques
 (Début 2000)

(en %)

	On sait « très bien » ce qui pollue	On sait « assez bien » ce qui pollue	On ne sait pas ce qui pollue	Total
Sexe				
• Homme.....	36	34	29	100
• Femme.....	31	36	33	100
Age				
• Moins de 25 ans	36	35	28	100
• 25-39 ans	33	36	31	100
• 40-59 ans	36	33	31	100
• 60-69 ans	31	37	31	100
• 70 ans et plus.....	26	38	36	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)	29	31	40	100
• Bepc, technique (inf. au bac).....	34	36	30	100
• Bac, niv. bac.....	34	38	28	100
• Diplôme du supérieur.....	37	38	25	100
Profession exercée				
• Indépendant(1)	38	33	29	100
• Cadre supérieur	42	37	21	100
• Profession intermédiaire.....	38	33	29	100
• Employé	34	32	33	100
• Ouvrier	30	34	36	100
• Reste au foyer.....	32	34	34	100
• Retraité.....	29	38	33	100
• Autre inactif(2).....	33	46	22	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 F.	28	34	37	100
• 6 000 à 9 999 F.	32	35	33	100
• 10 000 à 14 999 F.	37	34	29	100
• 15 000 à 19 999 F.	34	36	30	100
• 20 000 F. et plus.....	34	38	27	100
Taille de l'agglomération				
• Moins de 2 000 habitants	32	35	33	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	29	36	35	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	33	37	30	100
• 100 000 habitants et plus.....	34	34	32	100
• Paris – agglomération parisienne .	39	36	25	100
Ensemble.....	33	35	31	100

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

Toujours est-il que le sentiment de connaissance des causes de pollution dépend de la sensibilité affichée à l'égard de l'environnement : **41 % des individus qui sont « très sensibles » à ces questions croient que l'on sait « très bien » identifier ce qui, dans les habitudes quotidiennes, est source de pollution.** Ce taux n'est que de 26 % chez les personnes « peu ou pas sensibles » à l'environnement (Tableau 10).

Tableau 10

Parmi les quatre propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus en accord ?

– Croisement avec la sensibilité aux questions environnementales –

(en %)

	Ensemble de la population	Dont :			
		Très sensible à l'environnement	Assez sensible à l'environnement	Peu sensible à l'environnement	Pas du tout sensible à l'environnement
. <u>On sait très bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	33	41	30	26	27
. <u>On sait assez bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	35	30	39	36	24
. <u>On ne sait pas bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	26	22	27	31	36
. <u>On ne sait pas du tout</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	5	6	4	7	11
. <u>Ne sait pas</u>	-	1	-	-	3
Total.....	100	100	100	100	100

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Parmi les individus « très sensibles » à l'environnement, 41 % pensent qu'on sait « très bien » ce qui pollue quotidiennement, contre seulement 27 % chez ceux qui ne sont pas du tout sensibles à ce sujet.

Après les fluctuations du début des années 90, cette opinion ne semble pas avoir, depuis 1995, fortement évolué. Au début des années 1990, une nette majorité de la population avait en effet le sentiment d'une certaine ignorance des causes de pollutions quotidiennes : c'était le cas de 72 % de nos concitoyens en 1991 (Tableau 11). Sous l'effet probable de la médiatisation accrue de ces phénomènes, une évolution très rapide s'était produite entre 1991 et 1995, mais il est vrai qu'entre temps, le libellé précis de la question avait changé⁶.

En tout état de cause, depuis 1995, le sentiment de connaissance des causes de pollution n'a guère évolué : 31 % des Français considèrent aujourd'hui qu'on ne sait pas bien ce qui pollue. Le taux était identique il y a cinq ans.

⁶ Voir l'étude CREDOC-IFEN, réalisée en octobre 1995 : « Opinions des Français sur l'environnement et appréciations sur l'eau du robinet », Etudes et Travaux, IFEN, n° 6.

Tableau 11
Parmi les quatre propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus en accord ?

	(en %)				
	Début 1991* (A)	Début 1994** (B)	Début 1995 (C)	Début 2000 (D)	Evolution 1995-2000 (D)-(C)
. <u>On sait très bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	13,1	} 49,3	32,5	33,2	+ 0,7
. <u>On sait assez bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours	12,4		36,3	35,2	- 1,1
<i>Total « on sait »</i>	25,5	49,3	68,8	68,4	- 0,4
. <u>On ne sait pas bien</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours.....	33,5	} 44,5	26,4	26,2	- 0,2
. <u>On ne sait pas du tout</u> ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours.....	38,1		4,8	5,2	+ 0,4
<i>Total « on ne sait pas »</i>	71,6	44,5	31,2	31,4	+ 0,2
. <i>Ne sait pas, non-réponse</i>	2,9	6,2	-	0,3	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC - AFME - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* Début 1991, cette question avait été introduite à la demande de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie. L'affirmation suivante avait été proposée : « On ne sait pas ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours ». Les personnes interrogées devaient déterminer si elles étaient « Tout à fait d'accord, Assez d'accord, Peu d'accord, Pas du tout d'accord » avec cette affirmation.

** Début 1994 la formulation est restée identique à celle de 1991, mais les personnes interrogées devaient déclarer si elles étaient « plutôt d'accord » ou « plutôt pas d'accord ».

Afin de pouvoir comparer les séries de 1991 et 1994, avec celles de 1995 et 2000, les réponses ont été converties sur le modèle de celles obtenues en 1995 et 2000.

Cette stabilité relative des opinions sur ce sujet -analysées sur cinq ans- se retrouve dans quasiment tous les groupes de population. A peine peut-on signaler que depuis 1995, les moins de 25 ans (et les étudiants) ont accru leur sentiment que l'on sait ce qui pollue quotidiennement (+ 6 points en 5 ans). C'est aussi le cas des Franciliens (+ 5 points depuis 1995). A l'inverse, ce sentiment a un peu reculé chez les professions intermédiaires.

En vérité, ce qui prédomine ici est le fait **que dans tous les groupes sans exception, plus de 60 % estiment que l'on sait maintenant (bien ou assez bien) ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes**. Autrement dit, même chez les non-diplômés, où le taux est le plus bas (60 %), on pense majoritairement que les causes de pollutions quotidiennes sont maintenant relativement bien identifiées.

On ajoutera, pour terminer, que les individus tout à fait convaincus qu'on connaît bien les causes de pollution quotidienne, et qui sont, on l'a vu, plus sensibles aux questions d'environnement, sont aussi ceux qui affichent davantage une volonté d'agir dans le domaine.

En revanche, ceux qui estiment qu'on ne connaît pas les causes de pollution au quotidien sont moins sensibilisés à ces sujets. Rappelons que cela concerne 36 % des personnes de 70 ans et plus, 40 % des non-diplômés, 36 % des ouvriers et des bas revenus (contre 31 % en moyenne). Peut-être faut-il remarquer que le taux est aussi de 42 % chez les habitants de la région « Nord » de la France.

Au total, **deux conclusions** se dégagent de ce chapitre : la sensibilité à l'environnement est une notion largement diffusée dans la population ; elle s'accompagne d'un autre sentiment, légèrement moins unanime, mais largement majoritaire, que l'on connaît finalement assez bien les causes de pollutions quotidiennes. Cependant, cette sensibilité générale varie d'intensité selon les groupes socio-démographiques : plus le niveau socio-culturel est élevé, plus on est sensible à cette question.

Finalement, on pourrait dire qu'aujourd'hui, avec la diffusion générale d'une certaine sensibilité environnementale, rares sont ceux qui s'avouent imperméables au sujet (12 %). Il reste que ceux qui y sont **profondément attachés** sont encore, eux aussi, en nombre restreint (8 %).

Section 2

Agir pour préserver l'environnement : entre un effort public et une démarche individuelle

Sensibilité générale à l'environnement, croyance dans l'idée que l'on connaît les causes de pollution quotidienne..., la population est apparemment en situation de juger, en toute connaissance de cause, les actions prioritaires à engager pour préserver l'environnement. Deux séries de questions ont été soumises aux enquêtés dans ce but : l'une porte sur les actions prioritaires qu'on attend de l'Etat ; l'autre sur les actions qu'à titre individuel, cette fois, nos concitoyens pensent pouvoir effectuer dans le domaine.

1. Les attentes sur les actions prioritaires de l'Etat en matière d'environnement

Au début 2000, **c'est la réduction de la pollution de l'air et de l'atmosphère** qui apparaît comme le domaine dans lequel l'intervention de l'Etat est la plus attendue : 37 % des enquêtés la placent au premier rang de leurs préoccupations ; au total, 57 % la font figurer parmi leurs deux premières réponses (Tableau 12).

Avec 38 % des citations cumulées, **la lutte contre la pollution de l'eau** est le second objectif sur lequel les Français désirent une intervention de l'Etat.

Viennent ensuite, avec environ 20 % des citations cumulées : la lutte contre les risques de l'industrie nucléaire (22 %), la sauvegarde de la faune et de la flore (20 %), le développement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement (19 %) et l'élimination des déchets (18 %).

Enfin, les Français considèrent que la protection des paysages et la lutte contre le bruit sont, en termes relatifs, plus secondaires (chacune réunit seulement de 11 à 13 % des citations cumulées).

Tableau 12

Quelles sont, selon vous, les deux actions que l'Etat doit mener en priorité dans le domaine de la protection de l'environnement ?

(Début 2000)

(Classement par ordre décroissant du cumul des réponses)	(en %)		
	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse	Cumul des réponses (1 + 2)
. La réduction de la pollution de l'air et de l'atmosphère	37,2	19,8	57,0
. La lutte contre la pollution de l'eau, des rivières et des lacs	12,6	25,8	38,4
. La lutte contre les risques de l'industrie nucléaire	9,5	12,7	22,2
. La sauvegarde des plantes et des animaux	11,0	9,3	20,3
. Le développement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement	9,8	9,7	19,5
. L'élimination et le tri des déchets	7,8	10,1	17,9
. La protection des paysages	5,9	6,8	12,7
. La lutte contre le bruit	6,2	5,1	11,3
. <i>Ne sait pas</i>	0,1	0,7	
Total	100,0	100,0	

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

En tête des actions attendues de l'Etat, figure donc clairement, d'abord, **la préservation du patrimoine écologique** (l'air et l'eau) : un Français sur deux attend prioritairement une intervention de l'Etat dans ce domaine.

Un second groupe d'attentes concerne la **compensation**, ou l'atténuation, **des risques nés du progrès technologique** ; 27 % des vœux d'intervention concernent des actions que l'on peut, plus ou moins directement, rattacher à l'activité industrielle : « lutter contre les risques de l'industrie nucléaire », « développer de nouvelles technologies plus écologiques », voire « éliminer et trier les déchets ».

Enfin, **la sauvegarde des plantes, des animaux ou des paysages, et la lutte contre le bruit** regroupent 23 % des citations au total.

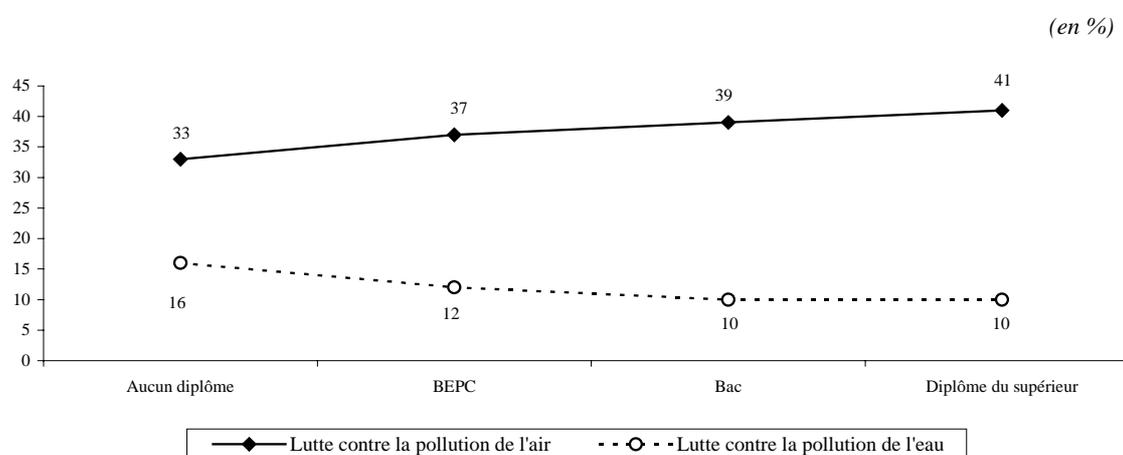
La très nette priorité accordée aux interventions destinées à **lutter contre la pollution de l'air** se retrouve dans tous les groupes socio-démographiques sans exception (Tableau 13). Elle est encore plus prononcée chez les :

- 25-39 ans (41 %, contre 37 % en moyenne).
- Les cadres supérieurs, les employés et les professions intermédiaires (40-41 %).
- Les titulaires de revenus supérieurs à 10 000 F/mois (41 %).
- Les habitants de l'agglomération parisienne : c'est dans cette zone où la pollution de l'air est peut-être plus visible et plus ressentie, que cette volonté est la plus répandue (44 %, soit 7 points de plus qu'en moyenne).

En tout état de cause, le sentiment que l'Etat doit prioritairement intervenir pour réduire la pollution de l'air augmente constamment avec le niveau de formation : il passe de 33 % à 41 %. Parallèlement, la volonté de voir l'Etat s'intéresser à la lutte contre la **pollution de l'eau** décroît avec le niveau de diplôme (Graphique 2). En d'autres termes, les interventions attendues pour préserver globalement le patrimoine naturel (eau et air) ne varient pratiquement pas en fonction du niveau de formation : c'est **le domaine** sur lequel cette intervention doit porter qui évolue ; les diplômés sont relativement plus attachés à la lutte contre la pollution de l'air ; les non-diplômés à celle concernant la pollution de l'eau.

Graphique 2

Proportion d'individus citant la réduction de la pollution de l'air et la lutte contre la pollution de l'eau, selon le niveau de diplôme
(1^{ère} réponse)



Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

D'une façon plus générale, le taux de citations **de la lutte contre la pollution de l'eau** connaît d'autres variations socio-démographiques :

- * Plus l'âge s'élève, plus on est attaché à cette action prioritaire : cela concerne 9 % des moins de 25 ans, contre 19 % des plus de 70 ans.
- * Ce sont les retraités et les indépendants qui sont le plus sensibles à l'action contre la pollution de l'eau (16 %).
- * Enfin, on y est davantage attaché dans les petites communes. D'ailleurs, plus la taille d'agglomération de résidence s'élève, moins on évoque cette action prioritaire.

D'autres attentes se détachent dans quelques groupes socio-démographiques relativement ciblés (Tableau 13) :

- * **La sauvegarde des plantes et des animaux** mobilise davantage les ouvriers (17 %, contre 11 % en moyenne) et les moins de 25 ans (16 %). Les femmes au foyer, quant à elles, évoquent relativement plus **la protection des paysages** (10 %, contre 6 % en moyenne).
- * **La lutte contre les risques nucléaires** est davantage citée chez les 60-69 ans ou les travailleurs indépendants (14 %, contre 9 % en moyenne).
- * L'attente concernant **le développement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement** est très liée au niveau culturel : elle n'est formulée que par 5 % des non-diplômés, contre 17 % des diplômés du supérieur (contre 10 % en moyenne). De fait, les cadres moyens ou supérieurs et les étudiants y sont plus attachés.
- * Enfin, **la lutte contre le bruit**, citée en moyenne par 6 % de la population, connaît aussi des disparités de citations en fonction de l'âge : évoquée comme action prioritaire par 3 % des moins de 25 ans, elle l'est par 11 % des plus de 70 ans.

Tableau 13
Action que l'Etat doit mener prioritairement dans le domaine de l'environnement (1^{ère} réponse)
 - Analyse selon quelques caractéristiques socio-démographiques -

Première action citée :	(en %)								
	Réduction de la pollution de l'air	Lutte contre la pollution de l'eau	Sauvegarde plantes et animaux	Développer nouvelles technologies	Lutte contre risques nucléaires	Elimination et tri des déchets	Lutte contre le bruit	Protection des paysages	Total (y compris n.s.p.)
Sexe									
• Homme.....	34	13	11	10	10	8	6	6	100
• Femme	40	12	11	9	9	7	7	5	100
Age									
• Moins de 25 ans	37	9	16	12	8	9	3	7	100
• 25-39 ans.....	41	12	11	11	8	8	4	5	100
• 40-59 ans.....	37	11	9	11	11	7	7	6	100
• 60-69 ans.....	38	14	11	6	13	6	8	5	100
• 70 ans et plus.....	29	19	11	5	9	8	11	7	100
Diplôme									
• Aucun diplôme (ou seulement Cep).....	33	16	13	5	10	6	9	7	100
• Bepc, technique (inf. au bac)	37	12	12	9	10	8	6	6	100
• Bac, technique (niv. bac)	39	10	11	13	9	9	4	5	100
• Diplôme du supérieur.....	41	10	6	17	8	8	4	5	100
Profession exercée									
• Indépendant(1).....	36	16	8	10	14	8	2	5	100
• Cadre supérieur	41	9	5	18	8	8	8	2	100
• Profession intermédiaire	40	11	6	17	9	10	3	4	100
• Employé.....	41	11	11	7	11	7	7	4	100
• Ouvrier.....	36	11	17	8	8	7	6	8	100
• Reste au foyer	36	13	10	8	7	9	6	10	100
• Retraité	34	16	12	6	10	7	9	6	100
• Autre inactif(2)	37	10	14	15	11	6	2	5	100
Revenu mensuel du foyer									
• Moins de 6 000 F.	30	13	13	10	11	6	8	10	100
• 6 000 à 9 999 F.	34	13	13	8	9	9	8	6	100
• 10 000 à 14 999 F.	41	13	10	10	8	8	4	6	100
• 15 000 à 19 999 F.	41	13	11	11	9	8	6	4	100
• 20 000 F. et plus.....	41	11	8	12	11	11	6	3	100
Taille de l'agglomération									
• Moins de 2 000 habitants.....	34	16	12	10	10	9	3	6	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	37	14	12	8	9	6	6	7	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	33	12	8	11	10	6	10	10	100
• 100 000 habitants et plus	39	11	12	10	10	7	6	5	100
• Paris et agglomération parisienne	44	8	9	10	8	10	8	2	100
Ensemble	37	13	11	10	9	8	6	6	100

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 44 % des habitants de Paris et de son agglomération pensent que l'action prioritaire que l'Etat doit mener dans le domaine, concerne la réduction de la pollution de l'air, contre 37 % dans l'ensemble de la population.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

➤ ***La volonté de voir l'Etat lutter contre la pollution de l'air regagne quelques points cette année***

L'observation de l'évolution des réponses à cette question, posée pour la septième année consécutive, met en évidence **quatre** évolutions principales cette année (Tableau 14) :

- * **La réduction de la pollution de l'air** retrouve une partie de la faveur qu'elle avait perdue l'an dernier (+ 4 points cette année, après un recul de 10 points au début 1999). Dans ce domaine, l'attente des Français retrouve donc un niveau comparable à celui observé dans la période 1996-1997.
- * En contrepartie, les souhaits d'interventions prioritaires pour lutter **contre la pollution de l'eau des rivières et des lacs** reperdent cinq des six points gagnés il y a un an. On aurait pu penser que la survenue de la « marée noire » en Décembre 1999, liée au naufrage de l'ERIKA, aurait pour effet de maintenir à un haut niveau cette priorité ; cela n'a pas été le cas, même si 13 % de la population classent ce sujet en première réponse. Peut-être les enquêtés songent-ils plus, sur cette question, aux problèmes de pollution de l'eau potable ?
- * A l'inverse, **la sauvegarde des plantes et des animaux** gagne trois points. Peut-être trouve-t-on précisément ici une retombée de l'effet « marée noire », et de ses dégâts sur les oiseaux et la faune aquatique. En tout état de cause, ce sujet reprend la troisième place au « développement des nouvelles technologies ».
- * On note, enfin, que **la lutte contre les risques de l'industrie nucléaire** (10 % des citations) atteint, cette année, son niveau le plus haut depuis que la question est posée.

Examinons si les deux inflexions principales (montée des attentes relatives à la préservation de l'air, recul de celles concernant la défense de l'eau) ont touché les mêmes groupes de population.

Tableau 14
Les actions que l'Etat doit mener en priorité dans le domaine
de la protection de l'environnement

– Evolution des premières réponses –

(en %)

<i>Classement par ordre décroissant des réponses de 2000 (premières réponses)</i>	Début 1994 (A)	Début 1995 (B)	Début 1996 (C)	Début 1997 (D)	Début 1998 (E)	Début 1999 (F)	Début 2000 (G)	Evolution 1999-2000 (G) - (F)
. La réduction de la pollution de l'air et de l'atmosphère	30,1	28,8	35,1	39,3	43,7	33,3	37,2	+ 3,9
. La lutte contre la pollution de l'eau des rivières et des lacs	16,4	17,2	13,8	11,9	11,8	17,9	12,6	- 5,3
. La sauvegarde des plantes et des animaux	11,0	8,4	9,9	9,3	9,2	8,0	11,0	+ 3,0
. Le développement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement	7,0	8,4	6,5	8,7	7,9	10,0	9,8	- 0,2
. La lutte contre les risques de l'industrie nucléaire *	8,1	8,3	9,1	8,2	5,5	8,9	9,5	+ 0,6
. L'élimination et le tri des déchets *	14,4	12,9	10,9	8,1	7,5	8,1	7,8	- 0,3
. La lutte contre le bruit	5,7	7,7	6,6	6,9	6,9	9,0	6,2	- 2,8
. La protection des paysages	7,2	8,3	8,0	7,4	7,1	4,8	5,9	+ 1,1
. Ne sait pas	0,1	-	0,1	0,1	0,2	-	0,1	
Total	100,0							

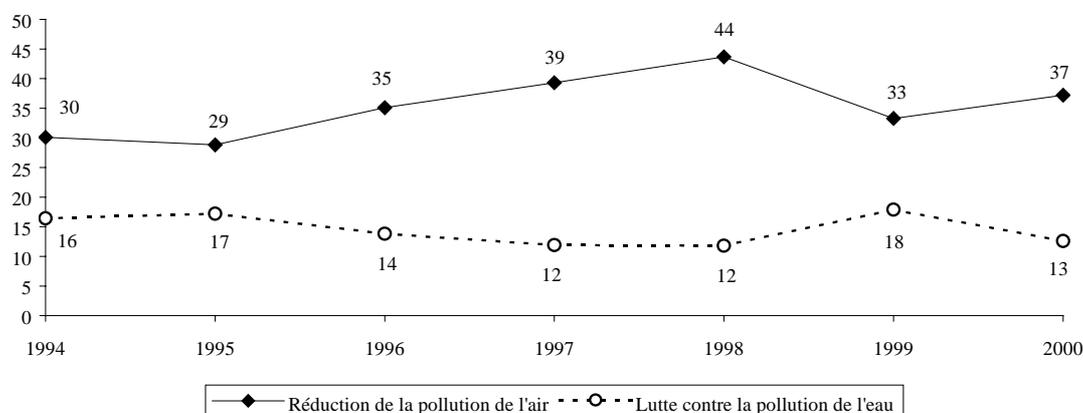
Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* Ces deux items ont été modifiés en 1997. « L'élimination et le tri des déchets » a remplacé « l'élimination des déchets industriels » et « la lutte contre les risques de l'industrie nucléaire » a remplacé « la prévention des risques de l'industrie nucléaire ».

Graphique 3

La réduction de la pollution de l'air et de l'eau : évolution des premières citations de 1994 à 2000

(en %)



Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

➤ *La lutte contre la pollution de l'air : une remontée dans tous les groupes qui s'étaient déclarés moins concernés l'an dernier*

Le plus frappant des évolutions intervenues en ce qui concerne la lutte contre la pollution de l'air est que la remontée de cette attente a été encore plus forte cette année dans tous les groupes qui avaient précisément connu, l'an dernier, une baisse significative.

Nous avons pu faire l'hypothèse, il y a un an⁷, que la mise en place de dispositifs de réduction de la pollution atmosphérique en 1998 et 1999 (loi sur l'air, expérience de circulation alternée, distribution de la pastille verte...) avait été le signe, pour une bonne partie de la population, sinon d'une satisfaction relative, du moins d'une indication que l'Etat avait commencé à s'atteler à la résolution du problème. **Doit-on faire l'hypothèse que l'impact médiatique de ces actions ayant commencé à s'atténuer, certains groupes ont retrouvé leurs attentes antérieures ?** En tout état de cause, c'est bien dans les catégories où l'an dernier, les attentes avaient le plus reculé que, cette année, elles ont le plus augmenté (Tableau 15). Certes, jamais les niveaux de citations atteints ne sont revenus à ceux de 1998, mais le mouvement est d'un **systematisme troublant**. Deux exceptions se détachent cependant : les moins de 25 ans et les femmes au foyer sont loin de regagner, cette année, les pertes de l'an dernier.

⁷ Voir « *Les actions pour préserver l'environnement, la perception des risques naturels en France* », étude du CREDOC pour l'IFEN, juin 1999.

Tableau 15

Le pourcentage d'individus citant « la réduction de la pollution de l'air » comme première priorité de l'Etat dans le domaine

- Evolution 1998-2000 dans quelques catégories -

	Début 1998 (A)	Début 1999 (B)	Début 2000 (C)	Evolution 1999-2000 (C)-(B)
				<i>(en %)</i>
Groupes ayant connu, entre 1998 et 1999, les plus fortes diminutions :				
. Vit à Paris ou dans l'agglomération parisienne	49	32	44	+ 12
. Dispose, dans son foyer, de 20 000 F ou plus /mois.....	49	34	41	+ 7
. Profession intermédiaire.....	47	32	40	+ 8
. Indépendant	42	27	36	+ 9
. Dispose, dans son foyer, de revenus compris entre 10 000 et 15 000 F/mois	48	34	41	+ 7
. A de 40 à 59 ans	43	30	37	+ 7
. Femme au foyer	47	33	36	+ 3
. A moins de 25 ans	48	36	37	+ 1
Ensemble de la population	43	33	37	+ 4
Groupes ayant connu, entre 1998 et 1999, les moins fortes baisses :				
. Dispose, dans son foyer, de revenus compris entre 6 000 et 10 000 F/mois	38	33	34	+ 1
. Réside dans une agglomération provinciale de plus de 100 000 habitants.....	44	40	39	- 1

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

En tout état de cause, dans quasiment tous les groupes (à l'exception des habitants de grosses communes provinciales et des bas revenus), la demande d'actions de lutte contre la pollution de l'air est remontée cette année (Tableau 16).

De même, dans tous les groupes, cette fois sans aucune exception, la demande d'intervention pour lutter contre la pollution de l'eau a reculé (de - 1 à - 10 points).

Les mouvements entre ces deux préoccupations sont donc très souvent parallèles, même si rarement l'intensité des variations a été la même (Tableau 16). On peut en conclure que **la préservation des ressources vitales est toujours la préoccupation dominante de nos concitoyens**. C'est simplement la part relative des soucis concernant chacun des deux domaines évoqués (l'air et l'eau) qui semble conjoncturellement varier, appelant, selon les groupes socio-démographiques, une accentuation des attentes envers l'un ou l'autre de ces deux pôles.

Signalons en particulier que certains groupes semblent plus sujets à de telles variations depuis deux ans : les Franciliens, les cadres et les revenus élevés (Tableau 16). Il sera intéressant de suivre les évolutions concernant ces catégories l'an prochain.

Tableau 16
Evolution, entre 1999 et 2000, des premières réponses concernant :

	<i>(en %)</i>	
	La réduction de la pollution de l'air	La lutte contre la pollution de l'eau
Sexe		
. Homme	+ 2	- 5
. Femme	+ 6	- 5
Profession exercée		
. Indépendant (1).....	+ 8	- 6
. Cadre supérieur.....	+ 5	- 10
. Profession intermédiaire	+ 8	- 7
. Employé.....	+ 1	- 1
. Ouvrier	+ 2	- 9
. Reste au foyer.....	+ 3	- 7
. Retraité	+ 5	- 3
. Autre inactif (2)	-	- 3
Age		
. Moins de 25 ans	+ 1	- 5
. 25 – 39 ans.....	+ 3	- 3
. 40 – 59 ans.....	+ 6	- 9
. 60 – 69 ans.....	+ 8	- 6
. 70 ans et plus.....	-	- 1
Diplôme		
. Aucun, Cep	+ 3	- 4
. Bepc, Technique (inf. au bac)	+ 6	- 6
. Bac, niv. bac	+ 2	- 6
. Supérieur, grandes écoles.....	+ 5	- 6
Revenus mensuels du foyer		
. Moins de 6 000 F.	- 2	- 8
. 6 000 – 9 999 F.	+ 2	- 6
. 10 000 – 14 999 F.	+ 7	- 4
. 15 000 – 19 999 F.	+ 6	- 6
. Plus de 20 000 F.	+ 7	- 8
Taille de l'agglomération de résidence		
. Moins de 2 000 habitants	+ 3	- 2
. 2 000 à 20 000 habitants.....	+ 8	- 4
. 20 000 à 100 000 habitants.....	+ 3	- 6
. 100 000 habitants et plus	- 1	- 7
. Paris et agglomération	+ 12	- 8
Ensemble	+ 4	- 5

Source : CREDOC-IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : alors qu'en moyenne, le taux de citations de « la réduction de la pollution de l'air » a augmenté de 4 points en un an, il a augmenté de 12 points chez les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne. En contrepartie, le taux de citations de « la lutte contre la pollution de l'eau » a reculé de 8 points chez les Franciliens.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

➤ **Des associations de réponses qui confirment les attentes quant à la préservation de l'air et de l'eau**

On trouve une autre preuve, s'il en était besoin, du désir de la population de voir d'abord l'Etat chercher à **préserver les ressources vitales (l'air et l'eau)**, dans l'analyse des associations de réponses formulées (actions évoquées en premier ou en second choix) :

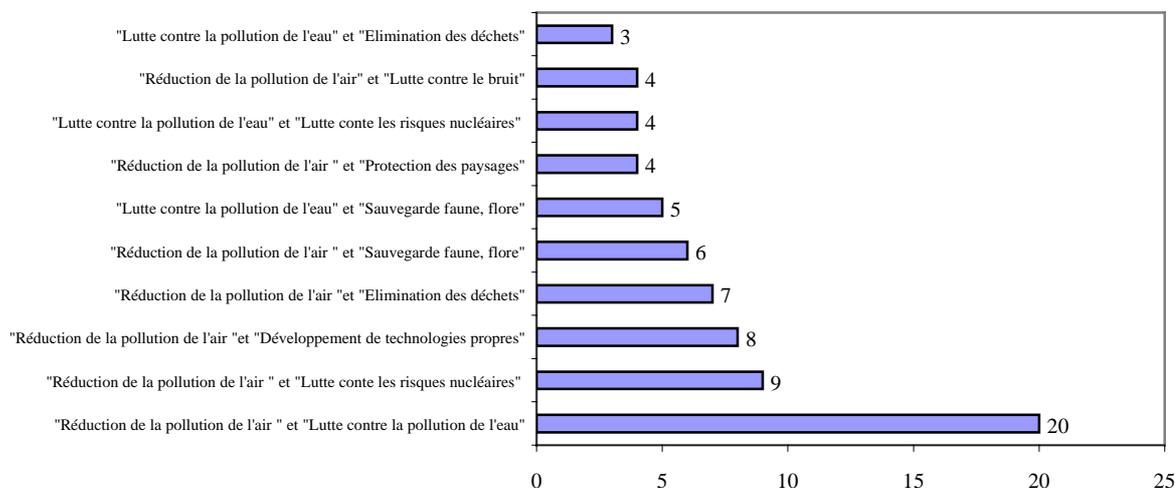
- Ainsi, **un enquêté sur cinq cite à la fois**, comme action prioritaire de l'Etat, la réduction de la pollution de l'air et la lutte contre la pollution de l'eau. L'association qui arrive en seconde position (réduction de la pollution de l'air et lutte contre les risques nucléaires) ne regroupe, en comparaison, que 9 % des citations (Graphique 4).
- Sur les 10 associations les plus fréquentes, on trouve à 7 reprises l'attente d'une intervention pour réduire la pollution de l'air ; la réduction de la pollution de l'eau, quant à elle, apparaît à 4 reprises. Au total, toutes ces associations, qui concernent 70 % de la population, comportent toujours systématiquement **au moins l'une des deux actions** visant à la préservation des ressources vitales.

Graphique 4

Les deux actions que l'État doit mener en priorité

– Classement des dix associations les plus fréquentes –

(en %)



Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

2. Les actions individuelles auxquelles chacun a le sentiment de pouvoir contribuer pour préserver l'environnement

Outre les interventions de l'Etat, chacun peut agir individuellement afin de sauvegarder l'environnement. Il était intéressant d'essayer d'apprécier la façon dont la population voit la répartition des rôles entre l'Etat et les particuliers dans le domaine. Aussi, avons-nous proposé aux enquêtés **la même liste** d'interventions possibles, mais en leur demandant cette fois non plus l'action qu'ils voudraient voir privilégier par l'Etat, mais celle à laquelle ils croient pouvoir eux-mêmes, **individuellement**, « contribuer le plus ». Les résultats figurent au Tableau 17.

Pratiquement un Français sur deux (45 %) estime que c'est par **le tri sélectif des déchets** qu'il peut le plus contribuer à la préservation de l'environnement.

Nos concitoyens classent, au second rang de ces gestes individuels, **la protection des paysages**. Toutefois, ce sujet n'est cité que par 12 % de la population, **soit quatre fois moins que l'élimination et le tri des déchets**.

Trois autres actions sont évoquées chacune par 10 % de la population : la sauvegarde de la faune et de la flore, la lutte contre le bruit, la réduction de la pollution de l'air et de l'atmosphère.

Les évolutions sur ce sujet ont été particulièrement faibles cette année. Relevons simplement que le nombre de personnes considérant qu'il est possible, individuellement, de réduire la pollution atmosphérique, est en légère augmentation (+ 2 points en un an).

En vérité, l'élément le plus marquant reste celui-ci : les Français ont le sentiment que les actions individuelles pour contribuer le plus à la protection de l'environnement concernent, avant tout, **l'élimination et le tri des déchets**. Cette idée n'a d'ailleurs cessé de croître depuis 1996 (+ 5 points dans la période).

Tableau 17

Pour protéger l'environnement, à laquelle de ces actions croyez-vous pouvoir, individuellement, contribuer le plus ?

– Evolution des réponses de 1996 à 2000 –

<i>(Classement par ordre décroissant des réponses de 2000)</i>	<i>(en %)</i>					
	Début 1996 (A)	Début 1997 (B)	Début 1998 (C)	Début 1999 (D)	Début 2000 (E)	Evolution 1999-2000 (E) - (D)
. L'élimination et le tri des déchets	39,7	40,6	42,3	43,9	45,0	+ 1,1
. La protection des paysages	11,3	11,7	10,7	12,2	11,8	- 0,4
. La sauvegarde des plantes et des animaux.....	13,4	11,1	11,1	11,3	11,4	+ 0,1
. La lutte contre le bruit	9,2	8,9	8,0	10,8	10,7	- 0,1
. La réduction de la pollution de l'air et de l'atmosphère	8,8	9,4	10,9	8,4	10,3	+ 1,9
. La lutte contre la pollution de l'eau, des rivières et des lacs.....	7,4	7,6	7,3	7,5	6,1	- 1,4
. Le développement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement	3,1	1,9	2,5	1,7	1,7	=
. La lutte contre les risques de l'industrie nucléaire	*	1,4	0,8	0,9	1,0	- 0,1
. <i>Ne sait pas</i>	7,1	7,4	6,3	3,3	2,0	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* Cet item n'était pas présent début 1996.

➤ ***L'élimination et le tri des déchets sont davantage évoqués dans les milieux aisés***

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, ce sont **les milieux socio-professionnels ou culturels favorisés** qui apparaissent le plus enclins à participer **au tri des déchets** : cadres supérieurs, professions intermédiaires, diplômés du bac ou du supérieur ou personnes disposant de revenus supérieurs à 20 000 Francs par mois (Tableau 18). Inversement, les ouvriers et les non-diplômés citent plus rarement ce type d'actions.

Tableau 18
Les groupes de population croyant le plus à l'action individuelle d'élimination
et de tri des déchets
 (Début 2000)

	<i>(en %)</i>
· Diplômé de l'enseignement supérieur	56
· Profession intermédiaire	56
· Dispose, dans son foyer, de plus de 20 000 F/mois	54
· Diplômé du bac seul	54
· Réside dans la région parisienne	51
Ensemble de la population	45
<i>Pour comparaison :</i>	
· Dispose, dans son foyer, de revenus compris entre 6 000 et 10 000 F/mois	40
· Ne dispose d'aucun diplôme	39
· Ouvrier	38

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

D'ailleurs, partager l'idée que c'est en triant ses déchets qu'on contribue individuellement le plus à la protection de l'environnement n'est pas simplement une « déclaration de principe », mais **un jugement fondé sur une certaine expérience** : on observe, en effet, que ceux qui citent « l'élimination et le tri des déchets » sont précisément des individus qui agissent déjà dans ce domaine ou qui ont l'intention de le faire : ils trient leurs déchets plus souvent qu'en moyenne (plastique, produits toxiques ...); ils seraient davantage prêts à payer une taxe calculée sur leur propre production de déchets; ils achètent plus qu'en moyenne des produits « verts » (Tableau 19).

Tableau 19

Quelques attitudes et opinions sur-représentées chez les individus qui pensent pouvoir contribuer individuellement à l'élimination et au tri des déchets (début 2000)

(45 % de la population)

(en %)

Intentions et opinions		
. Est prêt à trier ses déchets, dans plusieurs poubelles, à domicile* ...	93	+ 7
. Est prêt à payer une taxe calculée en fonction de sa propre production de déchets (au lieu de la taxe forfaitaire actuelle)*	56	+ 4
Actions effectuées pour protéger l'environnement		
. A régulièrement, dans les 12 derniers mois, trié le plastique pour le recyclage	51	+ 7
. A régulièrement, dans les 12 derniers mois, apporté des produits toxiques dans une déchetterie	40	+ 6
. A, au cours des 6 derniers mois, acheté des produits verts non-alimentaires*	43	+ 5

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000

Exemple de lecture : Parmi les Français qui pensent que c'est par le tri des déchets qu'ils peuvent individuellement contribuer le plus à la protection de l'environnement, 51 % trient régulièrement le plastique, soit 7 points de plus qu'en moyenne.

* Questions financées par l'ADEME.

Peu de variations sont intervenues cette année sur cette question. Il faut cependant signaler :

- * Une montée des citations relatives au tri des déchets chez les employés (+ 9 points), chez les professions intermédiaires (+ 6 points) et chez les moins de 25 ans (+ 7 points, contre + 1 en moyenne).
- * Un recul de ces citations au-delà de 60 ans, surtout chez les 60-69 ans (- 11 points).

Ces deux mouvements ont contribué à nettement atténuer les effets d'âge qui existaient sur cette question l'an dernier (voir situation du début 2000 au Tableau 20). Par ailleurs, en deux ans, les Franciliens semblent avoir sensiblement rattrapé leur retard sur ce point : le taux de citations concernant le tri des déchets est, chez eux, de 48 % (contre 45 % l'an dernier et 36 % au début 1998).

En tout état de cause, quels que soient les mouvements intervenus, dans tous les groupes socio-démographiques, l'idée de participer à l'élimination et au tri des déchets reste toujours, de loin, l'action la plus citée, quels que soient l'âge, le revenu ou le niveau de diplôme.

Pour les autres sujets, on observe plutôt un certain « tassement » des choix : protection des paysages, sauvegarde de la faune et de la flore, lutte contre le bruit ou contre la pollution de l'air sont quasiment autant citées dans tous les groupes socio-démographiques, même si certaines sensibilités se dégagent (Tableau 20) :

- Les travailleurs indépendants citent davantage la protection des paysages.
- Les jeunes, les employés et les ouvriers sont un peu plus attachés à la sauvegarde des plantes et des animaux.
- La lutte individuelle contre le bruit est soumise à plus d'attention chez les retraités et les femmes au foyer.
- La réduction de la pollution de l'air atteint, enfin, les 14 % chez les ouvriers (contre 10 % en moyenne).

Tableau 20
Les cinq actions auxquelles les individus pensent pouvoir personnellement contribuer le plus
(début 2000)

- Analyse selon quelques caractéristiques socio-démographiques -

(en %)

	Elimination et tri des déchets	Protection des paysages	Sauvegarde plantes et animaux	Lutte contre le bruit	Réduction de la pollution de l'air	Total (y compris autres ou ne sait pas)
Sexe						
• Homme.....	44	14	11	10	9	100
• Femme.....	46	10	12	11	11	100
Age						
• Moins de 25 ans	40	14	14	10	12	100
• 25-39 ans.....	47	11	12	9	9	100
• 40-59 ans.....	47	11	10	10	12	100
• 60-69 ans.....	39	13	11	14	11	100
• 70 ans et plus.....	45	11	10	13	6	100
Diplôme						
• Aucun diplôme (ou Cep).....	39	11	13	13	10	100
• Bepc, technique (inf. au bac).....	40	14	13	10	10	100
• Bac, niveau bac	54	11	9	10	9	100
• Diplôme du supérieur.....	56	8	7	10	12	100
Profession exercée						
• Indépendant(1).....	40	17	12	2	7	100
• Cadre supérieur	54	9	6	11	10	100
• Profession intermédiaire	56	12	6	7	11	100
• Employé	48	10	14	10	10	100
• Ouvrier	38	13	14	9	14	100
• Reste au foyer	43	11	12	15	10	100
• Retraité.....	42	12	11	14	8	100
• Autre inactif(2).....	47	13	11	12	9	100
Revenu mensuel du foyer						
• Moins de 6 000 F.	42	12	13	13	9	100
• 6 000 à 9 999 F.	40	11	13	13	11	100
• 10 000 à 14 999 F.	46	11	12	7	12	100
• 15 000 à 19 999 F.	47	15	11	9	9	100
• 20 000 F. et plus	54	12	7	9	8	100
Taille de l'agglomération de résidence						
• Moins de 2 000 habitants	48	15	10	6	9	100
• 2 000 à 20 000 habitants	44	12	13	9	12	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	39	13	13	16	10	100
• 100 000 habitants et plus.....	44	12	12	13	10	100
• Paris - Agglomération Parisienne.....	48	5	9	13	12	100
Ensemble	45	12	11	11	10	100

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

➤ **Une répartition des rôles entre l'Etat et les particuliers**

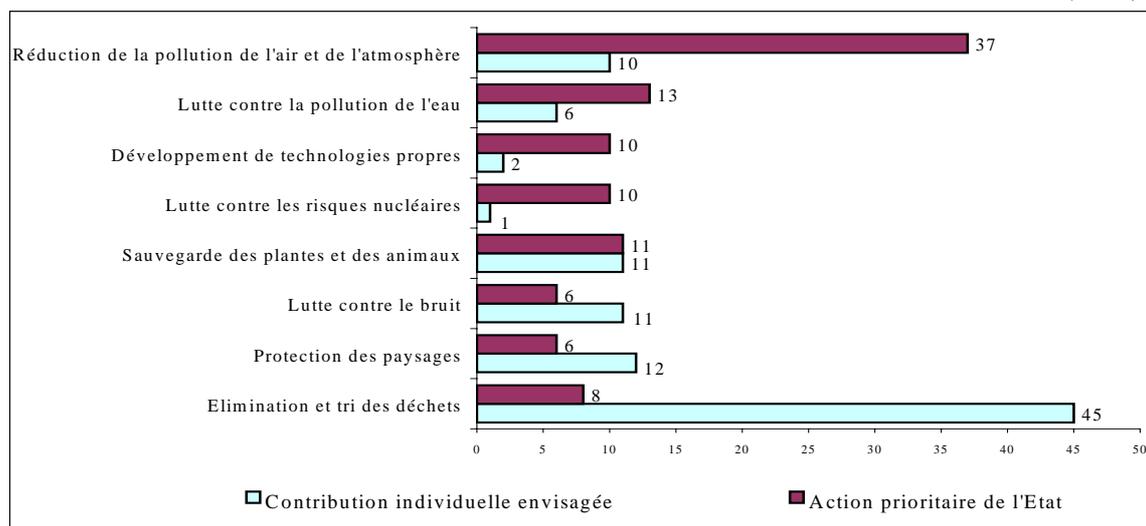
Toujours est-il que, comparée aux dernières années, la conception que les Français ont de **la répartition des rôles** en matière d'environnement n'a guère changé (Graphique 5) :

- Selon nos concitoyens, l'**Etat** devrait principalement avoir la charge de la préservation de **la qualité des ressources naturelles vitales** (l'air et l'eau), comme de **la compensation des risques nés du progrès technologique**. Dans tous ces domaines, la part des individus qui pensent pouvoir apporter leur contribution personnelle est finalement, le plus souvent, au moins trois à quatre fois inférieure à la part de ceux qui considèrent prioritaire l'action de l'Etat.
- Les **particuliers** sont surtout disposés à **favoriser individuellement la gestion des déchets**, et peut-être, mais dans une moindre mesure, à assumer en partie la responsabilité de la protection de leur éco-système (lutte contre le bruit, protection des paysages, voire sauvegarde des plantes ou des animaux).

Graphique 5

Protection de l'environnement : une répartition des rôles entre l'Etat et les particuliers

(en %)



Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

3. Quelques gestes quotidiens pour préserver l'environnement

Les Français pensent donc que c'est par le tri des ordures ménagères qu'ils peuvent le mieux contribuer à préserver l'environnement. Cette opinion reflète certainement la diffusion du sentiment que dans le domaine, une certaine « discipline » est nécessaire. A vrai dire, cet ancrage de l'idée qu'il faudra de plus en plus se prêter à une « discipline citoyenne » ne repose pas sur un simple sentiment, mais sur l'expérience : on constate qu'une part importante de la population se livre déjà à des tris sélectifs très réguliers. Peut-être faut-il, à ce propos, rappeler que, outre le retour des médicaments périmés dans les pharmacies (48 % de trieurs réguliers) ou le retour de l'huile de vidange (22 %), 72 % des Français pratiquent régulièrement le tri du verre, 53 % celui des papiers et journaux, et 39 %, celui des piles⁸.

Nous n'avons pas à nouveau interrogé la population sur toutes ces pratiques de tris, mais nous en avons choisi deux cette année, encore relativement peu diffusées, pour en apprécier l'évolution (produits toxiques, plastique). Nous nous sommes aussi intéressés à la fabrication de **compost** et à la consommation de **produits de l'agriculture biologique**.

3.1. Quelques pratiques de tris (produits toxiques, plastique)

Nous avons donc interrogé la population, cette année, sur deux pratiques de tris très différentes :

- **L'apport de produits toxiques dans une déchetterie.**
- **La sélection du plastique pour le recyclage.**

Les résultats montrent, dans les deux cas, une diffusion certaine de ces pratiques ces dernières années.

➤ *L'apport de produits toxiques dans une déchetterie*

Presque la moitié de la population (49 %) déclare avoir, dans les douze derniers mois, apporté des produits toxiques (tels que peintures, solvants...) dans une déchetterie. Cela

⁸ Voir « *Les préoccupations des Français en matière d'environnement au début 1999* », Rapport effectué par le CREDOC pour EDF et l'IFEN, septembre 1999.

n'était le cas que de 41 % de la population, il y a quatre ans. Cette progression s'est faite davantage chez les pratiquants irréguliers (+ 6 points) que chez les pratiquants réguliers (+ 2 points, Tableau 21) ; mais le mouvement est indéniable.

Tableau 21

Pour contribuer à préserver l'environnement, chacun peut agir individuellement. Vous-même, au cours des 12 derniers mois, avez-vous apporté des produits toxiques (peintures, solvants, ...) dans un lieu approprié (déchetterie par exemple) ?

	<i>(en %)</i>		
	Début 1996 (A)	Début 2000 (B)	Evolution 1996-2000 (B) - (A)
. Régulièrement.....	31,6	33,8	+ 2,2
. Rarement.....	9,4	15,0	+ 5,6
. Jamais	59,0	50,8	- 8,2
Total (y.c. ne sait pas).....	100,0	100,0	

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Le score atteint ici (49 %) est d'autant plus intéressant à relever que, à vrai dire, l'action de se rendre dans une déchetterie pour y apporter des produits toxiques ne peut manifestement concerner l'ensemble de la population :

- * D'une part, si chacun peut avoir, au cours de l'année, des bouteilles en verre ou des journaux à jeter, ce n'est pas le cas pour les produits toxiques tels que des solvants ou des pots de peinture. On comprend, dans ces conditions, que les pratiques puissent être, sur ce point, « irrégulières ». D'ailleurs, on peut observer que les **accédants à la propriété**, dont on peut supposer qu'ils effectuent plus souvent qu'en moyenne des travaux dans leur logement, pratiquent ce type de tri bien plus fréquemment (à 63 %, contre 49 % en moyenne, cf. Tableau 22).
- * D'autre part, ce type d'action nécessite, bien entendu, de se déplacer, donc le plus souvent de **disposer d'une voiture** (et d'ailleurs de prendre le temps de se rendre dans un lieu –une déchetterie- qui n'est pas ouvert à tout moment). De fait, on observe des écarts considérables de pratiques entre possesseurs et non-possesseurs de voitures : 73 % de ceux qui ne disposent pas de véhicule ne se sont jamais rendus dans une déchetterie dans les douze derniers mois (contre 51 % en moyenne).

Ceci étant, quelques critères –liés aux deux constats précédents- semblent être particulièrement discriminants en ce qui concerne cette pratique, notamment quant à sa réalisation régulière (Tableau 22) :

- Cette tâche semble être davantage « réservée » aux **hommes** : 39 % s’y prêtent régulièrement, contre 29 % des femmes.
- **C’est aux âges extrêmes que cette pratique est moins développée** : chez les moins de 25 ans (26 % de pratiques régulières, contre 34 % en moyenne) et surtout chez les plus de 70 ans (22 %) : à cet âge, on fait moins de travaux par soi-même dans son logement (et on dispose moins souvent d’une voiture). Plus globalement, cette pratique est bien davantage diffusée chez **les actifs**.
- **C’est une habitude d’autant plus acquise que les revenus sont élevés** : le taux de pratique régulière culmine à 51 % chez les individus les plus aisés (contre 34 % en moyenne et 19 % chez les bas revenus). Le taux est également nettement plus élevé chez les cadres, surtout les cadres moyens (46 %) et les travailleurs indépendants (42 %), ou les diplômés (43 %).
- Enfin, **cette pratique est nettement moins répandue chez les Franciliens** : 68 % ne s’y sont pas prêtés l’an dernier, alors que le taux de non-pratiquants est de 51 % en moyenne dans l’ensemble de la population. Faut-il rappeler qu’en Ile de France, la présence de déchetteries est une information, à vrai dire, mal diffusée –ou mal connue- et qu’à Paris *intra muros*, de plus, on dispose moins souvent d’une voiture.

Tableau 22

Vous-même, au cours des 12 derniers mois, avez-vous apporté des produits toxiques (peintures, solvants, ...) dans un lieu approprié (déchetterie par exemple) ?

(Début 2000)

(en %)

	Régulièrement	Rarement	Jamais	Total (y compris ne sait pas)
Sexe				
• Homme	39	17	44	100
• Femme	29	13	57	100
Age				
• Moins de 25 ans	26	16	57	100
• 25-39 ans	34	17	48	100
• 40-59 ans	41	14	44	100
• 60-69 ans	35	14	51	100
• 70 ans et plus	22	12	66	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)	21	13	66	100
• Bepc, technique (inf. au bac)	37	17	46	100
• Bac, niv. bac	36	15	47	100
• Diplôme du supérieur	43	13	43	100
Profession exercée				
• Indépendant(1).....	42	18	40	100
• Cadre supérieur.....	41	19	40	100
• Profession intermédiaire	46	15	38	100
• Employé.....	29	19	52	100
• Ouvrier.....	31	15	53	100
• Reste au foyer	34	12	54	100
• Retraité	31	12	57	100
• Autre inactif(2)	25	15	60	100
Revenu mensuel du foyer				100
• Moins de 6 000 F.	19	14	66	100
• 6 000 à 9 999 F.	26	15	59	100
• 10 000 à 14 999 F.	36	16	47	100
• 15 000 à 19 999 F.	42	19	39	100
• 20 000 F. et plus.....	51	12	37	100
Taille de l'agglomération				
• Moins de 2 000 habitants.....	35	15	50	100
• 2 000 à 20 000 habitants	42	14	43	100
• 20 000 à 100 000 habitants	31	19	50	100
• 100 000 habitants et plus	37	15	48	100
• Paris - Agglomération Parisienne	19	12	68	100
Dispose d'une voiture ?				
• Oui	40	15	45	100
• Non	13	14	73	100
Accédant à la propriété	48	15	36	100
Ensemble	34	15	51	100

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : L'an dernier, 51 % des personnes disposant de revenus supérieurs à 20.000 francs ont déposé régulièrement des produits toxiques dans des endroits prévus à cet effet (contre 34 % de la population en moyenne).

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

En tout état de cause, malgré les contraintes inhérentes à ce type de tri (possession d'une voiture, faire des travaux chez soi), on peut observer que l'évolution intervenue depuis 1996 traduit bien **une diffusion de cette pratique dans des groupes jusque-là plutôt moins concernés qu'en moyenne** : les jeunes et les personnes de 60 à 69 ans, les ouvriers, les titulaires de diplômes intermédiaires (Tableau 23). Mais cette pratique s'est également accentuée dans des groupes déjà habitués à sa réalisation (revenus élevés ou indépendants par exemple).

De façon plus générale, remarquons que le taux global (régulier ou non) d'une telle pratique s'est accru, ces quatre dernières années, dans **toutes** les catégories socio-démographiques sans aucune exception.

Tableau 23

L'apport de produits toxiques dans une déchetterie : les groupes qui ont le plus contribué à l'accroissement de cette pratique entre 1996 et 2000

(en points)

	Evolutions 1996-2000 du pourcentage de...		
	... pratiquants réguliers	... pratiquants occasionnels	Total
Groupes effectuant ce type de tri moins qu'en moyenne en 1996			
. Moins de 25 ans	+ 6	+ 3	+ 9
. 60 à 69 ans	+ 6	+ 7	+ 13
. Bepc, diplôme technique inf. au bac	+ 3	+ 9	+ 12
. Ouvrier	+ 3	+ 9	+ 12
Groupes effectuant ce type de tri plus qu'en moyenne en 1996			
. Indépendant	+ 7	+ 6	+ 13
. Revenus du foyer supérieurs à 20 000 F/mois	+ 9	+ 1	+ 10
. Réside dans une aggl. de 2 000 à 20 000 hab.	+ 9	+ 4	+ 13
Ensemble de la population	+ 2	+ 6	+ 8

Source : CREDOC – IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Entre 1996 et 2000, le pourcentage d'ouvriers ayant pratiqué occasionnellement ce type de tri s'est accru de 9 points (contre + 6 points en moyenne).

➤ *Trier le plastique*

Le tri du plastique ne répond évidemment pas aux mêmes contraintes que celles nécessitées par l'obligation de se rendre dans un lieu spécifique. En effet, on a assisté ces dernières années à un sensible développement du ramassage sélectif –et donc du ramassage du plastique- dans de nombreuses municipalités. De plus, l'information accrue qui est, à l'occasion de ce ramassage, diffusée auprès des particuliers (notamment avec les « ambassadeurs » du tri sélectif) ont grandement accéléré la prise de conscience de la faisabilité de tels tris.

Cela apparaît clairement au Tableau 24 : 55 % de la population ont, l'an dernier, participé à des opérations du tri du plastique (45 % l'ont fait de façon régulière, 10 % plus rarement). Le taux atteint ici est en nette croissance : **il s'est accru de 15 points en deux ans à peine** (7 points de plus cette année).

Autrement dit, alors qu'au début 1998, une bonne majorité (60 %) de nos concitoyens ne pratiquaient pas ce type de tri, les choses se sont inversées : les non-pratiquants représentent maintenant moins de la moitié de la population (45 %).

Tableau 24

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, vous-même ou un des membres de votre ménage, mis de côté le plastique pour le recyclage ?

	(en %)			
	Début 1998 (A)	Début 1999 (B)	Début 2000 (C)	Evolution 1999-2000 (C) - (B)
. Régulièrement.....	30,0	39,5	44,8	+ 5,3
. Rarement.....	10,0	7,9	10,0	+ 2,1
. Jamais.....	60,0	52,6	45,2	- 7,4
Total (y.c. ne sait pas).....	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC – EDF - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Ce sont les **caractéristiques d'habitat** qui semblent ici jouer un rôle prépondérant : on trie davantage le plastique dans les petites communes (moins de 20 000 habitants) et quand on habite en pavillon (Tableau 25).

On sait que le tri des matières plastiques est une pratique plus « encombrante » que celle concernant certains autres déchets, ou plutôt que le tri du plastique nécessite souvent un récipient ou une poubelle supplémentaires. C'est probablement la raison pour laquelle on trie moins le plastique quand on habite en immeuble collectif. Le taux est d'ailleurs le plus bas chez les Franciliens (seulement 24 % de trieurs réguliers, contre 45 % en moyenne dans l'ensemble de la population).

Il reste qu'on relève quelques caractéristiques socio-démographiques dominantes chez les trieurs réguliers :

- * **Cette pratique est plus diffusée chez les hauts revenus** (au-delà de 15 000 F/mois dans le foyer), et chez les diplômés. Par exemple, 52 % des titulaires de hauts revenus sont des trieurs réguliers du plastique, contre 38 % des gens peu aisés.
- * **Le tri des matières plastiques est davantage effectué au-delà de 40 ans.**
- * De fait, c'est chez **les cadres moyens, les retraités et les travailleurs indépendants** que le pourcentage de trieurs réguliers du plastique est le plus élevé.

Tableau 25

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, vous-même ou un des membres de votre ménage, mis de côté le plastique pour le recyclage ?

(Début 2000)

(en %)

	Régulièrement	Rarement	Jamais	Total (y compris ne sait pas)
Sexe				
• Homme.....	44	10	46	100
• Femme	46	10	44	100
Age				
• Moins de 25 ans	38	12	50	100
• 25-39 ans.....	40	12	48	100
• 40-59 ans.....	50	8	42	100
• 60-69 ans.....	50	11	38	100
• 70 ans et plus.....	46	8	46	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement Cep).....	41	9	51	100
• Bepc, technique (inf. au bac).....	45	10	45	100
• Bac, niv. bac.....	46	12	42	100
• Diplôme du supérieur.....	50	9	41	100
Profession exercée				
• Indépendant(1).....	48	16	36	100
• Cadre supérieur	42	13	45	100
• Profession intermédiaire	49	10	40	100
• Employé.....	42	11	48	100
• Ouvrier.....	41	8	51	100
• Reste au foyer	47	8	45	100
• Retraité.....	48	9	43	100
• Autre inactif(2).....	37	13	50	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 F.	38	10	52	100
• 6 000 à 9 999 F.	42	11	47	100
• 10 000 à 14 999 F.	43	10	47	100
• 15 000 à 19 999 F.	52	8	40	100
• 20 000 F. et plus	52	8	41	100
Taille de l'agglomération				
• Moins de 2 000 habitants	49	11	40	100
• 2 000 à 20 000 habitants	52	9	39	100
• 20 000 à 100 000 habitants	38	10	52	100
• 100 000 habitants et plus.....	50	8	41	100
• Paris – aggl. parisienne	24	12	63	100
Type de logement				
• Pavillon.....	52	9	39	100
• HLM	41	9	50	100
• Autre immeuble	31	13	57	100
Ensemble	45	10	45	100

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 63 % des personnes habitant l'agglomération parisienne n'ont jamais, au cours des douze derniers mois, mis de côté le plastique afin qu'il soit recyclé (contre 45 % de la population en moyenne).

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

Le plus frappant des évolutions récentes intervenues sur ce sujet tient dans le fait que le pourcentage de trieurs réguliers du plastique s'est accru, **avec systématisme**, dans **tous** les groupes socio-démographiques sans exception (Tableau 26) :

- * Alors qu'en moyenne, le pourcentage de trieurs réguliers est passé de 30 à 45 % (+ 15 points en deux ans), le taux a gagné aussi bien 15 points chez les moins de 25 ans que 13 points chez les plus de 70 ans. De même, l'évolution a été sensiblement la même quel que soit le niveau de revenu ou le niveau de formation.

- * La seule « entorse » à cette règle concerne les évolutions différentielles intervenues en fonction de la taille d'agglomération : le taux s'est accru de plus de 17 points dans toutes les agglomérations de province, **sauf celles de 20 000 à 100 000 habitants** (- 1 point). De plus, l'évolution a été sensiblement moins rapide à Paris et dans l'agglomération parisienne (+ 9 points, contre + 15 en moyenne). C'est dans les immeubles collectifs non sociaux que l'évolution a été la plus lente (+ 10 points, contre + 17 en habitat pavillonnaire ou en HLM).

Tableau 26

Le tri régulier du plastique : l'accroissement des pratiques a quasiment touché tous les groupes entre 1998 et 2000

(en points)

	Evolution 1998-2000 du pourcentage de trieurs réguliers
Sexe	
• Homme.....	+ 15
• Femme.....	+ 15
Age	
• Moins de 25 ans	+ 15
• 25-39 ans	+ 15
• 40-59 ans	+ 16
• 60-69 ans	+ 15
• 70 ans et plus.....	+ 13
Diplôme	
• Aucun diplôme (ou seulement Cep).....	+ 14
• Bepc, technique (inf. au bac).....	+ 15
• Bac, niv. bac.....	+ 17
• Diplôme du supérieur.....	+ 15
Profession exercée	
• Indépendant(1)	+ 17
• Cadre supérieur	+ 13
• Profession intermédiaire.....	+ 17
• Employé	+ 18
• Ouvrier	+ 13
• Reste au foyer.....	+ 14
• Retraité.....	+ 13
• Autre inactif(2).....	+ 14
Revenu mensuel du foyer	
• Moins de 6 000 F.	+ 13
• 6 000 à 9 999 F.	+ 12
• 10 000 à 14 999 F.	+ 13
• 15 000 à 19 999 F.	+ 21
• 20 000 F. et plus	+ 13
Taille de l'agglomération	
• Moins de 2 000 habitants	+ 19
• 2 000 à 20 000 habitants.....	+ 17
• 20 000 à 100 000 habitants.....	- 1
• 100 000 habitants et plus.....	+ 19
• Paris – agglomération parisienne	+ 9
Type de logement	
• Pavillon	+ 17
• HLM	+ 17
• Autre immeuble.....	+ 10
Ensemble	+ 15

Source : CREDOC – IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Alors qu'en moyenne, le pourcentage de trieurs réguliers s'est accru de 15 points entre 1998 et 2000, il s'est élevé de 19 points dans les communes de moins de 2000 habitants.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

Enfin, on doit relever que les trieurs réguliers du plastique sont des individus plus engagés qu'en moyenne dans d'autres formes de tri, plus sensibles à la protection de l'environnement et qui consomment plus de produits à vocation écologique (Tableau 27). C'est aussi le cas de ceux qui rapportent régulièrement leurs produits toxiques dans une déchetterie. D'ailleurs, parmi ceux qui trient régulièrement le plastique, 50 % se rendent régulièrement dans une déchetterie. De même, parmi ceux qui vont régulièrement dans une déchetterie, 66 % trient régulièrement le plastique.

Il semblerait, cependant, que la sensibilité environnementale soit un peu plus marquée chez ceux qui se rendent régulièrement dans une déchetterie que chez les trieurs réguliers du plastique (Tableau 27). Même si cette sensibilité est largement présente, comparée à la moyenne, dans les deux groupes évoqués.

Tableau 27

Trier le plastique, apporter ses produits toxiques dans une déchetterie : des pratiques liées à une sensibilité écologique plus prononcée

(Début 2000)

(en %)

	% chez ceux qui trient régulièrement le plastique		% chez ceux qui apportent régulièrement leurs produits toxiques dans une déchetterie	
. Met régulièrement de côté le plastique	100	+ 55	66	+ 21
. Apporte régulièrement ses produits toxiques dans une déchetterie	50	+ 16	100	+ 66
. A, dans les 6 derniers mois, acheté des produits « verts » non alimentaires*	47	+ 9	55	+ 17
. Prêt à renoncer à sa voiture les jours de pics de pollution en ville*	76	+ 9	83	+ 15
. A, dans les 12 derniers mois, volontairement économisé chez soi l'eau du robinet	43	+ 7	41	+ 5
. Prêt à payer une taxe calculée sur sa propre production de déchets, au lieu de la taxe forfaitaire actuelle*	59	+ 7	62	+ 10
. Prêt à acheter davantage de produits sous forme d'éco-recharges*	84	+ 6	88	+ 10
. Action individuelle à laquelle on croit pouvoir contribuer le plus : le tri des déchets	52	+ 7	53	+ 8
. A régulièrement acheté des produits « bios » dans les 12 derniers mois	16	+ 4	18	+ 6
. A régulièrement fait du compost chez soi avec ses résidus ménagers	20	+ 4	22	+ 6

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Parmi ceux qui trient régulièrement le plastique, 76 % sont prêts à renoncer à leur voiture les jours de pics de pollution en ville, soit 9 points de plus qu'en moyenne.

* Questions financées par l'ADEME.

3.2. La production de compost avec des résidus ménagers

La fabrication et l'utilisation de compost doivent être, bien entendu, considérées comme des pratiques écologiques puisqu'elles permettent de recycler des résidus ménagers et évitent de recourir à des engrais chimiques, dont on sait qu'ils détériorent l'éco-système.

Analysée en valeur absolue, cette pratique apparaît comme relativement peu répandue : 16 % de la population font régulièrement du compost et 6 % rarement (Tableau 28).

Il reste que toute la population ne dispose pas d'un jardin individuel. Ainsi, ramenée aux 53 % des Français qui disposent d'un jardin privatif, la proportion d'utilisateurs de compost est sensiblement plus élevée : **un peu plus d'un quart des possesseurs de jardin** (27 % exactement) **fabriquent régulièrement du compost et 8 % le font de façon occasionnelle**.

Tableau 28

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, vous-même ou un des membres de votre ménage, fait, dans votre jardin, du compost avec vos résidus ménagers ?

(en %)

	Ensemble de la Population	Dont : personnes disposant d'un jardin individuel
. Régulièrement.....	15,7	26,9
. Rarement	5,8	8,4
. Jamais	76,6	64,6
. <i>Ne sait pas</i>	1,9	0,1
Total.....	100,0	100,0

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

L'analyse des individus fabriquant du compost ne trouve évidemment tout son sens que si l'on se réfère à la population véritablement concernée. C'est la raison pour laquelle les données suivantes ne sont relatives qu'aux individus ayant un jardin individuel à leur disposition⁹.

⁹ Voir en annexe, Tableau A2, quelques données concernant les taux de possession d'un jardin individuel dans les différents groupes socio-démographiques.

Deux caractéristiques principales se dégagent pour qualifier les producteurs habituels de compost (Tableau 29) :

- Il s'agit plus couramment qu'en moyenne de **retraités** (41 % des retraités détenteurs de jardin en sont des pratiquants habituels, contre 27 % des détenteurs de jardin en moyenne). Les personnes de 60-69 ans sont davantage concernées (43 %) que celles de 70 ans et plus (37 %).
- D'autre part, le compost se pratique bien plus **dans les communes rurales**, de moins de 2 000 habitants (34 %), que dans les grosses agglomérations.

De fait, le taux le plus faible d'utilisateurs de compost s'observe dans les agglomérations provinciales de 100 000 habitants et plus (17 %) ; il est également très faible chez les employés (14 %), chez les ouvriers (18 %) et chez les moins de 40 ans (18-19 %).

Tableau 29

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, vous-même ou un des membres de votre ménage, fait, dans votre jardin, du compost avec vos résidus ménagers ?

– Champ : personnes disposant d'un jardin individuel, soit 53 % de la population –

(en %)

	Régulière- ment	Rarement	Jamais	Total (y compris ne sait pas)
Sexe				
• Homme	28	9	62	100
• Femme	25	8	67	100
Age				
• Moins de 25 ans	18	9	73	100
• 25-39 ans	19	8	73	100
• 40-59 ans	27	9	64	100
• 60-69 ans	43	8	48	100
• 70 ans et plus	37	7	56	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)	28	10	62	100
• Bepc, technique (inf. au bac)	28	8	64	100
• Bac, niv. Bac	19	6	75	100
• Diplôme du supérieur	30	9	62	100
Profession exercée				
• Indépendant(1)	26	8	65	100
• Cadre supérieur	25	4	71	100
• Profession intermédiaire	27	11	62	100
• Employé	14	8	78	100
• Ouvrier	18	8	75	100
• Reste au foyer	27	10	63	100
• Retraité	41	7	51	100
• Autre inactif(2)	25	13	62	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 F.	20	9	71	100
• 6 000 à 9 999 F.	30	11	60	100
• 10 000 à 14 999 F.	30	7	62	100
• 15 000 à 19 999 F.	27	9	65	100
• 20 000 F. et plus	20	8	72	100
Taille de l'agglomération				
• Moins de 2 000 habitants	34	11	55	100
• 2 000 à 20 000 habitants	25	8	67	100
• 20 000 à 100 000 habitants	26	6	67	100
• 100 000 habitants et plus	17	6	77	100
• Paris et agglomération parisienne	21	6	73	100
Ensemble des personnes disposant d'un jardin	27	8	65	100

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 41 % des retraités disposant d'un jardin individuel font régulièrement du compost, contre 27 % « seulement » des Français qui disposent d'un jardin individuel.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

En tout état de cause, là encore, on observe que la pratique du compost va de pair avec une meilleure connaissance des phénomènes écologiques (notamment pour l'eau) et une prédisposition plus grande qu'en moyenne à l'achat de produits de l'agriculture biologique (Tableau 30). Cette attitude ne traduit donc pas seulement un comportement économique visant à rentabiliser ses résidus ménagers, **mais aussi une sensibilité écologique plus grande.**

Tableau 30
Quelques opinions et attitudes sur-représentées chez les individus qui font régulièrement du compost dans leur jardin
 (27 % de la population ayant un jardin individuel)

. Sait que le service de l'assainissement de l'eau traite les eaux usées pour les rejeter dans la nature	65	+ 11
. Sait que l'eau du robinet vient du traitement de l'eau provenant de nappes souterraines	64	+ 10
. Prêt à renoncer à sa voiture les jours de haut niveau de pollution en ville*	84	+ 7
. A volontairement, dans les 12 derniers mois, économisé l'eau du robinet chez soi	43	+ 7
. Se déclare « très sensible » aux problèmes d'environnement	40	+ 7
. A, dans les 12 derniers mois, régulièrement apporté des produits toxiques dans une déchetterie	48	+ 6
. A, dans les 12 derniers mois, régulièrement acheté des produits de l'agriculture biologique	20	+ 6
. Est prêt à trier ses déchets dans plusieurs poubelles*	95	+ 5

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

Exemple de lecture : Parmi les individus qui font régulièrement du compost dans leur jardin, 43 % ont, l'an dernier, volontairement économisé l'eau du robinet chez eux, soit 7 points de plus qu'en moyenne.

* Questions financées par l'ADEME.

3.3. L'achat de produits issus de l'agriculture biologique

Le choix de produits issus de l'agriculture biologique relève d'une démarche profonde, d'une préoccupation forte à l'égard de la nature, de sa préservation, et peut-être d'une volonté affirmée de sécurité alimentaire : les consommateurs de ce type de produits sont sensibles à la garantie que de tels produits apportent à leur santé et aux procédés de culture employés.

Ces achats semblent, après une croissance sensible entre 1995 et 1997, s'être stabilisés depuis. Certes, **un bon tiers de la population (37 % exactement)** déclare avoir acheté, dans les douze derniers mois, des produits de l'agriculture biologique ; mais la consommation **occasionnelle** de tels produits (25 % des enquêtés) est deux fois plus importante que la consommation **régulière** (12 %, cf. Tableau 31). Et si la consommation occasionnelle a gagné 2 points cette année, cet accroissement ne fait que compenser la légère baisse qui était intervenue l'an dernier¹⁰.

En vérité, depuis le début 1997, le pourcentage de consommateurs réguliers de produits bios s'est toujours situé entre 12 et 13 %, sans variations annuelles notables.

Tableau 31

Vous-même, au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des produits de l'agriculture biologique ?

- Evolution des réponses de 1995 à 2000 -

	Début 1995 (A)	Début 1996 (B)	Début 1997 (C)	Début 1998 (D)	Début 1999 (E)	Début 2000 (F)	Evolution 1999-2000 (F) - (E)
. Régulièrement.....	9,7	10,3	12,4	12,8	11,7	12,2	+ 0,5
. Rarement.....	21,1	19,0	27,8	26,6	23,6	25,1	+ 1,5
. Jamais	69,2	70,7	59,8	60,6	64,2	62,3	- 1,9
Total (y.c. ne sait pas).....	100,0	100,	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC - IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Il reste que la consommation de ce type de produit continue à concerner **une population relativement typée, issue des milieux socio-culturels élevés.**

➤ **Les produits bios attirent davantage les diplômés et les hauts revenus**

Les achats de produits « biologiques » **sont d'autant plus répandus que le niveau de diplôme est élevé** : 56 % des diplômés du supérieur déclarent avoir acheté, dans l'année écoulée, au moins un produit de l'agriculture biologique, contre 25 % des non-diplômés. Cette sur-représentation des niveaux de diplômes élevés se retrouve aussi bien chez les acheteurs réguliers que chez les acheteurs occasionnels (Graphique 6).

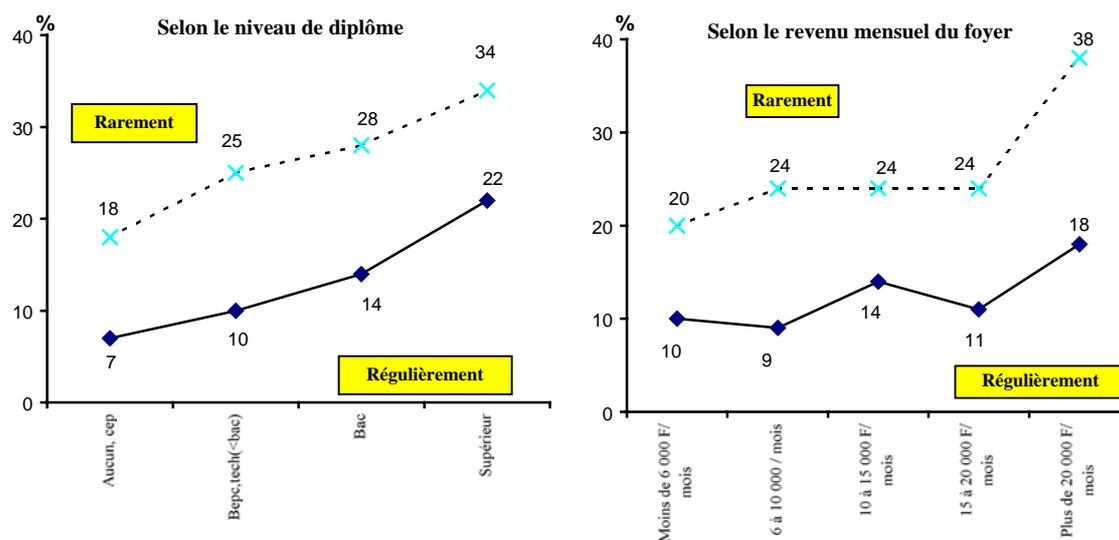
¹⁰ Rappelons que nous ne mesurons ici ni les quantités achetées, ni les fréquences d'achat, mais le fait d'avoir acheté **au moins une fois** un tel produit dans les 12 derniers mois.

Appartenir à un foyer aisé favorise également la propension d'achat de tels produits : 56 % des hauts revenus (plus de 20 000 F/mois) en ont acquis au moins une fois l'an dernier, contre seulement 30 % des titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F mensuels, Graphique 6).

Mais **l'effet culturel (niveau de formation) semble plus « linéaire », plus net que l'effet revenu** : ce sont surtout les ménages les plus aisés qui se singularisent par un niveau de consommation nettement supérieur à la moyenne, tandis que la consommation de produits bios croît systématiquement avec le niveau de diplôme.

Graphique 6

L'assiduité à l'achat de produits de l'agriculture biologique
(Début 2000)



Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

De fait, **les cadres** (supérieurs ou moyens) se déclarent plus souvent consommateurs réguliers de produits issus de l'agriculture biologique. C'est aussi le cas, cette année, des **60-69 ans**. Enfin, l'attrait pour ces produits semble être une caractéristique plutôt **féminine** : 14 % des femmes en achètent régulièrement, contre 10 % des hommes.

A l'opposé, on peut relever que c'est chez les ouvriers, les travailleurs indépendants, et chez les moins de 25 ans qu'on recourt le moins à ce type de produits (Tableau 32).

Tableau 32
Vous-même, au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des produits
de l'agriculture biologique ?
 (Début 2000)

	<i>(en %)</i>			
	Régulière- ment	Rarement	Jamais	Total (y compris ne sait pas)
Sexe				
• Homme.....	10	22	67	100
• Femme.....	14	28	58	100
Age				
• Moins de 25 ans	8	22	69	100
• 25-39 ans	12	28	60	100
• 40-59 ans	13	26	61	100
• 60-69 ans	16	18	65	100
• 70 ans et plus.....	11	27	63	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement Cep) ..	7	18	75	100
• Bepc, technique (inf. au bac).....	10	25	64	100
• Bac, niv. bac	14	28	58	100
• Diplôme du supérieur	22	34	44	100
Profession exercée				
• Indépendant(1)	9	24	66	100
• Cadre supérieur	24	36	39	100
• Profession intermédiaire.....	19	33	47	100
• Employé	11	25	64	100
• Ouvrier	7	16	77	100
• Reste au foyer.....	9	26	65	100
• Retraité	13	25	62	100
• Autre inactif(2).....	11	25	63	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 F.	10	20	69	100
• 6 000 à 9 999 F.	9	24	67	100
• 10 000 à 14 999 F.	14	24	62	100
• 15 000 à 19 999 F.	11	24	64	100
• 20 000 F. et plus	18	38	43	100
Taille de l'agglomération				
• Moins de 2 000 habitants	12	24	64	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	10	23	67	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	14	28	57	100
• 100.000 habitants et plus.....	14	24	62	100
• Paris – agglomération parisienne	11	30	59	100
Ensemble.....	12	25	62	100

Source : CREDOC – IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 69 % des personnes dont les revenus n'excèdent pas 6 000 francs par mois n'ont, l'an dernier, jamais acheté de produits issus de l'agriculture biologique, contre 62 % de la population en moyenne.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement.

Bien entendu, comme l'an dernier, on retrouve, chez les acheteurs de produits bios, une nette sur-représentation d'opinions et d'attitudes pro-environnementales ; nous ne les reprendrons pas toutes ici. Notons simplement quatre éléments :

- * Les acheteurs réguliers de produits de l'agriculture biologique sont aussi des acheteurs de produits « verts » non alimentaires : alors qu'en moyenne, « seulement » 38 % de la population ont, dans les six derniers mois, acheté des produits verts non alimentaires, c'est le cas de 61 % des acheteurs de produits bios (23 points de plus qu'en moyenne).
- * Les acheteurs réguliers de produits bios sont bien des individus nettement plus sensibles qu'en moyenne aux problèmes d'environnement : 53 % s'y déclarent eux-mêmes « très sensibles » (20 points de plus qu'en moyenne).
- * Ces acheteurs participent, plus régulièrement qu'en moyenne, aux opérations de tri et de recyclage : par exemple, 60 % ont, dans les douze derniers mois, participé au tri régulier du plastique (15 points de plus qu'en moyenne).
- * Enfin, ils sont prêts à accepter de sérieux sacrifices pour la défense de l'environnement, comme par exemple tolérer un niveau de vie plus faible : 42 % y sont disposés, soit 14 points de plus qu'en moyenne.

➤ *Des évolutions peu marquées depuis deux ans*

Si le taux de consommation de produits biologiques est en légère croissance cette année (+ 2 points), cette montée n'a fait que compenser la légère baisse de l'an dernier. En particulier, le niveau atteint n'a pas encore tout à fait rejoint celui du début 1998 (37 % de consommateurs aujourd'hui, contre 40 % il y a deux ans)¹¹.

¹¹ Rappelons que le taux évoqué ici est relatif non à la fréquence d'achat de tels produits, mais au fait qu'il y a eu au moins un tel achat une fois dans l'année.

Si l'on neutralise les très légères fluctuations du début 1999, on peut constater que les variations intervenues dans les pratiques d'achat de produits bios ont finalement été assez faibles depuis 1998. On peut néanmoins distinguer trois tendances (Tableau 33) :

* **Une diffusion des habitudes d'achat dans les groupes déjà plus gros consommateurs relatifs** : le pourcentage d'acheteurs réguliers (ou occasionnels) s'est légèrement accru chez les cadres supérieurs, les gens aisés et les diplômés du supérieur.

* **Une « pénétration » un peu plus accentuée chez les plus de 70 ans et les Franciliens** : dans ces deux groupes, le pourcentage d'acheteurs occasionnels de produits bios s'est accru de 7 à 8 points en deux ans.

Chez les Franciliens néanmoins, le nombre d'acheteurs réguliers a reculé parallèlement (- 3 points).

* **Une légère baisse de la consommation chez les ouvriers, les travailleurs indépendants et les titulaires de revenus compris entre 15 000 et 20 000 F/mois.** Dans ces groupes, ce sont surtout les achats occasionnels qui ont reculé depuis 1998. On pourrait y rajouter les **femmes au foyer** : chez elles, le recul des acheteurs réguliers est plus accentué (- 6 points), tandis que les utilisateurs occasionnels ont augmenté.

Dans tous les autres groupes socio-démographiques, les variations sont restées très proches de la moyenne. Finalement, les modifications intervenues cette année semblent, d'une certaine manière, conforter l'image de consommateurs de produits bios, assez typés socialement.

Tableau 33
L'évolution des achats de produits bios entre 1998 et 2000,
dans quelques groupes socio-démographiques

	Evolution 1998-2000 pour :		
	Achats réguliers	Achats occasionnels	Total
Principales augmentations			
. A 70 ans et plus	=	+ 7	+ 7
. Cadre supérieur	+ 2	+ 4	+ 6
. Dispose, dans son foyer, de 20 000 F/mois ou plus	+ 2	+ 4	+ 6
. Habite Paris ou l'agglo. parisienne	- 3	+ 8	+ 5
. Diplômé du supérieur	+ 5	- 2	+ 3
Principales diminutions			
. Ouvrier	-	- 9	- 9
. Dispose, dans son foyer, de 15 000 à 20 000 F/mois	- 3	- 5	- 8
. Travailleur indépendant	- 2	- 4	- 6
. Femme au foyer	- 6	+ 2	- 4
Ensemble de la population	- 1	- 2	- 3

Source : CREDOC – IFEN, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Entre 1998 et 2000, chez les cadres supérieurs, le pourcentage d'acheteurs réguliers de produits bios a augmenté de 2 points (contre - 1 en moyenne) et celui des acheteurs occasionnels de 4 points (contre - 2 en moyenne).

Section 3

La qualité de l'eau des lacs et des rivières

Comme nous l'avons constaté précédemment, 38 % des Français attendent de l'Etat une action prioritaire en matière d'environnement : celle de **lutter contre la pollution de l'eau des rivières et des lacs**. Ce désir est doublé d'un certain sentiment d'impuissance individuelle : « seulement » 12 % de nos concitoyens estiment qu'ils peuvent personnellement contribuer à lutter contre cette pollution.

En vérité, ces deux opinions traduisent une préoccupation forte, et en tout cas latente dans la population : sauvegarder la qualité des eaux des mers, des rivières et des plans d'eau naturels.

1. De vives inquiétudes sur les risques de pollution de l'eau

De nouvelles questions ont été introduites cette année dans l'enquête sur les risques de pollution des eaux. Les réponses obtenues confirment qu'une large majorité de la population est préoccupée par le sujet (Tableau 34). Ainsi :

- 91 % de nos concitoyens se déclarent inquiets (très ou assez) **de la pollution des mers et des côtes**.
- 86 % de celles **des nappes souterraines**.
- 80 % de la pollution **des rivières et des lacs**.

C'est à **la pollution des mers et des côtes** que les particuliers sont le plus sensibles : 54 % de nos concitoyens en sont « très inquiets ». En l'absence de données antérieures, il est impossible de déterminer si cette crainte a été renforcée par le récent naufrage de l'ERIKA, mais on peut le penser.

Toutefois, les inquiétudes concernant les autres risques de pollution relatifs aux plans d'eau naturels, ou ceux pouvant affecter les nappes phréatiques, sont également très élevées. On peut ainsi considérer, vu les niveaux atteints, que ces craintes ne sont pas conjoncturelles, mais sont déjà fortement ancrées dans l'opinion et les préoccupations des Français.

En tout état de cause, on note que **c'est surtout l'état des mers, des côtes et des nappes souterraines qui préoccupe les enquêtés**. La pollution des rivières et des lacs touche également nos concitoyens, mais avec une intensité un peu inférieure.

Tableau 34

Pour notre pays dans son ensemble, êtes-vous très inquiet, assez inquiet, peu inquiet ou pas du tout inquiet au sujet des problèmes suivants ?

	<i>(en %)</i>					
	Très inquiet	Assez inquiet	Peu inquiet	Pas du tout inquiet	<i>Ne sait pas</i>	Total
. La pollution des mers et des côtes ?	53,9	36,9	7,5	1,4	0,2	100,0
. La pollution des nappes souterraines ?	41,9	43,6	11,7	2,5	0,3	100,0
. La pollution des rivières et des lacs ?	26,4	53,4	17,5	2,4	0,3	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

➤ **Une inquiétude assez généralisée**

Si l'on considère **le total** des personnes inquiètes (très ou assez) à l'égard de chacun des trois sujets évoqués, le plus frappant est **la relative uniformité des réponses** :

- * Alors qu'en moyenne, 91 % de nos concitoyens se déclarent inquiets de la pollution des mers et des côtes, dans **aucune** catégorie, le taux n'est inférieur à 86 % (cas des plus de 70 ans).
- * Si, en moyenne, 86 % des Français sont inquiets de la pollution des nappes souterraines, le taux est toujours compris entre 78 % (cas des moins de 25 ans) et 90 % (cas des 60-69 ans), **quel que soit le groupe d'appartenance**.
- * Enfin, même si l'inquiétude à l'égard de la pollution des rivières et des lacs est un peu moins accentuée (80 % en moyenne), le taux, là aussi, n'est **jamais** inférieur à 69 % (cas des cadres supérieurs).

A vrai dire, les différences inter-catégorielles sont également limitées lorsque l'on analyse les seuls individus « très inquiets » de chacun des trois types de pollution (Tableau 35), signe que cette préoccupation **traverse assez également toutes les catégories sociales**. On peut néanmoins dégager quelques constats intéressants¹² :

- Parmi les « très inquiets » de ce sujet, figurent toujours en première ligne **les Franciliens et les personnes de 40 à 59 ans**.
- Quelques opinions sont, sur ce sujet, plus discriminantes que l'appartenance socio-démographique : les plus inquiets de la pollution des eaux sont des individus qui jugent « très mauvais » l'état de l'environnement dans le monde et qui se déclarent « très sensibles » aux questions écologiques. Autrement dit, **la sensibilité à l'écologie de la planète exacerbe les craintes sur la pollution des eaux au sens large**.
- Enfin, les personnes généralement plus inquiètes qu'en moyenne (d'une maladie grave, d'un accident de la route, d'un accident de centrale nucléaire...) sont également plus soucieuses des problèmes de pollution des eaux. Et il y a là un souci lié aux **risques alimentaires** : quand on est inquiet des risques liés à la consommation de produits alimentaires, on craint davantage la pollution des eaux (c'est-à-dire chacun des trois sujets).

¹² Précisons que les trois opinions sont souvent liées entre elles. Ainsi, 94 % des « très inquiets » de la pollution des rivières et des lacs, sont « très inquiets » aussi de la pollution des mers et des côtes et 82 % le sont de la pollution des nappes souterraines.

Tableau 35
Les groupes et opinions sur-représentés parmi les « très inquiets » de ...

(en %)

... la pollution des mers et des côtes	... la pollution des nappes souterraines	... la pollution des rivières et des lacs
• Francilien..... 59	• Cadre supérieur..... 48	• Francilien..... 36
• Habite dans une commune de moins de 2 000 hab. 59	• Francilien..... 47	• A 70 ans et plus 32
• Reste au foyer 58	• A de 40 à 59 ans 46	• Ouvrier 31
• A de 40 à 59 ans 58	• Retraité 46	• Retraité 31
• A de 60 à 69 ans 57		• A de 40 à 59 ans 30
		• N'a aucun diplôme 30
• Considère « très mauvais » l'état de l'environnement dans le monde 69	• Considère « très mauvais » l'état de l'environnement dans le monde 59	• Considère « très mauvais » l'état de l'environnement dans le monde 44
• Se déclare « très sensible » aux problèmes d'environnement 66	• Se déclare « très sensible » aux problèmes d'environnement 57	• Se déclare « très sensible » aux problèmes d'environnement 41
• Estime que depuis 10 ans, la qualité de l'eau du robinet est moins bonne..... 60	• Estime que depuis 10 ans, la qualité de l'eau du robinet est moins bonne 48	• Estime que depuis 10 ans, la qualité de l'eau du robinet est moins bonne 35
• Se déclare inquiet des risques liés à la consommation de produits alimentaires..... 61	• Se déclare inquiet des risques liés à la consommation de produits alimentaires 47	• Se déclare inquiet des risques liés à la consommation de produits alimentaires 31
Ensemble de la population 54	Ensemble de la population 42	Ensemble de la population 26

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : alors qu'en moyenne, 54 % de la population sont « très inquiets » de la pollution des mers et des côtes, c'est le cas de 59 % des Franciliens et de 69 % de ceux qui considèrent « très mauvais » l'état de l'environnement dans le monde.

En fait, trois indicateurs peuvent donner une idée de l'importance des préoccupations des Français sur ce sujet :

- * **73 % de la population déclarent être inquiets des trois sujets à la fois.**
- * **21 % sont même « très inquiets » des trois.**
- * **Seulement 5 % des enquêtés ne se déclarent inquiets ni de la pollution des mers, ni de la pollution des nappes souterraines, ni de la pollution des rivières et des lacs.**

L'observation des variations catégorielles des deux premiers groupes (les « inquiets » des trois sujets à la fois, les « très inquiets » des trois sujets) confirme d'ailleurs, pour l'essentiel, les constats précédents (Tableau 36) :

- Dans tous les groupes, **au moins 65 % de la population est inquiète de la pollution des eaux** (*i.e.* les trois sujets).
- Les plus soucieux en la matière sont les Franciliens (75 %), les travailleurs indépendants (76 %) et les personnes de plus de 40 ans. Mais cette inquiétude touche en fait assez également toutes les catégories sociales.
- Les moins de 25 ans et les étudiants sont un peu moins préoccupés par cette question, mais encore une fois, en termes relatifs. Ils se distinguent surtout par des inquiétudes plus modérées qu'en moyenne : seulement 13 % des moins de 25 ans sont « très inquiets » des trois sujets à la fois, contre 21 % en moyenne. 65 % en sont cependant soucieux.

Tableau 36
Les inquiets de la pollution des eaux
 (Début 2000)

	Pourcentage d'individus « inquiets » des trois sujets à la fois	Pourcentage d'individus « très inquiets » des trois sujets à la fois
Age		
· Moins de 25 ans.....	65	13
· 25-39 ans	73	19
· 40-59 ans	75	25
· 60-69 ans	79	21
· 70 ans et plus	69	25
Diplôme		
· Aucun diplôme (ou seulement Cep)	74	23
· Bepc, technique (inf. au bac).....	74	22
· Bac, technique niv. bac	69	18
· Diplôme du supérieur	71	18
Profession exercée		
· Indépendant	76	25
· Cadre supérieur.....	68	20
· Profession intermédiaire	75	18
· Employé.....	74	19
· Ouvrier.....	72	24
· Reste au foyer	72	20
· Retraité	73	24
· Autre inactif (étudiant surtout)	69	11
Taille de l'agglomération de résidence		
· Moins de 2 000 habitants.....	73	22
· 2 000 à 20 000 habitants	71	19
· 20 000 à 100 000 habitants	71	19
· 100.000 habitants et plus	73	19
· Paris – agglomération parisienne	75	28
Ensemble de la population	73	21

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Encore une fois, alors qu'en moyenne 73 % de la population est inquiète des trois sujets à la fois, le taux est plus élevé :

- * Chez les individus eux-mêmes soucieux des risques liés à la consommation de produits alimentaires (81 %).
- * Chez ceux qui sont inquiets des risques d'un accident de centrale nucléaire (79 %).

- * Chez les individus qui se déclarent « très sensibles » aux problèmes d'environnement (79 %).
- * Chez les personnes qui considèrent « très mauvais » l'état de l'environnement dans le monde (84 %).

S'inquiéter de la pollution des eaux est donc une préoccupation générale, plus forte encore chez les gens soucieux de l'environnement, de l'état de la planète, et généralement « inquiets », notamment des risques que peut aujourd'hui générer la consommation alimentaire.

2. Le sentiment prévaut que la qualité de l'eau des rivières et des lacs se dégrade

Les vives inquiétudes que manifestent les Français au sujet de la pollution de l'eau des rivières et des lacs sont confirmées par les jugements qu'ils émettent sur l'évolution de la qualité de cette eau. Seule une minorité de nos concitoyens fait, en effet, état d'une stabilisation ou d'une amélioration de la qualité de l'eau des rivières et des lacs ces dix dernières années (respectivement 22 % et 18 %)¹³. Autrement dit, **pour une grande majorité (59 %), la qualité des eaux fluviales et des lacs s'est dégradée cette dernière décennie** (Tableau 37).

Tableau 37

Globalement par rapport à il y a dix ans, pensez-vous que la qualité de l'eau des rivières et des lacs ...

	(en %)
. S'est améliorée	18,2
. S'est dégradée	58,9
. Est restée stable	21,5
. <i>Ne sait pas</i>	1,3
Total	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

¹³ C'est la formulation : « *qualité de l'eau des rivières et des lacs* » qui a été adoptée pour toutes les questions concernant ce chapitre. Précisons qu'il est probable, au vu des réponses du Tableau 34, que les enquêtés font une différence entre d'une part, la qualité de l'eau des rivières des lacs et d'autre part, la qualité de l'eau **des mers**.

➤ *Le sentiment de dégradation est majoritaire dans tous les groupes socio-démographiques*

Le sentiment qu'au cours de la décennie, la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est **dégradée** est, en fait, partagée majoritairement dans **tous** les groupes socio-démographiques sans exception (Tableau 38) :

- * Il est le plus faible chez les Franciliens (52 % croient à cette dégradation), chez les cadres supérieurs, les femmes au foyer et les titulaires de revenus élevés. Un tiers des cadres supérieurs estiment même que cette qualité s'est améliorée. Mais, même dans ces groupes, de 52 à 54 % croient plutôt à une dégradation qualitative des eaux fluviales ces dix dernières années.
- * Le sentiment de détérioration est encore plus accentué chez les moins de 25 ans (68 %), les étudiants (69 %) et les habitants d'agglomérations moyennes, de 20 000 à 100 000 habitants (67%).

Bien entendu, quand on est « très inquiet » de la pollution des rivières et des lacs, on estime encore plus souvent (à 68 %, contre 59 % en moyenne) que la qualité de ces eaux s'est dégradée. Mais même les non-inquiets sur ce sujet estiment à 38 % que les eaux des rivières se sont dégradées depuis dix ans. En vérité, l'idée de stabilité de la qualité des eaux n'est jamais retenue par plus de 26 % des enquêtés, quel que soit le groupe socio-démographique d'appartenance (Tableau 38).

Tableau 38
Le sentiment sur l'évolution de la qualité de l'eau des rivières et des lacs,
selon les groupes socio-démographiques

	(en %)			
	S'est améliorée	Est restée stable	S'est dégradée	Total (y compris ne sait pas)
Sexe				
· Homme	20	23	56	100
· Femme	16	21	62	100
Age				
· Moins de 25 ans	10	20	68	100
· 25-39 ans	15	23	61	100
· 40-59 ans	24	20	55	100
· 60-69 ans	21	21	57	100
· 70 ans et plus	16	24	58	100
Diplôme				
· Aucun diplôme (ou seulement CEP)	14	25	59	100
· BEPC, technique (inf. au bac)	18	22	59	100
· Bac, technique niv. bac	21	16	62	100
· Diplôme du supérieur	22	19	57	100
Profession exercée				
· Indépendant(1).....	19	23	56	100
· Cadre supérieur.....	35	10	53	100
· Profession intermédiaire	22	18	60	100
· Employé.....	14	23	61	100
· Ouvrier.....	14	24	61	100
· Reste au foyer	23	23	52	100
· Retraité	18	22	59	100
· Autre inactif(2)	6	23	69	100
Revenu mensuel du foyer				
· Moins de 6.000 Francs.....	11	24	62	100
· 6.000 à 9.999 Francs.....	18	16	65	100
· 10.000 à 14.999 Francs.....	19	23	57	100
· 15.000 à 19.999 Francs.....	21	25	55	100
· 20.000 Francs et plus	27	19	54	100
Taille de l'agglomération				
· Moins de 2.000 habitants	16	22	61	100
· 2.000 à 20.000 habitants	18	26	55	100
· 20.000 à 100.000 habitants	14	19	67	100
· 100.000 habitants et plus	18	21	60	100
· Paris et agglomération parisienne	27	19	52	100
Ensemble.....	18	22	59	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale.

(2) Etudiant essentiellement.

➤ *Une dégradation imputée d'abord aux activités industrielles*

Globalement préoccupés par la situation des cours d'eau, plutôt pessimistes quant à l'évolution de la qualité des eaux fluviales, les Français imputent la responsabilité de cette dégradation d'abord aux **activités industrielles** (Tableau 39). En additionnant les premiers et les seconds responsables évoqués, le taux de citations de l'industrie s'élève même à 75 %.

Ce sont ensuite **les activités agricoles** qui sont suspectées de détériorer le plus fréquemment les lacs et les rivières.

Toutefois, l'activité économique – que ce soit sous une forme industrielle ou agricole – n'est pas la seule à être incriminée. Au total, 45 % de nos concitoyens considèrent que c'est **le rejet des égouts des villes**, donc les pollutions d'origine domestique, qui détériorent le plus les eaux des lacs et des rivières.

Notons enfin que la population estime que le remembrement n'est qu'une cause secondaire de la dégradation de l'eau : celle-ci n'est évoquée, en première réponse, que par 6 % des enquêtés.

Tableau 39

Quels sont, selon vous, les deux principaux éléments responsables de cette dégradation de l'eau des rivières et des lacs ?

- Champ : personnes considérant que l'état des rivières et des lacs s'est dégradé, soit 59 % de la population -

(Classement par ordre décroissant du cumul des réponses)	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse	Cumul des réponses (1 + 2)
• Les activités industrielles.....	44,9	30,0	74,9
• Les activités agricoles	24,8	33,1	57,9
• Les rejets des égouts des villes	22,4	22,7	45,1
• La disparition des haies et le remembrement	6,1	11,0	17,1
• Autres raisons	1,6	2,2	3,8
• <i>Ne sait pas.....</i>	<i>0,2</i>	<i>1,1</i>	
Total.....	100,0	100,0	

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

L'analyse conjointe des deux causes principalement avancées pour expliquer la dégradation de l'eau des rivières (première et deuxième réponses) confirme le sentiment que ce sont surtout les activités industrielles qui sont mises en cause :

- 39 % des répondants considèrent que les responsables sont les activités industrielles **et** agricoles.
- 29 % que ce sont les activités industrielles **et** les rejets des égouts urbains.
- 12 % accusent les activités agricoles **et** les rejets urbains.
- 7 %, les activités agricoles **et** le remembrement.

D'ailleurs, dans **tous** les groupes socio-démographiques sans exception, ce sont toujours les activités industrielles qui sont mises en cause en premier pour expliquer la dégradation de la qualité de l'eau des rivières et des lacs (Tableau 40). On peut néanmoins observer quelques variations :

- * Le sentiment que les activités industrielles sont le principal responsable de cette pollution croît systématiquement avec le niveau de diplôme : « seulement » 36 % des non-diplômés accusent l'industrie, contre 55 % des diplômés du supérieur. En contrepartie, quand on n'a pas de diplôme, on accuse davantage les rejets urbains (à 32 %, contre 22 % en moyenne) ; c'est aussi le cas au-delà de 60 ans.
- * On met d'autant plus en cause l'industrie que l'on habite une grosse agglomération : le pourcentage « d'accusation » des activités industrielles est de 51 % dans les grosses agglomérations de province (100 000 habitants et plus), contre 39 % dans les communes rurales. A l'inverse, on montre plus souvent du doigt les activités agricoles quand on habite précisément une petite commune (32 % des habitants de communes rurales mettent en cause l'agriculture, contre 21 % des Franciliens).

Autrement dit, les Français ne cèdent pas ici à la facilité qui consisterait, pour les urbains, à accuser les ruraux et *vice-versa*. Au contraire, même si les enquêtés considèrent plutôt que c'est l'industrie qui est responsable de la dégradation de la qualité des eaux fluviales, cette accusation est plus forte encore dans les communes urbanisées, où l'industrie est davantage présente. De même, c'est dans les communes rurales, où l'agriculture est l'activité principale, que les effets néfastes des activités agricoles sont le plus soulignés. Il y a là le signe que les jugements portés concernent souvent les rivières et les lacs situés à **proximité du lieu de résidence de l'enquêté**.

Tableau 40

Le principal élément tenu pour responsable de la dégradation de l'eau des rivières et des lacs

- Champ : personnes considérant que l'état des rivières et des lacs s'est dégradé,
soit 59 % de la population -

	(en %)				
	Les activités industrielles	Les activités agricoles	Les rejets des égouts des villes	La disparition des haies et le remembrement*	Total (y compris autres et ne sait pas)
Sexe					
• Homme.....	45	30	20	4	100
• Femme	45	21	24	8	100
Age					
• Moins de 25 ans	45	24	24	5	100
• 25-39 ans.....	51	21	22	5	100
• 40-59 ans.....	45	28	20	6	100
• 60-69 ans.....	35	29	26	5	100
• 70 ans et plus.....	36	24	26	11	100
Diplôme					
• Aucun diplôme (ou CEP seul.).....	36	19	32	10	100
• BEPC, technique (inf. au bac).....	45	24	25	4	100
• Bac, technique niv. Bac.....	48	31	12	8	100
• Diplôme du supérieur.....	55	30	12	3	100
Profession exercée					
• Indépendant(1).....	42	25	28	5	100
• Cadre supérieur	50	39	9	2	100
• Profession intermédiaire	54	28	14	3	100
• Employé.....	58	16	20	5	100
• Ouvrier.....	42	23	27	7	100
• Reste au foyer	41	21	25	11	100
• Retraité.....	37	27	25	7	100
• Autre inactif(2).....	38	33	24	5	100
Revenu mensuel du foyer					
• Moins de 6.000 Francs.	45	19	26	6	100
• 6.000 à 9.999 Francs.	41	24	25	8	100
• 10.000 à 14.999 Francs.	47	28	19	6	100
• 15.000 à 19.999 Francs	55	23	17	5	100
• 20.000 Francs et plus	47	33	15	4	100
Taille de l'agglomération					
• Moins de 2.000 habitants	39	32	20	8	100
• 2.000 à 20.000 habitants	41	25	26	7	100
• 20.000 à 100.000 habitants	46	23	23	7	100
• 100.000 habitants et plus.....	51	21	22	4	100
• Paris et agglomération parisienne ..	48	21	24	5	100
Ensemble	45	25	22	6	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

* Effectifs faibles

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale.

(2) Etudiant essentiellement.

3. L'information sur la qualité de l'eau des rivières est fortement critiquée

Est-ce dû à l'existence, dans la population, de ce sentiment profond que l'eau des rivières et des lacs se dégrade ? Toujours est-il que près de huit Français sur dix (78 % exactement) ne s'estiment pas informés sur l'état de l'eau des rivières et plans d'eau naturels de leur région (Tableau 41).

Certes, quand on estime que la qualité de ces eaux s'est dégradée ces dernières années, on se considère encore plus mal informé sur ce sujet (à 83 %). Mais il est frappant de constater que même chez les individus qui croient à une amélioration de la qualité de ces eaux, 65 % estiment ne pas être informés (Tableau 41). Ce manque d'informations ressenti n'est donc pas seulement relatif à un mécontentement exprimé sur le fond du sujet (la qualité de l'eau), mais **il touche aussi des individus a priori confiants dans le domaine.**

Tableau 41
Vous considérez-vous informé de la qualité des eaux des rivières et des lacs
qui se situent dans votre région ?

	Ensemble de la population	Dont :		
		Estime que la qualité de ces eaux :		
		s'est dégradée	s'est améliorée	est stable
. Oui	21,5	17,2	35,4	22,2
. Non.....	78,3	82,7	64,6	77,4
. <i>Ne sait pas</i>	0,2	0,1	-	0,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

(en %)

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Ce sentiment de ne pas être informé de la qualité des eaux fluviales locales est tellement fort qu'il est partagé **dans tous les groupes socio-démographiques** à au moins 67 % (cas des travailleurs indépendants). Certes, il apparaît bien quelques effets particuliers. Notons à ce propos que (Graphique 7) :

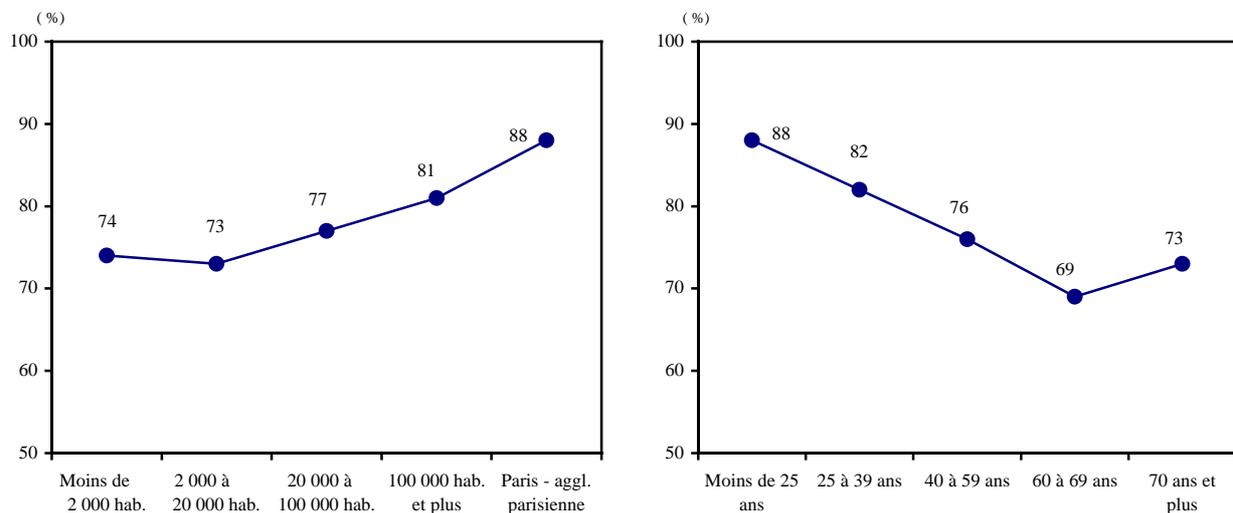
- * Le sentiment de sous-information est encore plus élevé chez les jeunes. Puis il s'atténue légèrement avec l'âge : par exemple, seulement 12 % des moins de 25 ans s'estiment informés de la qualité des eaux des rivières de leur région, contre 24 % des 40-59 ans et 31 % des 60-70 ans.

- * Le sentiment de sous-information est plus fort dans les grandes agglomérations (il est de 88 % chez les Franciliens) et il diminue avec la taille de la commune de résidence (il est de 74 % dans les communes rurales).

Mais, encore une fois, quel que soit le groupe considéré, et notamment quelle que soit la région de résidence, **jamais plus d'un tiers de la population s'estime informé du sujet**. Par exemple, qu'on soit diplômé du supérieur ou qu'on ne dispose d'aucun diplôme, seulement 20 à 23 % des individus se considèrent informés dans le domaine.

Graphique 7

Le pourcentage d'individus non informés de la qualité des eaux des rivières et des lacs de leur région



Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Pour ceux qui, peu nombreux (22 %), considèrent être informés, c'est essentiellement de **partenaires locaux** que l'information leur est parvenue (Tableau 42).

Pour un tiers de la population concernée (35 %), c'est **la mairie de leur commune** qui a été le principal pourvoyeur d'informations. Mais presque aussi nombreux sont ceux qui évoquent **la presse régionale** (34 %).

Les interventions ponctuelles, comme les expositions sur l'eau, touchent un nombre limité de personnes (2 %), mais presque autant que la presse nationale (3 %).

Tableau 42**Par quel moyen principal en avez-vous été informé ?**

- Champ : personnes s'estimant informées sur la qualité de l'eau des lacs et des rivières de leur région, soit 22 % de la population -

	<i>(en %)</i>
<i>(Classement par ordre décroissant des réponses)</i>	
. Par l'intermédiaire de la mairie de votre commune	35,2
. Par la presse régionale	33,5
. Par la télévision	11,1
. Par un autre moyen	10,5
. Par la radio.....	4,3
. Par la presse nationale	2,8
. Au cours d'une exposition sur le thème de l'eau	2,3
. <i>Ne sait pas</i>	0,4
Total.....	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Même s'il convient de rester prudent ici, puisque les répondants sont relativement peu nombreux, on relève que **dans les petites communes, c'est surtout la mairie** qui est mise en avant comme pourvoyeur principal d'informations (Tableau 43), tandis que la presse régionale prend plus d'importance dans les plus grandes agglomérations. C'est aussi le cas chez les diplômés du supérieur.

Tableau 43
Le principal moyen d'information sur la qualité locale de l'eau des rivières et des lacs
 – Champ : personnes s'estimant informées sur la qualité de l'eau des lacs et des rivières de leur région,
 soit 22 % de la population –

(en %)

	Pourcentage d'individus s'estimant informés sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs de leur région	Dont :		
		Moyen principal ayant permis à l'enquêté d'être informé :		
		Mairie de la commune	Presse régionale	Total (y compris autres et ne sait pas)
Sexe				
· Homme.....	22	34	36	100
· Femme	21	37	31	100
Age				
· Moins de 25 ans	12	(30)	(34)	100
· 25-39 ans.....	17	38	32	100
· 40-59 ans.....	24	37	35	100
· 60-69 ans.....	31	34	33	
· 70 ans et plus.....	27	31	32	100
Diplôme				
· Aucun diplôme (ou seulement CEP).....	20	40	29	100
· BEPC, technique (inf. au bac).....	23	34	33	100
· Bac, technique niv. bac	20	(25)	37	100
· Diplôme du supérieur.....	23	39	38	100
Profession exercée				100
· Indépendant(1)	33	51	(30)	100
· Cadre supérieur	22	(48)	(21)	100
· Profession intermédiaire	20	(28)	44	100
· Employé	19	(29)	33	100
· Ouvrier	16	(32)	29	100
· Reste au foyer	19	43	(30)	100
· Retraité.....	29	31	37	100
· Autre inactif(2).....	10	(33)	(43)	100
Revenu mensuel du foyer				
· Moins de 6.000 Francs.....	19	36	(25)	100
· 6.000 à 9.999 Francs.	21	39	31	100
· 10.000 à 14.999 Francs.	22	34	36	100
· 15.000 à 19.999 Francs	22	35	(28)	100
· 20.000 Francs et plus	24	34	38	100
Taille de l'agglomération				
· Moins de 2.000 habitants	25	52	28	100
· 2.000 à 20.000 habitants	27	39	35	100
· 20.000 à 100.000 habitants	23	(17)	44	100
· 100.000 habitants et plus.....	19	23	39	100
· Paris et agglomération parisienne	11	(28)	(16)	100
Ensemble	22	35	34	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : chez les habitants des petites communes (moins de 2 000 habitants), 25 % s'estiment informés de la qualité des eaux des rivières et des lacs de leur région. Parmi eux, 52 % ont obtenu cette information de leur mairie et 28 % de la presse régionale.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

➤ *Une information insuffisante et donc peu crédible*

En tout état de cause, quand la question est élargie à l'information générale (et non plus seulement locale) sur la qualité des eaux des rivières et des lacs, le constat est finalement assez identique : 82 % de la population estiment que **cette information est insuffisante**. 55 % considèrent qu'elle n'est **pas crédible** (Tableau 44).

Tableau 44

De façon générale, pensez-vous que l'information sur la qualité des eaux des rivières et des lacs est...

	Oui	Non	Ne sait pas	Total
· Suffisante ?	16,5	82,1	1,4	100,0
· Crédible ?	40,7	55,1	4,3	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Mais à vrai dire, si les enquêtés sont insatisfaits, c'est plus parce que l'information fournie leur paraît **insuffisante** que parce qu'ils ne la considèrent pas crédible : en effet, parmi ceux qui la croient suffisante, 79 % l'estiment crédible (contre 41 % en moyenne). Autrement dit, **les enquêtés jugent sévèrement l'information, surtout parce qu'elle est insuffisante**. Ils semblent dire : « Comment l'information pourrait-elle être crédible si elle est absente ? ».

D'ailleurs, que l'on estime que la qualité des eaux se soit dégradée, améliorée ou soit restée stable depuis 10 ans, on estime toujours à au moins 71 % que l'information sur ce sujet est insuffisante (Tableau 45). Par contre, on admet davantage la crédibilité de cette information quand on croit à l'amélioration de la qualité des eaux (Tableau 46). Ainsi, tout le monde ou presque se plaint de l'insuffisance d'informations sur ces sujets. Par contre, l'absence de crédibilité de cette information touche bien davantage ceux qui croient à une dégradation de la qualité des eaux. **Comme s'ils associaient le manque d'informations -et donc la crédibilité de ces informations- au fait qu'on chercherait à masquer cette dégradation**.

Tableau 45

De façon générale, pensez-vous que l'information sur la qualité des eaux des rivières et des lacs est suffisante ?

(en %)

	Ensemble de la population	Dont : Estime que la qualité des eaux des rivières et des lacs :		
		s'est dégradée	s'est améliorée	est restée stable
· Oui.....	16,5	12,6	27,4	19,1
· Non.....	82,1	86,4	71,3	79,4
· Ne sait pas	1,4	1,0	1,3	1,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Tableau 46

De façon générale, pensez-vous que l'information sur la qualité des eaux des rivières et des lacs est crédible ?

(en %)

	Ensemble de la population	Dont : Estime que la qualité des eaux des rivières et des lacs :		
		s'est dégradée	s'est améliorée	est restée stable
· Oui.....	40,7	32,9	63,8	43,8
· Non.....	55,1	62,9	32,7	52,6
· Ne sait pas	4,3	4,1	3,5	3,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Quoi qu'il en soit, dans tous les groupes socio-démographiques, on estime, à au moins 74 %, que l'information sur la qualité des rivières et des lacs est **insuffisante**. Notons simplement que le taux est un peu plus faible qu'en moyenne chez les plus de 60 ans et chez les travailleurs indépendants (74-75 %, contre 82 % en moyenne).

La **crédibilité** de cette information, quant à elle, est toujours plus contestée qu'admise, sauf dans la région Centre-Est (52 % l'admettent) et chez les personnes de 70 ans et plus : 47 % la contestent, 47 % l'admettent. Remarquons que les diplômés du supérieur et les cadres sont un peu plus nombreux qu'en moyenne à considérer crédible cette information (à 45-47 %).

Le croisement de ces deux questions permet finalement de déceler dans la population **quatre groupes principaux**¹⁴ :

- * 52 % de nos concitoyens considèrent l'information sur la qualité des eaux des rivières et des lacs **à la fois insuffisante et non crédible**.
- * 13 % la considèrent **à la fois suffisante et crédible**.
- * 27 % la considèrent **crédible, mais insuffisante**.
- * 3 % la considèrent **suffisante, mais pas crédible**. Ce groupe est peu nombreux car précisément, nous l'avons dit, la crédibilité est rarement contestée quand on a le sentiment qu'on dispose de suffisamment d'informations.

Le Tableau 47 permet d'analyser la composition socio-démographique des trois principaux groupes évoqués. Trois conclusions principales s'en dégagent :

- Dans toutes les catégories, c'est le groupe des individus considérant **l'information insuffisante et non crédible** qui domine. Ce groupe va jusqu'à représenter 59 % des moins de 25 ans, 57 % des non-diplômés et 60 % des titulaires de bas revenus. Le taux est le plus élevé chez les ouvriers (61 %) et les habitants du Nord de la France (64 %). Autrement dit, l'insatisfaction est encore plus forte chez les jeunes, et quand le niveau de formation ou de revenus est faible.
- Ce n'est pas pour autant que le groupe des enquêtés considérant l'information **suffisante et crédible** est plus important chez les gens âgés ou chez les diplômés. A vrai dire, alors qu'en moyenne, ce groupe représente 13 % de la population, il ne dépasse jamais la barre des 20 %, quelle que soit la catégorie socio-démographique. C'est chez les 60-69 ans et chez les travailleurs indépendants que le taux est le plus élevé (19-20 %).
- Le sentiment que l'information serait **crédible, mais insuffisante**, partagé par 27 % de la population en moyenne, l'est un peu plus chez les diplômés ou les professions intermédiaires (35 %). C'est la position qui évolue le plus nettement en fonction du niveau de formation : les non-diplômés ne la soutiennent qu'à 19 % (pour eux, l'information ne peut être crédible si elle est insuffisante), contre 35 % chez les diplômés du supérieur.

¹⁴ Hors réponses « ne sait pas ».

Tableau 47
Les trois groupes principaux concernant l'information sur la qualité de l'eau
des rivières et des lacs.
 (Début 2000)

	Suffisante et crédible	Crédible mais insuffisante	Pas suffisante et pas crédible	Total (y compris autres et ne sait pas)
<i>(en %)</i>				
Sexe				
· Homme.....	13	26	53	100
· Femme.....	13	28	51	100
Age				
· Moins de 25 ans	6	26	59	100
· 25-39 ans	10	27	54	100
· 40-59 ans	15	28	51	100
· 60-69 ans	20	23	48	100
· 70 ans et plus.....	17	29	43	100
Diplôme				
· Aucun diplôme (ou seulement CEP) .	15	19	57	100
· BEPC, technique (inf. au bac).....	14	27	51	100
· Bac, technique niv. Bac	9	32	50	100
· Diplôme du supérieur.....	11	35	47	100
Profession exercée				
· Indépendant(1)	19	23	48	100
· Cadre supérieur	13	30	47	100
· Profession intermédiaire.....	10	35	51	100
· Employé.....	10	30	52	100
· Ouvrier	11	22	61	100
· Reste au foyer.....	16	24	54	100
· Retraité	18	28	44	100
· Autre inactif(2).....	6	24	57	100
Revenu mensuel du foyer				
· Moins de 6.000 Francs.	14	18	60	100
· 6.000 à 9.999 Francs.	12	26	51	100
· 10.000 à 14.999 Francs.	14	29	51	100
· 15.000 à 19.999 Francs	12	35	46	100
· 20.000 Francs et plus.....	14	30	47	100
Taille de l'agglomération				
· Moins de 2.000 habitants	15	22	54	100
· 2.000 à 20.000 habitants.....	14	27	51	100
· 20.000 à 100.000 habitants.....	15	26	48	100
· 100.000 habitants et plus.....	11	30	51	100
· Paris et agglomération parisienne.....	10	31	51	100
Ensemble	13	27	52	100

Source : CREDOC- AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

En tout état de cause, on observe que la critique concernant l'information sur la qualité des eaux des rivières et des lacs est davantage formulée dans les groupes précisément inquiets des risques de pollution des eaux, qui ont le sentiment que cela se répercute même sur l'eau distribuée au robinet, qui se considèrent également mal informés de la qualité de l'air dans leur commune, et qui contestent aussi l'information sur les produits verts (Tableau 48).

Autrement dit, le sentiment de sous-information correspond, sur ces sujets, à une certaine inquiétude profonde -touchant les ressources naturelles vitales-, comme si certains trouvaient précisément des raisons supplémentaires d'inquiétudes dans cette absence même d'information.

Tableau 48

Quelques opinions et attitudes sur-représentées chez les individus qui considèrent l'information sur la qualité des eaux des rivières insuffisante et non crédible

(52 % de la population)

(en %)

• Considèrent que l'information sur les produits verts n'est pas scientifiquement fondée*	59	+ 9
• Considère que par rapport à il y a 10 ans, la qualité de l'eau du robinet est moins bonne	47	+ 9
• Considère que par rapport à il y a 10 ans, la qualité de l'eau des rivières s'est dégradée	68	+ 9
• Considère que l'information sur les produits verts est insuffisante*	78	+ 7
• Se considère personnellement « très mal informé » de la qualité de l'air dans sa commune*.....	51	+ 7
• Considère qu'en France, la justice fonctionne mal	68	+ 6
• Se déclare « très inquiet » de la pollution des rivières et des lacs	32	+ 6
• Se déclare « très inquiet » de la pollution des nappes souterraines.....	48	+ 6

Source : CREDOC- AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

Exemple de lecture : parmi ceux qui considèrent que l'information sur la qualité des eaux des rivières est insuffisante et non crédible, 78 % pensent que l'information sur les produits verts est insuffisante, soit 7 points de plus qu'en moyenne.

* Questions financées par l'ADEME.

4. Se faire une opinion par soi même : l'odeur et la couleur de l'eau avant tout

Insatisfaits de l'information diffusée sur l'eau des rivières et des lacs, les Français n'ont plus qu'à se forger eux-mêmes un avis par leurs propres moyens (Tableau 49). Dans ce cas, **c'est d'abord l'aspect de l'eau, en elle-même – sa couleur, son odeur –, qui est privilégié pour juger de sa qualité (55 % des réponses au total).**

Mais, l'environnement même du plan d'eau sert aussi de base aux jugements : d'abord la propreté et l'absence de détritiques (48 % des réponses), puis l'aspect naturel du lieu (présence de faune et de flore : 39 %).

Dans ces trois cas, c'est donc en quelque sorte **l'observation** qui sert à évaluer la qualité de l'eau. Le fait de pouvoir boire cette eau, de pouvoir s'y baigner ou d'y pêcher n'est pas le critère principal mis en avant pour juger de la qualité.

Tableau 49

Vous-même, lorsque vous vous promenez au bord d'une rivière ou d'un lac, quels sont les deux principaux critères qui vous permettent de juger de la qualité des eaux ?

<i>(Classement par ordre décroissant du cumul des réponses)</i>	<i>(en %)</i>		
	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse	Cumul des réponses (1 + 2)
. La couleur et l'odeur de l'eau.....	31,8	23,6	55,4
. La propreté apparente (pas de détritiques...)	27,9	20,1	48,0
. L'aspect naturel du lieu (présence de faune, de flore)	17,6	21,7	39,3
. Le fait de pouvoir boire cette eau	10,6	11,8	22,4
. Le fait de pouvoir y pêcher.....	6,0	10,1	16,1
. Le fait de pouvoir s'y baigner	5,2	10,1	15,3
. Le fait de pouvoir y faire des sports (voile, canoë)	0,5	1,3	1,8
. Autre.....	-	0,3	0,3
. <i>Ne sait pas</i>	0,5	1,1	
Total	100,0	100,0	

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Dans **pratiquement tous les groupes de la population, c'est d'abord l'examen de la couleur et de l'odeur de l'eau qui est mis en avant quand il s'agit de juger de sa qualité**. C'est plus souvent par ce procédé que les jeunes (38 %, contre 32 % en moyenne) et les étudiants (43 %) se forment une opinion (Tableau 50).

Mais certains groupes semblent un peu moins souvent faire confiance aux seules couleur et odeur de l'eau : c'est surtout le cas des cadres supérieurs (20 % seulement), des titulaires de revenus élevés (24 %) et des diplômés du supérieur (25 %). D'ailleurs, le rôle de la couleur de l'eau semble systématiquement décliner avec le niveau de formation : le taux de citations passe de 34 % chez les non-diplômés à 25 % chez les diplômés du supérieur. Parallèlement, **les diplômés privilégient plutôt l'expérimentation, directe (le fait de pouvoir boire cette eau) ou indirecte (la présence de faune ou de flore)**.

Ainsi, 25 % des diplômés (et 30 % des cadres supérieurs) mettent en avant l'aspect **naturel** du lieu, basée sur une **présence** effective de faune ou de flore (contre 18 % en moyenne) et 18 % des cadres supérieurs privilégient le fait de pouvoir boire cette eau (contre 11 % en moyenne).

De façon plus générale, on peut considérer que les uns privilégient **l'apparence**, ou le constat personnel basé sur un jugement individuel (couleur et odeur de l'eau, propreté apparente), tandis que les autres optent plutôt pour **l'expérimentation basée sur la preuve** (présence de faune et de flore, pouvoir boire l'eau)¹⁵. L'apparence est privilégiée chez les gens peu diplômés (63-64 %), chez les jeunes (64 %), notamment les étudiants (68 %). L'expérimentation, quant à elle, est, en termes relatifs, davantage préconisée chez les diplômés (38 %, contre 22 % chez les non-diplômés), les titulaires de hauts revenus (43 %), et surtout les cadres supérieurs (48 %).

De fait, c'est dans les catégories les plus aisées et les plus diplômées que l'hésitation est la plus grande : les trois principaux modes de jugement (couleur de l'eau, propreté du lieu environnant, présence de faune et de flore) sont au coude à coude. Dans quasiment tous les autres groupes, c'est d'abord **l'apparence extérieure** de l'eau qui est mis en avant.

¹⁵ On aurait pu y rajouter le fait de pouvoir y pêcher.

Tableau 50

Vous-même, lorsque vous vous promenez au bord d'une rivière ou d'un lac, quels sont les deux principaux critères qui vous permettent de juger de la qualité des eaux ?

(première réponse)

(en %)

	La couleur et l'odeur de l'eau	La propreté apparente (pas de détritrus)	L'aspect naturel du lieu (présence de faune, de flore)	Le fait de pouvoir boire cette eau	Total (y compris autres et ne sait pas)
Sexe					
• Homme.....	32	26	21	9	100
• Femme	31	30	15	12	100
Age					
• Moins de 25 ans	38	26	15	12	100
• 25-39 ans.....	31	30	16	12	100
• 40-59 ans.....	29	26	22	9	100
• 60-69 ans.....	31	25	20	11	100
• 70 ans et plus.....	34	31	12	8	100
Diplôme					
• Aucun diplôme (ou CEP seul.).....	34	29	15	7	100
• BEPC, technique (inf. au bac).....	35	29	16	9	100
• Bac, technique niv. Bac.....	29	26	17	16	100
• Diplôme du supérieur.....	25	26	25	13	100
Profession exercée					
• Indépendant(1).....	28	30	25	6	100
• Cadre supérieur.....	20	19	30	18	100
• Profession intermédiaire	28	28	22	14	100
• Employé.....	32	31	13	12	100
• Ouvrier.....	35	27	16	8	100
• Reste au foyer.....	35	28	18	9	100
• Retraité.....	30	29	16	9	100
• Autre inactif(2).....	43	25	10	13	100
Revenu mensuel du foyer					
• Moins de 6.000 Francs.....	34	31	15	8	100
• 6.000 à 9.999 Francs.....	32	26	18	10	100
• 10.000 à 14.999 Francs.....	36	29	15	8	100
• 15.000 à 19.999 Francs.....	29	30	18	12	100
• 20.000 Francs et plus.....	24	20	28	15	100
Taille de l'agglomération					
• Moins de 2.000 habitants.....	34	29	19	8	100
• 2.000 à 20.000 habitants.....	29	34	13	13	100
• 20.000 à 100.000 habitants.....	34	23	21	9	100
• 100.000 habitants et plus.....	30	26	19	12	100
• Paris et agglomération parisienne.....	33	26	14	11	100
Ensemble.....	32	28	18	11	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

Il reste que les réponses sont souvent partagées : ce n'est pas parce que le premier critère privilégié est **l'apparence** de l'eau que le second concerne obligatoirement l'apparence du lieu. Certes, cette combinaison est assez souvent citée : 24 % de la population citent en premier la couleur et l'odeur de l'eau et, en second, la propreté apparente (ou *vice-versa*). Mais les autres combinaisons sont plus variées. Citons-les, dans l'ordre, pour les principales :

- 14 % privilégient la propreté apparente et l'aspect naturel du lieu (faune, flore).
- 14 %, la couleur de l'eau et l'aspect naturel du lieu.
- 7 % privilégient la couleur de l'eau et le fait de pouvoir la boire.
- 6 % privilégient l'aspect naturel du lieu (faune, flore) et le fait de pouvoir boire l'eau
- 5 % privilégient la couleur de l'eau et la possibilité de s'y baigner.
- 5 % privilégient la couleur de l'eau et la possibilité d'y pêcher.

En tout état de cause, ces hésitations, et la confiance accordée d'abord à l'aspect extérieur, visuel, du plan d'eau montre combien, sur ces sujets, il est nécessaire d'améliorer les informations fournies au public.

Section 4

Les Français et l'eau du robinet

Alors même que l'eau, ressource vitale par excellence, constitue un enjeu stratégique international de première importance¹⁶, force est de constater que rares sont les études qui permettent, en France, de connaître les usages que les particuliers font de cette ressource et les comportements des ménages vis-à-vis de cette consommation.

Si bien que lorsque, dans les années 90, les distributeurs d'eau français sont confrontés à une baisse tendancielle -non prévue- des consommations, on constate que bien peu de données sont disponibles pour tenter d'expliquer les causes de ce phénomène : évolution des équipements ménagers, économies pratiquées volontairement, changement des comportements ou des habitudes, renchérissement du prix de l'eau, phénomènes climatiques, modifications dans la composition démographique des foyers..., toutes ces hypothèses, aux effets contradictoires, peuvent évidemment être avancées, mais la contribution respective de chacune d'entre elles reste finalement mal cernée¹⁷.

C'est dans ce contexte que les Agences de l'Eau et l'IFEN ont souhaité disposer de différents éléments d'informations recueillis auprès du public sur quelques comportements face à l'eau du robinet. Certes, le sujet va bien au-delà, dans sa globalité, des quelques questions d'opinions soumises cette année aux enquêtés ; mais celles-ci permettent d'apporter des indications intéressantes sur la consommation de l'eau du robinet, sur la qualité de l'eau recueillie, telle que les ménages la voient, sur l'évolution ressentie de cette qualité, ou sur les économies volontairement réalisées. Certaines de ces interrogations avaient déjà été soumises à la population en 1995, voire en 1989. Leur analyse permet donc d'apprécier quelques-unes des grandes évolutions ayant pu affecter les comportements des ménages ces dernières années.

¹⁶ Voir **P. Collomb** : « *L'homme et l'eau* », Populations et sociétés, INED, n° 298, Février 1995. Voir également « *L'eau potable ne coule pas que de source...* », Les données de l'environnement, n° 36, Avril 1998, IFEN.

¹⁷ Voir « *L'eau et les usages domestiques – Comportements de consommation de l'eau dans les ménages* », **B. Maresca, G. Poquet, L. Pouquet, K. Ragot**, CREDOC, Cahier de Recherches n° 104, Septembre 1997. On trouvera notamment, dans ce document, une présentation des enquêtes effectuées sur ces sujets dans les années 92-97.

1. La consommation de l'eau du robinet

Si les Français sont plutôt de gros consommateurs d'eau du robinet (60 à 73 m³ par habitant et par an), cette moyenne masque de profondes variations. En particulier, nos concitoyens utiliseraient 7 % de leur consommation d'eau pour s'alimenter et 93 % pour assurer leur hygiène et faire des travaux de nettoyage¹⁸. Dans ce contexte, on comprend que l'interrogation centrale abordée ci-après (« *chez vous, buvez-vous l'eau du robinet ?* ») ne se réfère qu'à une faible partie de la consommation effectuée à domicile. Néanmoins, cette question traduit en quelque sorte le **degré de confiance** que chacun accorde à la qualité de cette eau.

1.1. Une consommation en baisse

Un peu plus d'un Français sur deux (58 % exactement) déclare, au début 2000, boire chez lui, habituellement, l'eau du robinet (Tableau 51).

La consommation de l'eau du robinet semble donc avoir subi **une forte baisse** ces dix dernières années : 72 % de la population buvaient habituellement cette eau en 1989, 64 % en 1995, 58 % aujourd'hui.

Tableau 51
Chez vous, habituellement, buvez-vous l'eau du robinet ?

(en %)

	Jun 1989 (A)	Début 1995 (B)	Début 2000 (C)	Evolution 1995-2000 (C)-(B)
• Oui	72,0	64,4	57,7	- 6,7
• Non	27,9	35,6	42,3	+ 6,7
• <i>Ne sait pas</i>	0,1	-	-	
Total	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

¹⁸ Voir **G. Poquet** : « *Les Français préfèrent économiser l'eau que la payer plus cher* », CREDOC, Consommation et Modes de vie, n° 115, Février 1997.

Examinons, dans un premier temps, les variations socio-démographiques qui interviennent dans le taux de consommation ; puis, dans un second temps, les groupes qui ont été le plus affectés par la baisse intervenue entre 1995 et 2000¹⁹.

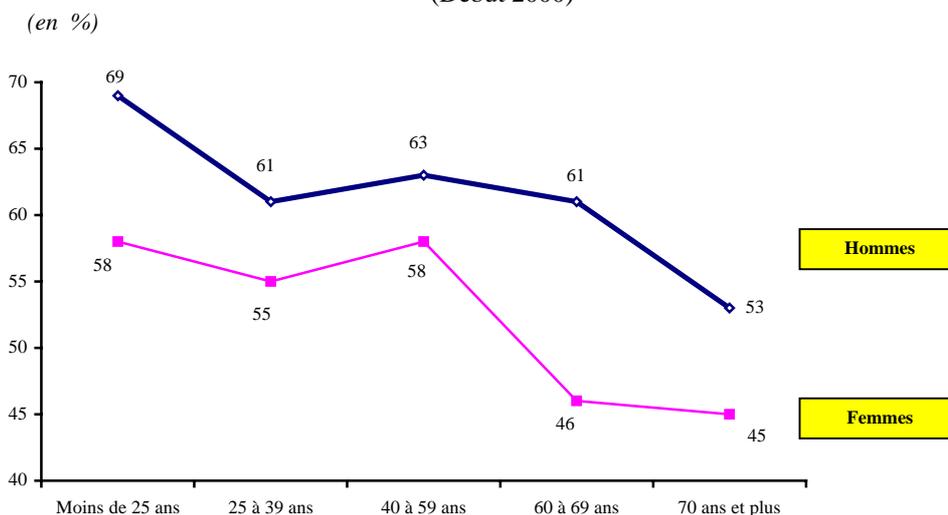
➤ **La consommation varie surtout en fonction de l'âge et de la région de résidence**

Si la consommation habituelle de l'eau du robinet est plus forte chez les hommes que chez les femmes (62 %, contre 54 %, cf. Tableau 52), elle subit surtout **un effet d'âge** : les deux tiers (64 %) des moins de 25 ans la boivent habituellement, contre seulement 47 % des personnes de plus de 70 ans. Boire l'eau du robinet est donc une pratique relativement courante chez les jeunes, qui devient légèrement minoritaire après 70 ans. A vrai dire, c'est surtout à partir de 60 ans que le taux de consommation recule.

Cet effet d'âge joue quel que soit le sexe (Graphique 8). Mais on constate que les femmes de moins de 25 ans et celles de plus de 60 ans recourent nettement moins à l'eau du robinet que leur homologues masculins du même âge. De fait, les écarts sont très forts entre les hommes de moins de 25 ans (69 % boivent régulièrement l'eau du robinet) et les femmes de plus de 60 ans (45 %).

Graphique 8

La consommation de l'eau du robinet, en fonction du sexe et de l'âge
(Début 2000)



Source : CREDOC– AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

¹⁹ Pour éviter tout effet éventuel de saisonnalité (l'enquête de 1989 s'était déroulée au mois de juin), ce sont les évolutions 1995-2000 qui ont été analysées.

Cette « réticence » apparente à boire l'eau du robinet chez les seniors explique que le taux de consommation soit plus faible chez les retraités (49 %, contre 58 % en moyenne). Par contre, les ouvriers (68 %), les étudiants (65 %), voire les cadres supérieurs (62 %), sont de plus grands consommateurs (Tableau 52).

Un autre effet apparaît : on consomme bien davantage l'eau du robinet **dans les familles nombreuses**. C'est le cas de 71 % des individus ayant à charge trois enfants et plus (contre 58 % en moyenne). Aucun effet particulier n'apparaît en dessous de trois enfants.

Il n'apparaît pas non plus de variations significatives en fonction du revenu ou du niveau de formation.

Tableau 52
Consommation de l'eau du robinet,
selon quelques caractéristiques socio-démographiques

(en %)

	La boit habituellement	Ne la boit pas habituellement	Total
Sexe			
• Homme	62	38	100
• Femme	54	46	100
Age			
• Moins de 25 ans	64	36	100
• 25-39 ans	58	42	100
• 40-59 ans	60	40	100
• 60-69 ans	53	47	100
• 70 ans et plus	47	53	100
Diplôme			
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)	54	46	100
• Bepc, technique (inf. au bac)	59	41	100
• Bac, niv. bac	56	44	100
• Diplôme du supérieur	60	40	100
Profession exercée			
• Indépendant (1)	57	43	100
• Cadre supérieur	62	38	100
• Profession intermédiaire	55	45	100
• Employé	56	44	100
• Ouvrier	68	32	100
• Reste au foyer	60	40	100
• Retraité	49	51	100
• Autre inactif(2)	65	35	100
Ensemble	58	42	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

.../...

Tableau 52 (suite)
Consommation de l'eau du robinet,
selon quelques caractéristiques socio-démographiques

	La boit habituellement	Ne la boit pas habituellement	(en %) Total
Revenu mensuel du foyer			
• Moins de 6 000 Francs	60	40	100
• 6 000 à 9 999 Francs	59	41	100
• 10 000 à 14 999 Francs	57	43	100
• 15 000 à 19 999 Francs	62	38	100
• 20 000 Francs et plus	52	48	100
A au moins 3 enfants à charge.....	71	29	100
Taille de l'agglomération			
• Moins de 2 000 habitants	59	41	100
• 2.000 à 20 000 habitants	58	42	100
• 20 000 à 100 000 habitants	54	46	100
• 100 000 habitants et plus	59	41	100
• Paris et son agglomération	55	45	100
Région			
• Région Parisienne	53	47	100
• Nord.....	24	76	100
• Est.....	59	41	100
• Bassin Parisien.....	56	44	100
• Ouest.....	41	59	100
• Sud-Ouest	71	29	100
• Centre-Est.....	75	25	100
• Méditerranée.....	78	22	100
Ensemble	58	42	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement.

Toujours est-il qu'on aurait pu penser que la taille de l'agglomération de résidence influencerait sur les taux de consommation. Ce n'est pas vraiment le cas (Tableau 52). Par contre, **les habitudes évoluent beaucoup en fonction de la région de résidence : les taux varient du simple au triple**. Ainsi, plus des trois quarts (78 %) des habitants de la Méditerranée consomment habituellement l'eau du robinet contre moins d'un quart (24 %) des résidents du Nord de la France.

De fait, **la consommation de l'eau du robinet semble davantage influencée par les critères régionaux que par les caractéristiques socio-démographiques, l'âge en particulier** : l'écart entre catégories extrêmes est de **54 points** quand l'analyse est menée en fonction de la région d'habitation, contre **17 points** « seulement » quand elle est réalisée en fonction de l'âge.

Cet effet régional, d'ailleurs, reste très accentué quand on examine les variations géographiques intervenant **chez les seuls individus de moins de 60 ans** (Tableau 53). On a vu, en effet, qu'au-delà de cet âge, la consommation de l'eau du robinet diminuait très sensiblement. L'effet régional mis en évidence ne tient donc pas à d'éventuelles différences d'âge de la population habitant chacune des régions.

En tout état de cause, on observe très clairement **trois groupes de régions** (Tableau 53) :

- * Celles où la consommation de l'eau du robinet est notablement **inférieure** à la moyenne. Cela concerne avant tout le **Nord** de la France, puis l'**Ouest**. Dans ces régions, bien plus de la moitié de la population ne boit pas habituellement cette eau.
- * Celles où le taux de consommation reste dans **la moyenne** : **Région Parisienne, Bassin Parisien, Est** (53 à 59 % de **consommateurs**).
- * Celles où la consommation habituelle de l'eau du robinet **est assez élevée** (elle concerne quasiment les trois quarts des habitants) : le **Sud-Ouest**, le **Centre-Est** et la **Méditerranée**. Dans ces régions, les taux sont aussi élevés avant 60 ans que dans la population prise dans son ensemble.

Tableau 53

Les variations régionales de la consommation de l'eau du robinet ne dépendent pas d'un effet d'âge

	(en %)	
	Pourcentage de consommateurs habituels de l'eau du robinet	
	dans l'ensemble de la population	dans la population des moins de 60 ans
Régions de « petite » consommation		
▪ Nord	24	29
▪ Ouest	41	42
Régions de consommation « moyenne »		
▪ Région Parisienne.....	53	57
▪ Bassin Parisien	56	59
▪ Est	59	61
Régions de « grosse » consommation		
▪ Sud-Ouest.....	71	73
▪ Centre-Est	75	75
▪ Méditerranée	78	81
Ensemble	58	60

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Dans la région Nord, 24 % de la population consomment habituellement l'eau du robinet (contre 58 % de la population en moyenne). Le taux est aussi très faible (29 %) quand on ne retient que les habitants du Nord ayant moins de 60 ans (contre 60 % en moyenne).

On peut évidemment se demander si ces variations considérables ne s'expliquent pas surtout par la qualité physico-chimique de l'eau recueillie au robinet, **ses propriétés, son goût** qui bien sûr varient en fonction des régions. La réponse est positive, mais en partie seulement : le taux de consommation de l'eau du robinet est globalement moins élevé là où l'on porte précisément un jugement négatif sur cette eau. Mais d'autres effets semblent aussi entrer en ligne de compte, peut-être tout bonnement des habitudes régionales²⁰. Nous y reviendrons.

En tout état de cause, il est intéressant de remarquer que le fait de consommer, ou de ne pas boire, cette eau n'est pas particulièrement lié à telle ou telle opinion caractéristique ; notamment, **on ne voit pas apparaître de lien très fort avec la « sensibilité environnementale » ou avec le fait d'être globalement « inquiet »**. De même, 56 % des personnes qui éprouvent des craintes devant l'éventualité d'une maladie grave consomment de l'eau du robinet, soit un taux assez proche de la moyenne (58 %). Enfin, même quand on est « très inquiet » de la pollution des nappes souterraines, on ne

²⁰ Par exemple, 52 % des habitants de la région Méditerranée portent une appréciation plutôt négative sur l'eau recueillie à leur robinet ; or, ils la boivent à 78 %. A l'inverse, 50 % des habitants de l'Ouest ont un jugement négatif, et seulement 41 % la boivent, voir Graphique 9, plus loin.

consomme pas nettement moins l'eau du robinet : le taux est de 54 % (soit 4 points de moins qu'en moyenne).

➤ ***Une diminution sensible de la consommation de l'eau du robinet depuis 10 ans***

En onze ans, le pourcentage d'individus buvant habituellement l'eau du robinet a donc reculé de 14 points. Il a régressé de 7 points si l'on ne retient que la période 1995-2000.

L'observation des évolutions ayant affecté les différentes catégories socio-démographiques permet ici de dégager trois conclusions principales :

- * **La désaffection de l'eau du robinet a quasiment touché tous les groupes socio-démographiques.** Ont seulement été exclus de ce mouvement : les femmes au foyer, les habitants d'agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants et les résidents du Bassin Parisien²¹.

Ce recul assez généralisé a touché aussi bien des groupes peu consommateurs de l'eau du robinet en 1995 (par exemple, - 7 points dans la région Nord ou - 4 points chez les retraités) que des « gros » consommateurs (par exemple, - 7 points en Méditerranée ou - 8 points chez les moins de 25 ans).

- * Il reste que **l'évolution à la baisse a été encore plus rapide dans les grandes agglomérations** (plus de 100 000 habitants, y compris agglomération parisienne), **chez les moins de 40 ans et dans les catégories moyennes** (professions intermédiaires, employés, travailleurs indépendants), **plutôt diplômées et disposant, dans leur foyer, de revenus assez conséquents** (Tableau 54). Il s'agit plutôt là de catégories qui, en 1995, consommaient plus qu'en moyenne l'eau du robinet (même si tous les gros consommateurs d'alors n'ont pas connu une baisse si rapide).

Signalons que ce reflux a aussi été plus accentué chez les femmes (- 9 points, contre - 4 chez les hommes), et **surtout celles de moins de 40 ans** (- 11 points chez les femmes de moins de 25 ans, - 15 chez celles de 25-39 ans). En particulier, on observe que la baisse a été plus forte chez **les femmes actives** (- 13 points), notamment celles de moins de 40 ans. On peut, en ce sens, se demander si l'image publicitaire, très largement diffusée, de la jeune femme active qui, préoccupée par sa

²¹ Voir le tableau complet en annexe (Tableau A3).

forme et sa ligne, boit de l'eau minérale en bouteille, n'a pas précisément contribué à accroître le recul du taux de consommation de l'eau du robinet.

- * Enfin, du point de vue régional, la baisse a été encore plus accentuée dans l'**Ouest** du pays, dans l'**Est** et dans la **Région Parisienne**.

Tableau 54

Le pourcentage d'individus buvant habituellement l'eau du robinet : les groupes ayant connu, entre 1995 et 2000, les plus fortes baisses²²

	<i>(en %)</i>		
<i>(Caractéristiques des groupes les plus concernés par le recul de la consommation)</i>	1995	2000	Evolution 1995-2000
Réside dans de grosses agglomérations			
▪ Habite une agglo. provinciale de plus de 100 000 habitants.....	70	59	- 11
▪ Réside à Paris ou dans l'agglo. parisienne	65	55	- 10
A moins de 40 ans			
▪ A de 25 à 39 ans	69	58	- 11
<i>Dont : femme de cet âge</i>	70	55	- 15
Appartient à des catégories « moyennes »			
▪ Profession intermédiaire	67	55	- 12
▪ Employé.....	67	56	- 11
▪ Travailleur indépendant	72	57	- 15
Est diplômé			
▪ Dispose du bac.....	69	56	- 13
▪ Dispose d'un diplôme du supérieur	69	60	- 9
Dispose de revenus conséquents			
▪ Dispose, dans son foyer, de 20 000 F./mois ou plus	65	52	- 13
Femme active	67	54	- 13
Région			
▪ Ouest	57	41	- 16
▪ Est	71	59	- 12
▪ Région Parisienne	63	53	- 10
Ensemble de la population.....	65	58	- 7

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Alors qu'en 1995, 69 % des individus de 25 à 39 ans buvaient habituellement l'eau du robinet, c'est le cas de 58 % d'entre eux en 2000 (soit – 11 points en cinq ans).

²² Voir le tableau complet en annexe (Tableau A3).

Ainsi, la baisse de la consommation du robinet depuis 1995 ne semble pas imputable à une désaffection seulement limitée à quelques groupes précis ; au contraire, elle paraît avoir touché quasiment **toute la population**, avec une accentuation de cette inflexion **dans les classes moyennes, urbanisées**, chez les **jeunes** (25-39 ans), notamment **les jeunes femmes actives**.

1.2. 39 % de la population ne boivent, à table, que de l'eau en bouteille

Il existe évidemment une différence entre le fait de « boire habituellement » l'eau du robinet et celui de boire principalement cette eau « lorsque l'on est à table ».

Une autre question a donc été posée sur la boisson principale des repas. Les conclusions qui s'en dégagent semblent **encore réduire le pourcentage de consommateurs réels de l'eau du robinet**. En effet, on observe (Tableau 55) que :

- * 39 % de la population boivent, à table, exclusivement de l'eau en bouteille, tandis que 32 % « seulement » boivent exclusivement de l'eau du robinet. Un petit quart de nos concitoyens boivent indifféremment ces deux types d'eau.
- * Quand on ne boit pas habituellement l'eau du robinet, on ingurgite exclusivement (à 86 %) de l'eau en bouteille.
- * Mais même quand on boit habituellement l'eau du robinet, **on ne la consomme en exclusivité que dans la moitié des cas (54 %)**. 35 % des personnes concernées boivent indifféremment de l'eau en bouteille et de l'eau du robinet ; 5 % ne consomment même, pour le repas, que de l'eau en bouteille.

Tableau 55
Plus précisément lorsque vous êtes à table, que buvez-vous principalement ?
 (Début 2000)

(en %)

<i>(Classement par ordre décroissant des réponses)</i>	Ensemble de la population	Dont :	
		boit habituellement l'eau du robinet	ne boit pas habituellement l'eau du robinet
. Exclusivement de l'eau en bouteille.....	39,3	5,0	86,0
. Exclusivement de l'eau du robinet.....	31,5	53,5	1,5*
. De l'eau en bouteille et de l'eau du robinet	22,2	35,4	4,2*
. Une autre boisson.....	7,1	6,2	8,3
Total.....	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

* Il s'agit là de réponses apparemment incohérentes. Mais, si l'on prend son repas ailleurs que chez soi, les réponses redeviennent compatibles : il peut s'agir de personnes qui, chez elles, ne boivent pas habituellement l'eau du robinet, mais qui prennent de l'eau du robinet ailleurs (par exemple, au restaurant ou chez des amis...).

Autrement dit, on peut dire que 58 % de la population boivent habituellement l'eau du robinet : 31 % la boivent exclusivement, 27 % le plus souvent de façon indifférenciée avec une autre boisson, essentiellement de l'eau en bouteille.

Ceci étant, on retrouve ici les mêmes constats que précédemment, et notamment les effets d'âge, de région, voire de sexe, déjà évoqués :

- D'une part, **plus on est âgé, plus on consomme exclusivement de l'eau en bouteille**. Un septuagénaire sur deux (48 %) boit, à table, exclusivement de l'eau en bouteille ; mais c'est aussi le cas d'un tiers des moins de 25 ans (Tableau 56).

Le taux de consommation exclusive de l'eau en bouteille est plus élevé dans les catégories les plus aisées (effet revenu). Mais paradoxalement, il est un peu plus fort chez les non-diplômés (l'effet d'âge est ici prépondérant sur l'effet revenu).

En tout état de cause, on boit davantage de l'eau du robinet, de façon exclusive, chez les étudiants, les ouvriers, les femmes au foyer, les travailleurs indépendants, les titulaires de bas revenus et les familles nombreuses.

Par contre, les femmes ont davantage recours, comparées aux hommes, à la pratique exclusive de l'eau en bouteille. Mais cela ne se limite pas aux femmes âgées ; c'est aussi le cas de 43 % des femmes actives.

Tableau 56
Le type d'eau principalement consommée lors des repas
 (Début 2000)

	<i>(en %)</i>				
	Exclusivement de l'eau en bouteille	Exclusivement de l'eau du robinet	De l'eau en bouteille et de l'eau du robinet	Une autre boisson	Total (y c. n.s.p.)
Sexe					
• Homme	35	32	23	11	100
• Femme	43	31	22	4	100
Age					
• Moins de 25 ans	33	35	24	8	100
• 25-39 ans	39	33	23	5	100
• 40-59 ans	37	32	23	8	100
• 60-69 ans	41	27	21	11	100
• 70 ans et plus	48	27	18	7	100
Diplôme					
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)	43	29	21	7	100
• Bepc, technique (inf. au bac)	37	35	21	7	100
• Bac, niv. bac	39	30	23	8	100
• Diplôme du supérieur	38	30	25	7	100
Profession exercée					
• Indépendant(1).....	34	36	19	11	100
• Cadre supérieur.....	37	31	25	6	100
• Profession intermédiaire	41	29	21	8	100
• Employé.....	42	30	24	5	100
• Ouvrier.....	32	37	24	7	100
• Reste au foyer	36	35	22	8	100
• Retraité	49	25	20	7	100
• Autre inactif(2)	30	40	24	6	100
Revenu mensuel du foyer					
• Moins de 6 000 Francs	37	35	20	8	100
• 6 000 à 9 999 Francs	37	33	25	6	100
• 10 000 à 14 999 Francs	40	35	18	7	100
• 15 000 à 19 999 Francs	35	31	28	6	100
• 20 000 Francs et plus	46	25	22	7	100
A au moins trois enfants à charge.....	30	43	22	6	100
Ensemble	39	31	22	7	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 48 % des septuagénaires consomment exclusivement de l'eau en bouteille lors des repas (contre 39 % dans l'ensemble de la population, en moyenne).

- (1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale
 (2) Etudiant essentiellement.

- **Le taux de consommation exclusive de l'eau en bouteille est bien plus élevé dans le Nord de la France.** Il va jusqu'à atteindre 64 % dans cette région. Mais il est également élevé dans l'Ouest (56 %) et dans la région parisienne (46 %), là où, on l'a vu, on refuse souvent de boire l'eau du robinet. *A contrario*, pratiquement un

habitant sur deux des régions Sud-Ouest, Centre-Est et Méditerranée boit exclusivement de l'eau du robinet lors des repas.

On note aussi que **dans les petites communes**, le taux de consommation exclusive de l'eau du robinet est un peu plus élevé (34-35 %, contre 31 % en moyenne).

Tableau 57
Le type d'eau principalement consommée lors des repas
(Début 2000)

(en %)

	Exclusivement de l'eau en bouteille	Exclusivement de l'eau du robinet	De l'eau en bouteille et de l'eau du robinet	Une autre boisson	Total (y c. n.s.p.)
Taille d'agglomération de résidence					
• Moins de 2 000 habitants	39	35	20	7	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	37	34	24	5	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	40	29	22	9	100
• 100 000 habitants et plus.....	38	33	20	8	100
• Paris et agglomération parisienne	44	23	28	6	100
Région					
• Région Parisienne	46	22	27	5	100
• Nord	64	7	11	18	100
• Est	37	25	29	9	100
• Bassin Parisien	40	30	22	8	100
• Ouest	56	23	14	7	100
• Sud-Ouest	30	47	20	4	100
• Centre-Est	23	47	25	5	100
• Méditerranée	19	47	27	6	100
Ensemble	39	31	22	7	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

En vérité, il est frappant de constater que la consommation **indifférenciée** de l'eau du robinet et de l'eau en bouteille varie assez peu selon les groupes : le taux s'échelonne de 19 à 27 % dans l'immense majorité des cas. Il est particulièrement bas dans le Nord de la France (11 %) où, décidément, on n'apprécie guère l'eau recueillie au robinet. Il est plus élevé dans l'Est de la France, chez les Franciliens (27-28 %) et chez les cadres supérieurs ou les diplômés : dans ces groupes, on **choisit** davantage entre eau du robinet et eau en bouteille, probablement selon les repas ou selon les individus qui prennent place autour de la table. On peut à la fois se le permettre (les revenus sont suffisants) et la qualité de l'eau du robinet n'y est pas plus décriée qu'en moyenne.

1.3. Le « mauvais goût » est la principale raison de non-consommation de l'eau du robinet

Nous venons de le voir, 42 % de nos concitoyens ne boivent pas habituellement l'eau du robinet. Nous leur avons directement demandé la raison principale qui motivait ce choix. Précisons qu'il ne s'agissait pas ici d'une question « ouverte » : les modalités de réponses possibles étaient donc systématiquement fournies aux enquêtés (Tableau 58).

Une conclusion principale s'en dégage : ce n'est pas tant par phobie des maladies ou par crainte de toxicité qu'une partie de la population ne boit pas l'eau du robinet. **C'est plutôt parce qu'elle a un mauvais goût** (45 % des réponses).

La seconde raison évoquée tient à la **trop forte teneur en calcaire** de l'eau (23 %). Mais ce grief est deux fois moins évoqué que le précédent.

Enfin, 10 % des non-buveurs d'eau du robinet craignent **la présence de produits toxiques** et 8 %, **les maladies**²³.

En définitive, on peut considérer que **les Français ont plutôt confiance dans les qualités sanitaires de l'eau du robinet, mais qu'une partie non négligeable d'entre eux ne la trouve pas très bonne au goût.**

²³ Ou plutôt 13 %, car 5 % des « autres réponses » concernent aussi des risques sanitaires, cf. Tableau 58.

Tableau 58**Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne buvez pas habituellement l'eau du robinet ?**

- Champ : personnes qui ne consomment pas habituellement l'eau du robinet,
soit 42 % de la population -

	(en %)
	Début 2000
<i>(Classement par ordre décroissant du cumul des réponses)</i>	
▪ En raison de son mauvais goût.....	44,7
▪ Parce qu'elle est trop calcaire.....	22,8
▪ Par crainte de produits toxiques (plombs et autres pollutions industrielles)	9,9
▪ Par crainte des maladies	7,5
▪ En raison de sa couleur ou de son manque de limpidité.....	2,0
▪ Pour une autre raison*	13,1
<i>dont : - craintes pour la santé</i>	<i>5,2</i>
<i>- par choix d'une eau minérale</i>	<i>3,3</i>
Total.....	100,0

Source : CREDOC - AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

* Afin d'éviter que les réponses ne se concentrent « sur la préférence envers une eau minérale », cette année, cette possibilité n'était pas proposée aux enquêtés. En revanche, les propos de ceux considérant que c'est « pour une autre raison » qu'ils ne consomment pas l'eau du robinet étaient recueillis en clair. C'est la post-codification de ces réponses, fournie en annexe, qui a permis de déterminer les autres raisons évoquées.

La même question avait déjà été posée dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » de Juin 1989, puis au début de l'année 1995. Les modalités de réponses proposées aux enquêtés n'étaient cependant pas identiques : la comparaison, au sens strict du terme, n'est donc pas valide. Toutefois, certaines évolutions peuvent être observées, à condition de le faire avec prudence (Tableau 59).

Précisons que dans la colonne « début 2000 » du Tableau 59, les « autres réponses » ont été reventilées entre les différentes modalités, quand on le pouvait.

Trois observations principales s'en dégagent. Encore convient-il de remarquer que la population concernée (les non-buveurs d'eau du robinet) s'est sérieusement accrue dans la période :

1. Proposer, sur un sujet aussi sensible, certaines modalités de réponses n'est pas neutre : si l'on propose la modalité « l'eau est trop calcaire », au moins 10 à 15 % des réponses s'y portent (situation de début 1995). De même, quand on propose la réponse « parce que vous préférez une eau minérale (ou une eau de source) »,

environ 15 % des enquêtés s'y réfugient²⁴. Cela tient au fait, on l'a vu, qu'une bonne partie de la population (39 %) ne boit exclusivement que de l'eau en bouteille.

2. Malgré ces remarques, **la teneur en calcaire** de l'eau du robinet semble davantage sensibiliser les consommateurs ces cinq dernières années : le taux de citations touche maintenant 23 % des non-consommateurs, contre 14 % il y a cinq ans, à libellé identique.
3. Depuis 10 ans, c'est toujours le **mauvais goût** qui semble primer dans les raisons de non-consommation. De même, la crainte des maladies ou des produits toxiques est toujours restée très loin derrière ; elle touche cependant cette année 23 % des non-consommateurs, soit autant que la proportion de ceux qui se plaignent de la teneur en calcaire.

Tableau 59

Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne buvez pas habituellement l'eau du robinet ?

- Champ : personnes qui ne consomment pas habituellement l'eau du robinet -

(en %)

	Juin 1989 (A)	Début 1995 (B)	Début 2000 ²⁵ (C)	Evolution 1995-2000 (C)-(B)
. En raison de son mauvais goût.....	51,1	40,8	44,7	+ 3,9
. Parce qu'elle est trop calcaire*	-	14,1	22,8	+ 8,7
. Par crainte de produits toxiques (plombs et autres pollutions industrielles)	5,9	11,5	9,9	- 1,6
. Par crainte des maladies ou des risques sanitaires	6,6	7,9	12,7	+ 4,8
. Par choix d'une eau minérale (ou d'une eau de source)**.....	27,7	18,9	3,3	- 15,6
. En raison de sa couleur ou de son manque de limpidité	2,7	2,6	2,0	- 0,6
. Pour une autre raison	6,0	4,2	4,6	
Total	100,0	100,0	100,0	

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* En 1989, cet item n'était pas proposé.

** En 1995, cet item était proposé directement aux enquêtés qui ne buvaient pas habituellement l'eau du robinet. En 1989, cet item était complété de la mention « par choix d'une eau minérale, pour ses propriétés bienfaites ».

En 2000, afin d'éviter une concentration des réponses sur cette possibilité, « la préférence pour l'eau minérale » n'était pas proposée aux personnes interrogées. Cette modalité a été obtenue après coup, par une post-codification des réponses « autres ».

²⁴ Le taux était même de 28 % en Juin 1989 lorsque la modalité était ainsi libellée : « parce que vous préférez une eau minérale, en raison de ses propriétés bienfaites ».

²⁵ Les réponses « autres » ont été reclassés quand c'était possible.

Dans tous les cas, c'est le **mauvais goût** qui arrive en tête des raisons de non-consommation (Tableaux 60 et 61). Une exception notable apparaît cependant : dans la région Nord, précisément celle où l'on boit le moins l'eau du robinet, les non-consommateurs reprochent d'abord à cette eau d'être trop calcaire (à 39 %), puis après, son mauvais goût (33 %).

Ceci étant, les groupes les plus sensibles au **mauvais goût** sont, de loin, les travailleurs indépendants (67 %) et les ouvriers (54 %). Le goût est aussi beaucoup reproché dans le Sud-Ouest (60 %), l'Ouest du pays (50 %) et dans les agglomérations moyennes, de 20 000 à 100 000 habitants (59 %).

La teneur en calcaire est un reproche conséquent dans le Nord du pays, on l'a vu, dans l'Est (32 %), chez les ouvriers (34 %) et les moins de 25 ans (31 %).

Enfin, si 23 % des non-buveurs d'eau du robinet mettent en avant **la peur des maladies ou des risques sanitaires**, le taux s'élève assez sensiblement chez les diplômés du supérieur (35 %), les cadres et les titulaires de revenus élevés (28 %). Les catégories aisées témoignent ainsi d'une plus grande prudence apparente à l'égard des risques sanitaires liés à l'eau. Mais il s'agit bien plutôt de prudence que d'inquiétudes réelles, puisque l'on remarque que les enquêtés se disant inquiets des risques liés à la consommation alimentaire n'avancent pas plus qu'en moyenne cette raison de non-consommation de l'eau du robinet.

Tableau 60**Principales raisons de non-consommation de l'eau du robinet**

- Champ : personnes qui ne consomment pas habituellement l'eau du robinet, soit 42 % de la population au début 2000 -

(en %)

	Mauvais goût	Elle est trop calcaire	Peur des maladies, des risques sanitaires, crainte des produits toxiques	Total (y compris autres raisons)
Sexe				
· Homme	43	25	20	100
· Femme	46	21	24	100
Age				
· Moins de 25 ans.....	40	31	18	100
· 25-39 ans	45	22	24	100
· 40-59 ans	48	21	22	100
· 60-69 ans	42	22	24	100
· 70 ans et plus	44	22	23	100
Diplôme				
· Aucun diplôme (ou seulement Cep)	47	27	20	100
· Bepc, technique (inf. au bac)	46	23	19	100
· Bac, niv. bac	47	20	23	100
· Diplôme du supérieur	38	19	35	100
Profession exercée				
· Indépendant(1).....	67	10	10	100
· Cadre supérieur.....	35	25	28	100
· Profession intermédiaire	38	24	32	100
· Employé.....	46	21	21	100
· Ouvrier.....	54	34	11	100
· Reste au foyer	44	24	25	100
· Retraité	41	21	25	100
· Autre inactif(2)	37	21	26	100
Revenu mensuel du foyer				
· Moins de 6 000 Francs	46	20	24	100
· 6 000 à 9 999 Francs	49	25	20	100
· 10 000 à 14 999 Francs	45	24	20	100
· 15 000 à 19 999 Francs	42	25	22	100
· 20 000 Francs et plus	38	23	28	100
Ensemble	45	23	23	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000

Exemple de lecture : 67 % des indépendants qui ne boivent pas l'eau du robinet, invoquent comme raison de non-consommation le mauvais goût de cette eau, contre 45 % « seulement » des non-buveurs d'eau du robinet en moyenne.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

En tout état de cause, ce sont, encore une fois, les **caractéristiques géographiques qui influent le plus sur les variations constatées dans les raisons de non-consommation** (Tableau 61).

Tableau 61

Principales raisons de non-consommation de l'eau du robinet
 - Champ : personnes qui ne consomment pas habituellement l'eau du robinet,
 soit 42 % de la population au début 2000 -

(en %)

	Mauvais goût	Elle est trop calcaire	Peur des maladies, des risques sanitaires, crainte des produits toxiques	Total (y compris autres raisons)
Taille de l'agglomération de résidence				
· Moins de 2 000 habitants	43	18	27	100
· 2 000 à 20 000 habitants	44	25	22	100
· 20 000 à 100 000 habitants	59	16	16	100
· 100 000 habitants et plus	40	26	26	100
· Paris et aggl. parisienne	44	29	17	100
Région				
· Région Parisienne	44	28	17	100
· Nord	33	39	16	100
· Est	40	32	16	100
· Bassin Parisien	48	16	29	100
· Ouest	50	13	28	100
· Sud Ouest	60	7	19	100
· Centre Est	43	23	28	100
· Méditerranée	36	27	25	100
Ensemble	45	23	23	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

On n'observe pas, pour autant, de liens très nets entre le taux de consommation réelle de l'eau du robinet et les raisons de non-consommation. En effet, dans les groupes ou dans les régions où le taux de consommation est nettement plus faible qu'en moyenne (Tableau 62), c'est selon les cas, soit le mauvais goût (cas de l'Ouest de la France), soit la teneur en calcaire qui sont mis en avant (cas du Nord). Dans les groupes où l'on consomme bien plus l'eau du robinet, les raisons de non-consommation avancées varient aussi beaucoup, sans systématisme particulier.

Un constat peut néanmoins être formulé : **la crainte des maladies graves et des produits toxiques est un peu plus répandue dans le Bassin Parisien, le Centre-Est et l'Ouest**. C'est donc dans des régions où une forte tradition agricole existe, là où l'agriculture et l'élevage intensif auraient pu peut-être polluer les nappes phréatiques, que cette opinion est relativement plus présente.

Tableau 62

Les raisons principales de non-consommation, dans les groupes de faibles ou de forts consommateurs de l'eau du robinet

	(en %)			
	Mauvais goût	Trop calcaire	Peur des maladies, des risques sanitaires	Total (y compris autres raisons)
Groupes où le taux de consommation est faible				
▪ Nord	33	39	16	100
▪ Ouest	50	13	28	100
▪ 70 ans et plus	44	22	23	100
Groupes où le taux de consommation est fort				
▪ Sud-Ouest.....	60	7	19	100
▪ Centre-Est	43	23	28	100
▪ Méditerranée	36	27	25	100
▪ Ouvrier	54	34	11	100
Ensemble de la population	45	23	23	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Signalons enfin que s'il est difficile de comparer, à cinq ans d'intervalle, l'évolution des raisons de non-consommation de l'eau du robinet, puisque les modalités de réponses ont changé, on peut cependant relever que, pour ce qui concerne **les lieux où il y a eu un fort recul de la consommation** (cf. Tableau 54 ci-dessus) :

- * C'est surtout **la teneur en calcaire qui est beaucoup plus avancée qu'il y a cinq ans dans les grosses agglomérations** (100 000 habitants et plus, Paris et agglomération parisienne).
- * C'est surtout **le mauvais goût qui est, comparé à 1995, considérablement plus cité dans les régions Ouest et Est de la France.**

1.4. Une certaine tendance à généraliser la critique

En tout état de cause, les non-consommateurs ont tendance à généraliser leur diagnostic : 56 % considèrent que les problèmes relatifs à la qualité de l'eau du robinet ne les concernent pas exclusivement, **mais touchent la France entière** (Tableau 63) ; 35 % évoquent un problème concernant quelques régions de France.

Quoi qu'il en soit, bien peu nombreux sont les non-consommateurs qui estiment que ce problème ne concerne que leur ville (5 %), leur quartier (2 %) ou leur logement (1 %).

Tableau 63

A votre avis, les problèmes relatifs à la qualité de l'eau du robinet concernent-ils...

- Champ : personnes qui ne consomment pas habituellement l'eau du robinet,
soit 42 % de la population -

	<i>(en %)</i>
<i>(Classement par ordre décroissant des réponses)</i>	
. La France entière.....	55,8
. Quelques régions de France.....	35,0
. Votre ville.....	4,9
. Votre quartier.....	1,8
. L'endroit où vous habitez uniquement.....	1,3
. <i>Ne sait pas, non concerné</i>	<i>1,2</i>
Total.....	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Cette généralisation de la critique est encore plus nette :

* **Dans les milieux plutôt favorisés culturellement ou économiquement** (Tableau 64). Ainsi, 62 % des diplômés du supérieur, 66 % des cadres supérieurs, 69 % des travailleurs indépendants pensent que les problèmes de qualité de l'eau du robinet concernent toute la France (contre 49 % des non-diplômés et 48 % des employés). Le taux croît également en fonction du montant des revenus (de 50 % à 61-66 % en haut de l'échelle des ressources). Les milieux modestes se réfèrent probablement plus ici à leur propre expérience et circonscrivent leur jugement à leur région. Alors que les personnes issues de milieux plus favorisés émettent une

critique plus générale, plus globalisante, dépassant leur région et peut-être même, le seul problème de l'eau du robinet²⁶.

Tableau 64

A votre avis, les problèmes relatifs à la qualité de l'eau du robinet concernent ...

(en %)

	La France entière	Quelques régions de France	Votre ville, votre quartier, ou l'endroit où vous habitez	Total (y c. n.s.p.)
Sexe				
• Homme.....	55	36	9	100
• Femme.....	57	34	8	100
Age				
• Moins de 25 ans	53	37	11	100
• 25-39 ans	59	34	7	100
• 40-59 ans	56	34	9	100
• 60-69 ans	62	31	5	100
• 70 ans et plus.....	47	41	8	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement Cep)..	49	38	10	100
• Bepc, technique (inf. au bac).....	55	36	8	100
• Bac, niv. bac.....	62	30	7	100
• Diplôme du supérieur.....	62	32	5	100
Profession exercée				
• Indépendant(1)	69	26	5	100
• Cadre supérieur	66	23	11	100
• Profession intermédiaire.....	64	35	1	100
• Employé	48	45	7	100
• Ouvrier	53	35	12	100
• Reste au foyer.....	58	28	13	100
• Retraité.....	52	36	7	100
• Autre inactif(2).....	51	39	10	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 Francs	50	33	13	100
• 6 000 à 9 999 Francs	52	36	11	100
• 10 000 à 14 999 Francs	54	37	9	100
• 15 000 à 19 999 Francs	66	32	2	100
• 20 000 Francs et plus.....	61	37	2	100
Ensemble.....	56	35	8	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

²⁶ Comme P. Collomb et F. Guérin-Pace le montrent, sur les questions environnementales, les milieux favorisés ont une vision plus globale des problèmes alors que les milieux populaires restreignent cette question à leur environnement immédiat ; cf. « Les Français et l'environnement », Paris, INED-PUF, 1998.

* **La généralisation de la critique est plus nette aussi dans les régions où l'on consomme « normalement » l'eau du robinet.** En effet, on constate que dans les zones où le pourcentage de consommateurs d'eau du robinet est nettement inférieur à la moyenne (Nord et Ouest), on a tendance à davantage croire que les problèmes de qualité de l'eau ne sont relatifs qu'à quelques régions (Tableau 65). Autrement dit, on peut penser que quand l'eau est de qualité « moyenne », ceux qui ne la consomment pas ont tendance à considérer que cette situation « moyenne » concerne tout le pays. Par contre, dans les régions où on la consomme moins, on a un peu plus tendance à considérer qu'il s'agit peut-être d'une situation exceptionnelle, limitée à la région.

Encore convient-il de noter que quelle que soit la zone géographique, au moins 47 % des enquêtés pensent toujours que le problème de qualité de l'eau touche tout le pays.

Tableau 65

A votre avis, les problèmes relatifs à la qualité de l'eau du robinet concernent ...

(en %)

	La France entière	Quelques régions de France	Votre ville, votre quartier, ou l'endroit où vous habitez	Total (y c. n.s.p.)
Taille de l'agglomération				
• Moins de 2 000 habitants	55	34	9	100
• 2.000 à 20 000 habitants	57	33	9	100
• 20 000 à 100 000 habitants	61	31	8	100
• 100 000 habitants et plus	54	38	7	100
• Paris et aggl. parisienne	54	37	8	100
Région				
• Région Parisienne	56	36	7	100
• Nord	49	48	4	100
• Est	47	33	15	100
• Bassin Parisien	66	26	7	100
• Ouest	52	43	4	100
• Sud Ouest	60	24	15	100
• Centre Est	60	36	3	100
• Méditerranée	52	26	22	100
Ensemble.....	56	35	8	100

Source : CREDOC - AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000

Il reste que les deux tiers de ceux qui ne boivent pas l'eau courante **à cause des risques sanitaires supposés** considèrent que cela concerne toute la France (Tableau 66) : c'est donc chez eux que cette généralisation est la plus élevée. Il est vrai qu'il s'agit là d'un jugement qui ne s'appuie, heureusement pas tant sur l'expérience que sur une certaine prudence, qu'on a alors tendance à vouloir ériger en règle générale. *A contrario*, ceux qui reprochent à l'eau du robinet **d'être trop calcaire** considèrent, plus qu'en moyenne, que ce problème est circonscrit à quelques régions, probablement la leur.

Tableau 66

A votre avis, les problèmes relatifs à la qualité de l'eau du robinet concernent-ils ...

- Champ : personnes qui ne consomment pas habituellement l'eau du robinet, soit 42 % de la population au début 2000-

(en %)

	La France entière	Quelques régions de France	Total (y c. n.s.p. et autres)
Raison principale de non-consommation			
• Son mauvais goût.....	54	35	100
• Sa trop forte teneur en calcaire	50	41	100
• La crainte des maladies et des produits toxiques	65	28	100
Ensemble	56	35	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Parmi les individus qui ne consomment pas l'eau du robinet par crainte de maladies ou de produits toxiques, 65 % pensent que ce problème concerne la France entière (contre 56 % en moyenne).

2. La qualité perçue de l'eau du robinet

Les jugements précédents sur la qualité de l'eau du robinet ne concernaient que les non-consommateurs. Essayons maintenant d'observer les opinions de **l'ensemble** de la population sur la qualité de l'eau recueillie au robinet. Deux investigations ont été effectuées : l'une porte sur la **qualification** de cette eau ; l'autre sur **l'évolution** de la qualité depuis 10 ans.

2.1. Des jugements spontanés plus négatifs que positifs sur la qualité de l'eau du robinet

Plutôt que de proposer une liste de réponses qui, on l'a vu, peut beaucoup influencer sur les jugements formulés, nous avons choisi de procéder ici par une interrogation dite

« **ouverte** », ainsi formulée : « *Pouvez-vous citer deux **adjectifs** qui caractérisent le mieux l'eau du robinet chez vous ?* ».

Certes, tous les répondants ne se sont pas systématiquement contentés de proposer des adjectifs (voir la grille de post-codage en annexe) ; mais cette demande avait pour but de mieux faire comprendre que nous souhaitions que chacun **qualifie** l'eau du robinet sans être incité à y apporter **obligatoirement** une connotation élogieuse ou critique et sans y adjoindre de commentaire sur ses propres comportements vis-à-vis de cette eau.

Les données recueillies ont fait l'objet, après enquête, d'une post-codification. Celle-ci visait précisément à déceler si le jugement sur l'eau était spontanément plutôt positif, plutôt neutre ou plutôt négatif (voir annexe).

Quatre constats principaux ressortent du traitement de ces informations :

- Les adjectifs utilisés pour qualifier l'eau du robinet sont finalement **moins nombreux** qu'on pouvait le supposer. Ils sont, en tout état de cause, plus fournis, en terme de vocabulaire, pour évoquer des appréciations négatives que positives.
- **Les appréciations positives** tournent autour de quatre idées majeures (voir annexe) :
 - La bonne qualité de l'eau recueillie (elle est « bonne », au sens le plus souvent gustatif).
 - Sa clarté (c'est-à-dire son aspect transparent).
 - Sa fraîcheur.
 - Son utilité.
- **Les appréciations négatives** tournent autour de cinq jugements principaux :
 - Elle est calcaire.
 - Elle est chlorée.
 - Elle est « mauvaise » (i.e. « imbuvable », de mauvais goût).
 - Elle a un mauvais aspect (i.e. elle est trouble).
 - Elle est chère.

- Enfin, les enquêtés fournissent trois autres types de jugements relevant d'une certaine **neutralité** sur la qualité de l'eau du robinet :
 - Elle est potable (i.e. correcte).
 - Elle est neutre (i.e. sans goût).
 - Elle est « fade », « insipide ». Cette notion est à vrai dire à la limite, probablement, de l'appréciation négative.

On trouve, au Tableau 67, les résultats du traitement des données :

- * Si l'on s'intéresse aux adjectifs les plus utilisés, c'est le mot « **calcaire** » qui apparaît le plus souvent (23 % des premiers adjectifs utilisés). Il est suivi de la référence à la « **bonne** » qualité gustative de l'eau recueillie (18 %), puis à sa **clarté** (15 %).
- * Au total, **les adjectifs dits négatifs l'emportent** (49 % des premières réponses). Autrement dit, les opinions portant sur l'eau du robinet sont plutôt critiques : une fois sur deux, le premier adjectif fourni sous-entend un jugement négatif. C'est l'aspect calcaire de l'eau, on l'a dit, qui ressort le plus souvent (23 %), ensuite, son goût chloré (11 %). **Dans leurs propos, les enquêtés -ou une partie d'entre eux- semblent donc différencier le mauvais goût (10 %) et celui du chlore (11 %).**
- * **Les adjectifs positifs constituent 37 % des premières réponses.** C'est autour des réponses qualifiant l'eau de « bonne » (18 %) ou de « claire » (15 %) que se concentre l'essentiel des jugements : **l'aspect de l'eau est quasiment mis sur le même plan, dans les jugements positifs, que son goût.**
- * **Enfin, les adjectifs qualifiés de « neutres » représentent 12 % des premières réponses.** Le côté « potable », « buvable » l'emporte ici, sans plus de précision.

Tableau 67

Pouvez-vous me citer deux adjectifs qui caractérisent le mieux l'eau du robinet chez-vous ?²⁷

(en %)

	1 ^{er} adjectif cité	2 ^{ème} adjectif cité
▪ Bonne	18,1	13,2
▪ Claire.....	14,6	15,8
▪ Fraîche	2,6	3,3
▪ Utile	1,3	1,0
Total des appréciations positives	36,6	33,3
▪ Potable	7,2	7,0
▪ Neutre.....	3,2	5,7
▪ Fade, insipide	1,3	1,2
Total des appréciations neutres	11,7	13,9
▪ Calcaire	23,2	14,5
▪ Chlorée.....	10,8	10,6
▪ Mauvaise.....	9,8	9,5
▪ Mauvais aspect.....	4,3	8,2
▪ Chère	0,5	1,0
Total des appréciations négatives	48,6	43,8
▪ Autres.....	1,8	3,0
▪ Ne sait pas, non-réponse.....	1,2	6,1
Total	100,0	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

➤ Des opinions assez tranchées

Le Tableau 68 permet de mettre en relation le premier adjectif cité avec le second fourni par l'enquêté. Il permet donc d'apprécier si le premier jugement émis sur l'eau du robinet est, dans un second temps, confirmé ou pas par le répondant.

²⁷ Sur le détail des réponses, voir Annexe 2.

⇒ *Les adjectifs positifs en première réponse*

Une fois sur deux (à 53 %), le premier adjectif qualifiant positivement l'eau du robinet est confirmé par un jugement identique. Les associations les plus fréquentes consistent à dire que l'eau du robinet est :

- * « Bonne » et ensuite qu'elle est « claire ». Cette double association (bonne/claire et claire/bonne) représente au total 10 % de la population.
- * Mais on a aussi beaucoup de doubles réponses « bonne » ou de doubles réponses « claire », avec des adjectifs différents. Ces deux doublons représentent 6 % du total de la population.

Ainsi, les qualités gustatives de l'eau sont souvent soulignées en même temps que ses propriétés de clarté ou de transparence.

Il reste que 19 % des personnes émettant un avis positif donnent ensuite un avis neutre. En effet, on peut trouver que l'eau du robinet est « claire », mais qu'elle est « neutre » ou « sans goût ».

Enfin, 20 % des enquêtés qui vantent, dans un premier temps, les mérites de l'eau du robinet lui attribuent, ensuite, des caractéristiques négatives. Le plus souvent, c'est pour souligner que cette eau est « calcaire ». L'association la plus répandue consiste à dire que l'eau est « bonne » d'abord, mais ensuite qu'elle est « calcaire » (cela représente 3 % de la population).

⇒ *Les adjectifs neutres en première réponse*

Lorsque le premier adjectif cité est neutre, il est rare que le second traduise une appréciation de même type. Cette configuration est observée dans 19 % des cas « seulement ». Cela confirme **que les opinions sur l'eau sont plutôt tranchées.**

Ainsi, pour 29 % des gens concernés, le second adjectif « critique » l'eau du robinet. Le plus souvent pour se plaindre de la trop forte teneur en calcaire. Ce qui signifie que l'eau peut être neutre, par exemple en goût, mais qu'elle peut en même temps avoir une forte teneur en calcaire, qui n'altère pas obligatoirement le goût.

Il reste que 46 % des personnes qui émettent d'abord un avis neutre sur l'eau du robinet,

délivrent ensuite une opinion positive. Ils soulignent alors plutôt qu'elle est « claire » ou qu'elle est « bonne ».

⇒ *Les adjectifs négatifs en première réponse*

Enfin, parmi les individus qui critiquent dans un premier temps, l'eau du robinet, **les deux tiers confirment, dans un second temps, ce jugement**. Les associations les plus fréquentes mettent en relief que l'eau est :

- * « Chlorée » et « calcaire » (cette double association représente au total 9 % de la population).
- * « Mauvaise » et « calcaire » (cette double association fédère au total 7 % de la population).
- * « Mauvaise » et « chlorée » (cette double association fédère 3 % de la population).
- * « Calcaire » et « de mauvais aspect » (4 % au total).

Autrement dit, une partie des Français ne mettent pas sur un même plan l'apparence de l'eau et ses propriétés gustatives (**le mauvais goût de l'eau du robinet**). Toutefois, **pour d'autres, les désagréments dus au mauvais goût, au chlore, et ceux dus à l'aspect sont cités en même temps**.

Tableau 68
L'adjectif servant à caractériser l'eau du robinet en deuxième réponse, en fonction des premières réponses

(en %)

Premier adjectif cité	Deuxième adjectif cité																	
	Bonne	Clair	Fraîche	Utile	Total des appréciations positives	Potable	Neutre, sans goût	Inspide fade	Total des appréciations neutres	Calcaire	Chlorée	Mauvaise	Mauvais aspect	Chère	Total des appréciations négatives	Autres	Ne sait pas.	Total
Bonne.....	15	32	8	1	56	8	6	-	14	12	5	1	1	2	21	2	7	100
Clair.....	26	19	3	-	49	6	18	2	25	8	5	3	3	-	19	3	4	100
Fraîche.....	37	22	4	-	64	11	4	-	15	10	2	4	-	-	16	5	-	100
Utile.....	6	10	3	24	43	10	6	-	15	19	-	8	-	-	27	14	-	100
Total des appréciations positives.....	21	25	6	1	53	7	10	1	19	11	4	2	2	1	20	3	5	100
Potable.....	20	23	4	2	50	10	4	2	16	13	5	3	3	2	27	3	5	100
Neutre sans goût.....	15	27	3	-	-	6	13	3	22	20	4	-	4	2	30	3	-	100
Inspide, fade.....	7	20	3	-	30	21	5	4	29	16	7	6	8	-	38	-	3	100
Total des appréciations neutres.....	17	24	4	1	46	10	7	2	19	16	5	2	4	2	29	2	4	100
Calcaire.....	11	8	1	1	22	7	3	1	12	4	22	18	13	1	59	3	5	100
Chlorée.....	3	9	2	-	14	10	1	2	13	37	6	13	8	-	65	2	6	100
Mauvaise.....	1	5	1	-	6	3	1	1	4	27	20	14	22	-	83	2	5	100
Mauvais aspect.....	4	7	2	2	14	1	2	-	3	19	16	26	16	2	78	3	2	100
Chère.....	19	-	-	-	19	10	7	-	17	-	14	20	30	-	64	-	-	100
Total des appréciations négatives.....	7	7	2	1	16	6	2	1	10	17	17	17	14	1	67	2	5	100
Autres.....	20	9	7	-	35	8	-	-	8	14	-	2	7	-	22	23	12	100
Ne sait pas.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	100
Ensemble.....	13	16	3	1	33	7	6	1	14	14	11	9	8	1	44	3	6	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 37 % des personnes qualifiant l'eau du robinet de « fraîche » ont, dans un second temps, utilisé un adjectif disant qu'elle était « bonne ».

Au total, on a tenté quelques regroupements reposant sur l'examen minutieux des première et seconde réponses. Cela aboutit à quelques cumuls, qui **ne sont cependant pas exempts d'interprétation** (Tableau 69). Ce tableau donne, en tout état de cause, **les principales associations de réponses**. Il permet, quoi qu'il en soit, de tirer trois conclusions principales :

- * **Les jugements négatifs l'emportent (51 % au total)** ; cependant, au sein de ce groupe, 10 % de la population totale donnent une appréciation négative, mais agrémentée d'une seconde réponse laissant entendre que l'eau est peut-être acceptable (elle est « calcaire, mais potable » ; « calcaire, mais bonne » ...). Autrement dit, les jugements totalement négatifs représentent 41 % de la population, dont 33 % qui ont utilisé **les deux fois** un adjectif négatif. Les couples « l'eau est calcaire et chlorée » ou « l'eau est mauvaise et calcaire » dominant (16 % de la population au total).
- * **Les jugements positifs représentent, tout compris, 29 % de la population**. 19 % ont émis deux appréciations positives. 7 % ont un jugement plus mitigé : l'eau est bonne, mais a un défaut (le plus souvent, elle est calcaire ou chlorée).
- * **Les jugements neutres (15 % au total)** sont, en fait, le plus souvent positifs : 12 % donnent un jugement dit neutre, agrémenté d'une seconde opinion *a priori* favorable sur l'eau recueillie.

Tableau 69
Les associations de réponses les plus répandues

	<i>(en %)</i>
▪ Jugements positifs les deux fois	19
Dont : - « claire » – « bonne » ⁽¹⁾	10
- « claire »- « claire » ⁽¹⁾	3
- « bonne » - « bonne » ⁽¹⁾	3
- « bonne » - « fraîche » ⁽¹⁾	2
▪ Jugement positif sans autre réponse très caractérisée	3
▪ Jugements positifs, mais avec désagréments	7
Dont : - « bonne » ou « claire », mais « calcaire »	3
- « bonne » ou « claire », mais « chlorée »	2
▪ Jugements neutres, mais plutôt positifs	12
Dont : - « sans goût » – « claire » ⁽¹⁾	3
- « potable »- « bonne » ⁽¹⁾	3
- « potable » - « claire » ⁽¹⁾	2
▪ Jugements neutres, sans autre réponse très caractérisée	3
▪ Jugements négatifs, mais eau peut-être buvable	10
Dont : - « calcaire » - « potable » ou « sans goût » ⁽¹⁾	4
- « calcaire »- « bonne »	3
- « calcaire » - « claire »	2
- « chlorée » - « potable » ⁽¹⁾	1
▪ Jugements négatifs les deux fois	33
Dont : - « calcaire » - « chlorée » ⁽¹⁾	9
- « mauvaise » - « calcaire » ⁽¹⁾	7
- « calcaire » - « mauvais aspect » ⁽¹⁾	4
- « mauvaise » - « chlorée » ⁽¹⁾	3
- « mauvaise » - « mauvais aspect » ⁽¹⁾	3
- « mauvais aspect » - « chlorée » ⁽¹⁾	2
▪ Jugement négatif, sans autre réponse très caractérisée	8
▪ Autres cas (réponses autres, divers)	4

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

⁽¹⁾ Et vice versa

On peut, dans ces conditions, estimer que l'eau recueillie au robinet est considérée :

- **Plutôt négativement, par 41 % de la population.**
- **Plutôt positivement, par 34 % de la population.**

- **De façon mitigée, par 17 % :** 7 % admettent qu'elle est bonne, mais qu'elle a un défaut (souvent, elle est calcaire) ; 10 % ne la trouvent pas nette, mais admettent qu'elle est peut-être buvable.

Enfin, les jugements sont plus difficiles à caractériser dans 8 % des cas.

Cette analyse est cependant largement interprétative. C'est la raison pour laquelle nous ne retiendrons, dans les pages suivantes, que la 1^{ère} réponse fournie.

➤ ***Les non-buveurs d'eau du robinet sont précisément plus critiques sur la qualité de cette eau***

Les raisons conduisant les non-consommateurs d'eau du robinet à cette attitude d'abstinence ont été décrites précédemment. Il est possible cependant de parcourir, dirons-nous, le chemin inverse en examinant si le jugement porté sur la qualité de l'eau recueillie –à travers le premier adjectif cité– joue sur le fait que l'on consomme ou pas cette eau. On ne s'en étonnera pas : un lien effectif apparaît très nettement (Tableau 70). Ainsi :

- Les personnes qui formulent une appréciation négative sur l'eau du robinet ne la boivent pas dans 62 % des cas (contre 42 % en moyenne de non-buveurs dans l'ensemble de la population).
- Inversement, quand on juge favorablement l'eau du robinet, on la consomme habituellement (à quasiment 80 %).
- De même, les personnes qui émettent un avis considéré comme neutre sur l'eau du robinet la consomment plus fréquemment qu'en moyenne. Cette attitude n'a rien de surprenant puisque, par ailleurs, on l'a vu, le premier adjectif est souvent suivi d'un second adjectif soulignant les propriétés positives de l'eau du robinet.

On remarque par ailleurs que c'est surtout quand l'eau a **mauvais goût (elle est « mauvaise »)**, lorsqu'elle a un mauvais aspect, qu'on ne la boit pas. La teneur en calcaire, le goût de chlore constituent aussi des obstacles à la consommation de l'eau du robinet, mais **43 % de ceux qui la trouvent calcaire et 45 % de ceux la considèrent chlorée continuent de la boire.**

Tableau 70

La consommation de l'eau du robinet, selon le premier adjectif cité pour la qualifier
(Début 2000)

(en %)

	Boit habituellement l'eau du robinet	Ne boit pas habituellement l'eau du robinet	Total
▪ Bonne	88	12	100
▪ Claire.....	67	33	100
▪ Fraîche	83	17	100
<i>Appréciations positives</i>	78	22	100
▪ Potable	75	25	100
▪ Neutre.....	82	18	100
<i>Appréciations neutres</i>	77	23	100
▪ Calcaire	43	57	100
▪ Chlorée.....	45	55	100
▪ Mauvaise.....	18	82	100
▪ Mauvais aspect.....	33	67	100
<i>Appréciations négatives</i>	38	62	100
Ensemble.....	58	42	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Alors que 58 % des Français consomment habituellement l'eau du robinet, c'est seulement le cas de 18 % des personnes qui, pour qualifier cette eau, disent qu'elle est « mauvaise ».

Le même constat peut être fait pour la boisson principale des repas :

- Quand on boit **uniquement de l'eau en bouteille**, on porte, à 71 %, une appréciation négative sur l'eau que l'on recueille chez soi (contre 49 % en moyenne).
- Quand on boit **uniquement de l'eau du robinet**, on porte, à 55 %, une appréciation positive sur cette eau (contre 37 % en moyenne) et à 16 %, une appréciation neutre (contre 12 %).

➤ **Des consommateurs « prudents », d'autres « dépités »**

Il reste que parmi les individus qui jugent négativement l'eau du robinet, 17 % boivent, malgré tout et exclusivement, cette eau lors des repas. **Ce groupe de « consommateurs dépités » représente au total 8 % de l'ensemble de la population** (Tableau 71).

A l'inverse, parmi les individus qui jugent positivement (ou de façon neutre) l'eau du robinet, 20 % boivent exclusivement de l'eau en bouteille lors des repas. **Ce groupe de « non-consommateurs prudents » représente 10 % de l'ensemble de la population.**

Ces « non-consommateurs prudents » (buveurs exclusivement d'eau en bouteille, alors qu'ils qualifient de façon positive ou neutre l'eau du robinet chez eux) se caractérisent par deux éléments principaux :

- * Ils résident plus souvent dans **l'Ouest de la France** (c'est le cas de 25 % de ces consommateurs, alors qu'en moyenne, 14 % de la population française habite cette région).
- * Ils sont plus souvent « **retraités** » (36 %, soit 13 points de plus qu'en moyenne).

Remarquons qu'ils s'estiment davantage informés qu'en moyenne sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs de leur région (31 %, + 10 points) et pensent que l'information sur la qualité des eaux des rivières est crédible (51 %, + 10 points). **C'est donc bien la prudence qui les anime.**

Par contre, les « **consommateurs dépités** » qui, bien que jugeant négativement l'eau du robinet chez eux, la consomment en exclusivité répondent à trois caractéristiques principales :

- * Ils habitent plus souvent la région **Méditerranée** (28 %, contre 12 % en moyenne).
- * Ils disposent plus fréquemment **de revenus plus faibles** qu'en moyenne (46 % ont moins de 10 000 Francs dans leur ménage, soit 8 points de plus qu'en moyenne).
- * Il s'agit plus souvent de **femmes au foyer** (21 %, + 8 points par rapport à la moyenne).

Ces individus estiment plus qu'en moyenne que la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée ces dix dernières années (69 %, + 10 points), situation qu'ils imputent plus souvent aux rejets des égouts des villes (24 %, + 10 points). Autrement dit, l'eau potable chez eux ne leur paraît pas bonne et ils s'en méfient, mais ils la consomment, probablement pour des raisons financières.

Tableau 71

La répartition de la population en fonction de ses attitudes vis-à-vis de l'eau du robinet

(en %)

<i>(Appréciation sur l'eau du robinet 1^{er} adjectif cité)</i>	Pendant les repas, boit ...				Total
	exclusivement de l'eau en bouteille	exclusivement de l'eau du robinet	eau en bouteille et eau du robinet	une autre boisson	
▪ Positive	8**	17	9	3	37
▪ Négative	28	8*	9	4	49
▪ Neutre	2**	5	4	1	12
Ensemble (y c. autres appréciations et ne sait pas).....	39	32	22	7	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

Exemple de lecture : Au total, 8 % de la population décrivent l'eau du robinet chez eux de façon positive, mais boivent uniquement de l'eau en bouteille lors des repas.

* Consommateurs dits « dépités » dans le texte.

** Consommateurs dits « prudents » dans le texte.

➤ ***Les jugements dépendent peu des caractéristiques socio-démographiques ...***

En vérité, **la façon dont l'eau du robinet est décrite diffère très peu d'un milieu à l'autre**. Certes, quelques divergences apparaissent : par exemple, on définit plus souvent comme « calcaire » l'eau recueillie quand on est membre de professions intermédiaires, qu'on dispose de bas comme de hauts revenus, quand on est non-diplômé ou âgé (Tableau 72). Mais les écarts sont finalement faibles. Il y a là le signe **que les jugements émis ne reposent pas uniquement sur une appréciation totalement subjective**, qui varierait en fonction du niveau de formation, de l'âge ou du niveau de vie.

Tableau 72

**Le premier adjectif évoqué pour caractériser l'eau du robinet recueillie chez l'enquêté,
selon ses caractéristiques socio-démographiques**
(Début 2000)

	Bonne	Claire	Calcaire	Chlorée	Mauvaise	Total (y. c. n.s.p.)
<i>(en %)</i>						
Sexe						
· Homme	19	15	22	11	8	100
· Femme	17	15	25	11	12	100
Age						
· Moins de 25 ans	18	14	25	7	11	100
· 25-39 ans.....	17	13	24	12	11	100
· 40-59 ans.....	18	14	21	12	10	100
· 60-69 ans.....	20	18	21	10	10	100
· 70 ans et plus	21	18	26	10	7	100
Diplôme						
· Aucun diplôme (ou seulement CEP)....	20	14	29	9	13	100
· BEPC, technique (inf. au bac)	20	15	20	12	9	100
· Bac, niv. Bac	13	17	23	11	10	100
· Diplôme du supérieur	16	13	23	11	7	100
Profession exercée						
· Indépendant(1).....	19	11	21	16	11	100
· Cadre supérieur.....	15	16	23	14	6	100
· Profession intermédiaire	15	14	26	14	8	100
· Employé.....	18	10	27	8	12	100
· Ouvrier.....	18	15	22	9	10	100
· Reste au foyer	21	13	21	13	12	100
· Retraité	19	18	23	10	8	100
· Autre inactif(2)	15	18	20	6	11	100
Revenu mensuel du foyer						
· Moins de 6 000 Francs.....	19	16	26	9	10	100
· 6 000 à 9 999 Francs.....	19	11	22	13	11	100
· 10 000 à 14 999 Francs.....	18	16	23	10	9	100
· 15 000 à 19 999 Francs.....	20	16	20	10	10	100
· 20 000 Francs et plus	13	16	27	10	7	100
Ensemble	18	15	23	11	10	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 26 % des septuagénaires utilisent le mot « calcaire » comme premier adjectif pour qualifier l'eau du robinet chez eux, contre 23 % de la population en moyenne.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

➤ ... Mais ils varient plus en fonction de la région de résidence

Par contre, les jugements sur l'eau du robinet dépendent davantage du lieu de résidence et surtout de la **région d'habitation**, signe qu'il y aurait bien des variations régionales

de la qualité « objective » de cette eau. D'ailleurs, à l'intérieur même de chaque région prise une à une, les variations socio-démographiques sont relativement faibles et, en tout état de cause, nettement inférieures aux variations qui existent, entre les régions, pour chaque même groupe socio-démographique²⁸.

Trois principaux constats se dégagent de l'analyse géographique des adjectifs utilisés par les enquêtés pour qualifier l'eau qu'ils recueillent au robinet (Tableau 73) :

- * L'eau est plus souvent jugée « bonne » dans les petites agglomérations. Elle est plus souvent considérée comme « chlorée » dans les agglomérations moyennes. Elle est plus fréquemment « calcaire » dans l'agglomération parisienne. Mais les variations selon la taille de l'agglomération sont inférieures aux écarts régionaux.
- * Dans le Nord, l'eau est qualifiée de « calcaire » par 51 % des habitants (contre 23 % en moyenne) et de carrément « mauvaise » par 15 %. Dans la région méditerranéenne, elle est souvent qualifiée de « calcaire » ou de « chlorée ».

D'une façon générale, les variations régionales les plus importantes concernent la teneur en calcaire de l'eau : celle-ci est évoquée par seulement 4 % des habitants du Sud-Ouest, contre 51 % de ceux du Nord, 30 % des franciliens et 26 % des méditerranéens.

- * C'est dans le Sud-Ouest et le Centre-Est que les avis positifs sont le plus souvent émis, qualifiant l'eau de « bonne » ou de « claire ».

²⁸ Par exemple, dans le Nord de la France, 74 % des bas revenus jugent négativement l'eau du robinet, ainsi que 90 % des hauts revenus. De même, dans le Sud-Ouest, 31 % des bas revenus jugent négativement l'eau recueillie, ainsi que 28 % des hauts revenus. Autrement dit, quel que soit le groupe socio-démographique retenu, dans le Nord, l'eau est jugée nettement plus négativement que dans le Sud-Ouest.

Tableau 73

**Le premier adjectif évoqué pour caractériser l'eau du robinet recueillie chez l'enquêté,
selon le lieu de résidence**
(Début 2000)

(en %)

	Bonne	Claire	Calcaire	Chlorée	Mauvaise	Total (y. c. n.s.p.)
Taille de l'agglomération						
• Moins de 2 000 habitants	22	15	21	13	9	100
• 2 000 à 20 000 habitants	21	16	22	8	11	100
• 20 000 à 100 000 habitants	14	13	19	17	10	100
• 100 000 habitants et plus.....	17	14	24	9	9	100
• Paris et agglomération parisienne ..	15	13	30	7	12	100
Région						
• Région Parisienne	15	12	30	8	12	100
• Nord	10	6	51	4	15	100
• Est	20	16	21	11	9	100
• Bassin Parisien	16	12	24	14	11	100
• Ouest	15	18	17	16	10	100
• Sud Ouest	29	22	4	8	8	100
• Centre Est.....	24	21	20	7	7	100
• Méditerranée	17	9	26	16	7	100
Ensemble	18	15	23	11	10	100

Source : CREDOC –AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », Début 2000.

Exemple de lecture : 51 % des habitants du Nord utilisent l'adjectif « calcaire » pour qualifier l'eau du robinet chez eux, contre 23 % de la population en moyenne.

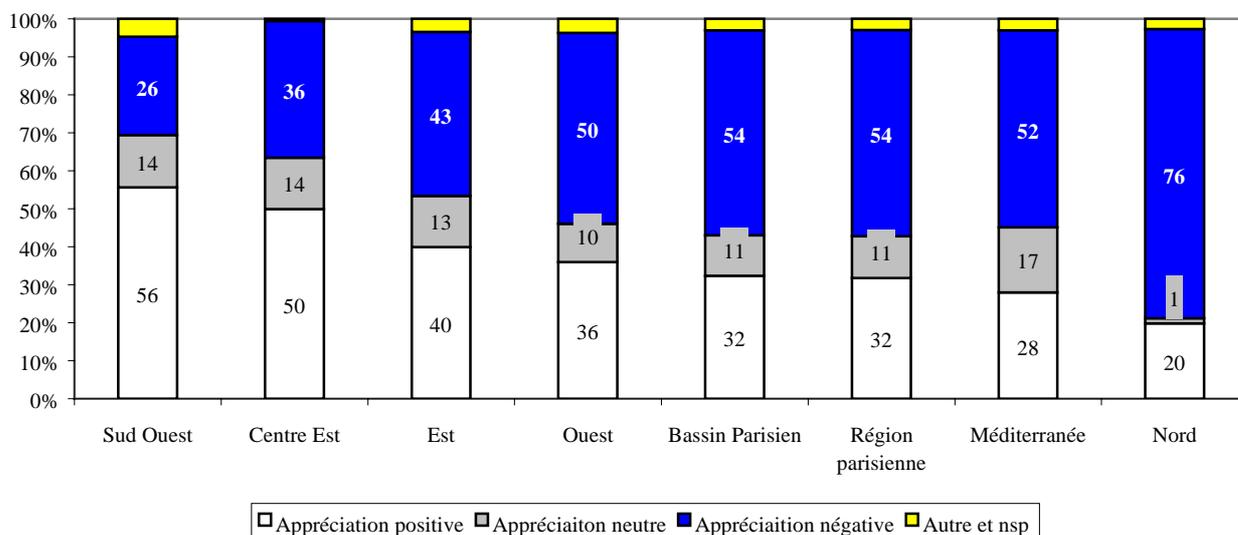
Le Graphique 9 mesure l'ampleur de ces variations en regroupant les adjectifs positifs, négatifs ou neutres²⁹. Il apparaît bien quatre groupes de régions :

- Celui où une majorité d'habitants juge plutôt **positivement** l'eau du robinet : cela concerne le **Sud-Ouest** (56 % d'avis positifs) et le **Centre-Est** (50 %).
- Celui où les avis **positifs**, cumulés avec les avis neutres, sont un peu plus nombreux que les jugements négatifs : cela concerne **l'Est**.
- Celui où les avis **négatifs l'emportent**, mais sans dépasser les 55 % : on trouve ici l'Ouest (50 % d'avis négatifs), la Méditerranée (52 %), le Bassin Parisien et la Région Parisienne (54 %).
- Celui où les jugements **négatifs** sont présents à plus de 75 % : le Nord de la France obtient, de ce point de vue, la palme des critiques (76 % d'avis négatifs).

²⁹ Le Graphique 9 ne porte que sur les variations régionales. Les autres critères d'analyse figurent au Tableau A4 en annexe.

Graphique 9

Le sens du premier adjectif évoqué pour caractériser l'eau du robinet, selon la région de résidence



Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Ce classement, comparé à celui où l'on hiérarchisait les régions selon le taux de consommation de l'eau du robinet (*cf.* Tableau 53 ci-dessus), ne présente que deux « surprises » :

- L'Ouest de la France est une région de « petite » consommation. Or, l'eau du robinet y est plutôt de qualité « moyenne ». Cela tient, on l'a vu, au fait que par prudence, une bonne partie des habitants de cette région recourent exclusivement à l'eau en bouteille, alors même qu'ils jugent positivement la qualité de l'eau du robinet chez eux.
- La Méditerranée est une région de « grosse consommation » de l'eau du robinet, alors même que les avis négatifs l'emportent pour décrire cette eau. Cela tient au fait que le pourcentage de « consommateurs dépités », contraints pour des raisons financières à consommer une eau peu appréciée (*cf.* ci-dessus), y est plus élevé qu'en moyenne.

Le classement des régions selon :	
Le pourcentage de consommateurs de l'eau du robinet	La qualité ressentie de l'eau du robinet
Régions de « petite » consommation <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nord ▪ Ouest 	Mauvaise « qualité » <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nord
Régions de consommation « moyenne » <ul style="list-style-type: none"> ▪ Région Parisienne ▪ Bassin Parisien ▪ Est 	Qualité « moyenne » <ul style="list-style-type: none"> ▪ Région Parisienne ▪ Bassin Parisien ▪ Méditerranée ▪ Ouest
Régions de «grosse » consommation <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sud-Ouest ▪ Centre-Est ▪ Méditerranée 	Qualité « moyenne + » <ul style="list-style-type: none"> ▪ Est « Bonne » qualité <ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre-Est ▪ Sud-Ouest

Remarquons enfin que quand on juge positivement l'eau recueillie au robinet, on estime plus souvent qu'en moyenne que l'information sur la qualité de l'eau des rivières est crédible (on le croit à 49 %, soit 8 points de plus qu'en moyenne).

Par contre, quand on juge négativement cette eau, on croit bien plus que la qualité de l'eau des rivières s'est dégradée depuis une décennie (à 70 %, + 11 points), que l'information sur cette eau n'est pas crédible (à 63 %, + 8 points) et qu'elle est insuffisante (à 87 %, + 5 points). On est également plus fréquemment « très inquiet » de la pollution des mers (à 58 %, + 4 points), de celles des rivières (à 31 %, + 5 points) ou de la pollution des nappes souterraines (à 47 %, + 5 points). Autrement dit, **recueillir chez soi une eau jugée de qualité médiocre tend à renforcer l'inquiétude sur les pollutions aquatiques et à accroître les doutes sur l'information donnée sur ces sujets.**

2.2. Un sentiment nuancé sur l'évolution de la qualité de l'eau du robinet

Les jugements négatifs équilibrant les opinions positives ou neutres à la question précédente, on ne s'étonnera pas de retrouver un certain partage des réponses en ce qui concerne, cette fois, **l'évolution ressentie de la qualité de l'eau du robinet** (Tableau 74).

Cet équilibre n'est cependant que relatif, car même si un nombre important d'enquêtés (41 %) estiment que la qualité de cette eau est **identique** à ce qu'elle était il y a dix ans, **38 % pensent qu'elle est moins bonne aujourd'hui**.

Comparée à 1995, la situation s'est cependant légèrement améliorée : il y a cinq ans, 14 % de la population estimaient que la qualité de l'eau s'était bonifiée avec le temps, contre 19 % aujourd'hui (+ 5 points en cinq ans).

Tableau 74

Globalement, par rapport à il y a dix ans, pensez-vous que la qualité de l'eau du robinet est ...

	Début 1995 (A)	Début 2000 (B)	Evolution 1995-2000 (B)-(A)
• Meilleure	13,9	19,1	+ 5,2
• Moins bonne	39,5	38,4	- 1,1
• Identique	45,8	41,4	- 4,4
• <i>Ne sait pas</i>	0,8	1,1	
Total	100,0	100,0	

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Autrement dit, le sentiment prévaut dans la population que, comparée à il y a 10 ans, **la qualité de l'eau est restée stable (41 %) ou s'est plutôt détériorée (38 %)**. Mais ce sentiment de « stabilité-détérioration » a légèrement reculé par rapport à 1995.

L'analyse de cette question ne manque d'ailleurs pas d'ambiguïté, au moins pour ce qui concerne la réponse « la qualité est restée identique ». En effet, cette « identité » peut être comprise dans un sens positif (« l'eau était bonne, elle l'est restée ») ou dans un sens péjoratif (« elle était mauvaise, elle l'est toujours »). D'ailleurs, parmi les individus jugeant la qualité de l'eau du robinet **identique** à celle d'il y a une décennie, 44 % qualifient aujourd'hui cette eau **positivement** (premier adjectif cité) et 14 % de **façon neutre**. Mais 39 % la qualifient **négativement**.

Ceci étant, l'examen des variations des réponses en fonction des critères géographiques, socio-démographiques, ou en fonction d'autres opinions, permet de tirer trois enseignements intéressants :

A - Signe que cette question est probablement plus subjective que celle concernant la qualité présente de l'eau, **les écarts régionaux de réponses ne sont pas ici notoirement plus élevés que les variations enregistrées en fonction des variables socio-démographiques.**

- * Pour ce qui concerne les individus estimant que la qualité de l'eau du robinet **se dégrade**, ceux-ci sont plus nombreux dans la région **Nord** (49 % de jugements « l'eau est moins bonne »), puis dans l'**Ouest** (46 %) et le **Bassin Parisien** (45 %). Cela touche aussi plus qu'en moyenne les villes de **20 000 à 100 000 habitants** (46 %, cf. Tableau 75).

Mais le taux est également élevé chez les **travailleurs indépendants** (49 %) et chez les **non-diplômés** (46 %).

- * Le pourcentage d'individus considérant que la qualité de l'eau du robinet est **meilleure** qu'il y a dix ans, est un peu plus élevé dans l'**agglomération parisienne** (24 %, contre 19 % en moyenne) et surtout chez les **cadres supérieurs** (30 %). Ces derniers constituent même le seul groupe où le nombre de personnes croyant à une amélioration qualitative de l'eau est supérieur à ceux qui croient à une dégradation.

Tableau 75
Appréciation de l'évolution de la qualité de l'eau du robinet depuis 10 ans,
selon quelques variables de localisation
 (Début 2000)

	<i>(en %)</i>			
	Meilleure	Moins bonne	Identique	Total (y c. n.s.p.)
Taille de l'agglomération de résidence				
• Moins de 2 000 habitants	17	43	39	100
• 2 000 à 20 000 habitants	15	37	46	100
• 20 000 à 100 000 habitants	22	46	31	100
• 100 000 habitants et plus	20	37	43	100
• Paris et agglomération parisienne	24	27	45	100
Région				
• Région Parisienne	24	28	45	100
• Nord	11	49	40	100
• Est	20	39	38	100
• Bassin Parisien	14	45	41	100
• Ouest	17	46	37	100
• Sud Ouest	22	35	41	100
• Centre Est	22	34	45	100
• Méditerranée	21	36	42	100
Ensemble	19	38	41	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

En tout état de cause, on relève que plus le niveau de formation s'élève, plus on croit à une amélioration relative de la qualité de l'eau depuis 10 ans. A l'inverse, plus les revenus sont bas, plus on estime que la qualité de l'eau du robinet s'est détériorée. Les femmes croient aussi davantage que les hommes à cette détérioration.

Tableau 76
Appréciation de l'évolution de la qualité de l'eau du robinet depuis 10 ans,
selon quelques variables socio-démographiques
(Début 2000)

	<i>(en %)</i>			
	Meilleure	Moins bonne	Identique	Total (y c. n.s.p.)
Sexe				
• Homme	21	34	44	100
• Femme	17	43	39	100
Age				
• Moins de 25 ans.....	17	40	41	100
• 25-39 ans.....	20	40	38	100
• 40-59 ans.....	20	38	41	100
• 60-69 ans.....	17	33	50	100
• 70 ans et plus	17	38	44	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement CEP)....	15	46	38	100
• BEPC, technique (inf. au bac)	19	39	41	100
• Bac, niv. bac	21	33	46	100
• Diplôme du supérieur	23	32	44	100
Profession exercée				
• Indépendant(1).....	11	49	40	100
• Cadre supérieur.....	30	29	41	100
• Profession intermédiaire	21	36	42	100
• Employé.....	19	41	38	100
• Ouvrier.....	20	42	37	100
• Reste au foyer	23	39	37	100
• Retraité	15	36	48	100
• Autre inactif(2)	19	33	45	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 Francs.....	16	43	40	100
• 6 000 à 9 999 Francs.....	18	43	37	100
• 10 000 à 14 999 Francs.....	22	38	40	100
• 15 000 à 19 999 Francs.....	22	28	49	100
• 20 000 Francs et plus	21	33	46	100
Ensemble	19	38	41	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

B - Si l'on analyse cette question en évolution –c'est-à-dire par comparaison des réponses de 1995 et 2000-, **c'est dans la région Nord qu'il semble que le sentiment de détérioration se soit le plus accentué.** A l'opposé, c'est dans le Sud-Ouest surtout, mais aussi dans l'Ouest, le Bassin Parisien et la Région Parisienne, que l'on perçoit le plus que l'eau du robinet s'est bonifiée.

Ainsi, l'analyse en fonction de la localisation (Tableau 77) montre que le **sentiment que la qualité de l'eau est identique a reculé partout. Parallèlement, celui qu'elle s'améliore s'est systématiquement accru, sauf dans un cas : le Nord de la France.** Dans cette région, le pourcentage d'individus estimant l'eau moins bonne a gagné 10 points depuis 1995.

A l'opposé, dans quatre régions, le nombre d'individus qualifiant positivement cette évolution (« elle est meilleure ») s'est accru en même temps qu'a reculé le nombre de ceux la jugeant négativement (« elle est moins bonne ») : cela concerne le Sud-Ouest, la Région Parisienne, le Bassin Parisien et l'Ouest.

Les jugements, dans leur globalité, se sont aussi améliorés dans les petites communes (moins de 2 000 habitants), voire dans les agglomérations moyennes (2 000 à 20 000 habitants).

Tableau 77
Evolution, entre 1995 et 2000, des appréciations sur l'évolution de l'eau du robinet

	Meilleure			Moins bonne			Identique		
	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000
Taille de l'agglomération									
• Moins de 2 000 habitants.....	8	17	+ 9	43	43	=	48	39	- 9
• 2 000 à 20 000 habitants.....	14	15	+ 1	46	37	- 9	39	46	7
• 20 000 à 100 000 habitants.....	14	22	+ 8	39	46	+ 7	46	31	- 15
• 100 000 habitants et plus.....	16	20	+ 4	37	37	=	47	43	- 4
• Paris et agglomération parisienne	20	24	+ 4	32	27	- 5	48	45	- 3
Région									
• Région Parisienne.....	19	24	+ 5	34	28	- 6	47	45	- 2
• Nord.....	20	11	- 9	39	49	+ 10	41	40	- 1
• Est.....	12	20	+ 8	36	39	+ 3	51	38	- 13
• Bassin Parisien.....	9	14	+ 5	49	45	- 4	41	41	=
• Ouest.....	12	17	+ 5	50	46	- 4	38	37	- 1
• Sud Ouest.....	9	22	+ 13	41	35	- 6	49	41	- 8
• Centre Est.....	15	22	+ 7	26	34	+ 8	59	45	- 14
• Méditerranée.....	18	21	+ 3	35	36	+ 1	45	42	- 3
Ensemble.....	14	19	+ 5	40	38	- 2	46	41	- 4

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Dans le Nord, l'impression que l'eau du robinet est moins bonne a progressé de 10 points en 5 ans. En même temps, l'impression qu'elle est meilleure a reculé de 9 points.

Plus généralement, on relève que chez **les ouvriers, les employés et les femmes au foyer, chez les titulaires de revenus de 10 000 à 20 000 Francs par mois**, l'impression que l'eau du robinet est meilleure a cru assez fortement tandis que le sentiment qu'elle est moins bonne a reculé³⁰.

A l'inverse, il y a eu une montée du sentiment de dégradation chez les travailleurs indépendants.

C - Enfin, les réponses sur cette question dépendent beaucoup du jugement que l'on porte sur la qualité « actuelle » de l'eau. Si on ne la boit pas, si on la juge négativement, on pense davantage que sa qualité s'est détériorée depuis 10 ans, signe de l'existence d'un « effet de loupe » (si elle n'est pas bonne aujourd'hui, c'est qu'elle a eu plutôt tendance à se détériorer).

A l'inverse, si on boit toujours l'eau du robinet, si on porte sur elle une appréciation plutôt positive -ou neutre-, on a plutôt tendance à estimer qu'elle est plutôt meilleure qu'il y a dix ans ou, surtout, identique.

Tableau 78

Appréciation de l'évolution de la qualité de l'eau du robinet, selon que l'on boit cette eau ou selon la façon dont on la juge

(en %)

	Ensemble de la population	Dont : consomme habituellement l'eau du robinet		Dont : jugement sur l'eau du robinet aujourd'hui ⁽¹⁾		
		Oui	Non	appréciation positive	appréciation neutre	appréciation négative
• Meilleure	19	23	14	28	28	10
• Moins bonne	38	29	52	21	21	56
• Identique.....	41	48	32	50	50	33
• <i>Ne sait pas</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Total.....	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

⁽¹⁾ Il s'agit du premier adjectif cité.

³⁰ Voir le tableau en annexe (Tableau A5).

Autrement dit, le jugement sur **l'évolution** de la qualité de l'eau du robinet est autant un indicateur sur sa qualité présente, que sur son évolution temporelle. Cette question subit d'ailleurs, plus que d'autres, **l'influence de toute une série de craintes relatives aux pollutions aquatiques**. Ainsi, quand on trouve que la qualité de l'eau du robinet s'est dégradée depuis dix ans, on est plus qu'en moyenne « très inquiet » de la pollution des rivières ou de celle des mers et des côtes. On estime aussi plus fréquemment que la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée depuis une décennie ; et l'on est plus sensible aux risques liés à la consommation de produits alimentaires. Il s'agit là, plus globalement, d'une population plus critique qu'en moyenne sur la société, sur l'état de l'environnement ou sur l'information fournie sur ces sujets (Tableau 79).

Remarquons enfin que c'est surtout le fait que l'eau recueillie au robinet ait « un mauvais goût », qu'elle soit « chlorée », qui influe ici sur les jugements, et nettement moins le fait qu'elle soit « calcaire ».

Tableau 79

Quelques opinions et attitudes sur-représentées chez les individus qui estiment que la qualité de l'eau du robinet est moins bonne qu'il y a dix ans
(38 % de la population)

	<i>(en %)</i>	
▪ Emet une appréciation négative sur l'eau du robinet (1 ^{er} adjectif cité).....	70	+ 21
▪ Estime que, depuis 10 ans, la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée	78	+ 19
▪ Ne boit pas habituellement l'eau du robinet	57	+ 15
▪ Bois exclusivement de l'eau en bouteille aux repas	52	+ 13
▪ Premiers adjectifs pour qualifier l'eau du robinet chez soi : « chlorée » ou « mauvais goût »	34	+ 13
▪ Ne trouve pas crédible l'information sur la qualité des eaux des rivières et des lacs	68	+ 13
▪ Est « très inquiet » de la pollution des rivières et des lacs	35	+ 9
▪ Pense que la société a besoin de se transformer profondément.....	83	+ 6
▪ Est « beaucoup » inquiet des risques liés à la consommation de produits alimentaires	33	+ 6
▪ Est « très inquiet » de la pollution des mers et des côtes	60	+ 6

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

Exemple de lecture : Parmi les individus qui trouvent que la qualité de l'eau du robinet est moins bonne qu'il y a dix ans, 57 % ne boivent pas l'eau du robinet chez eux, soit 15 points de plus qu'en moyenne.

3. Quelques opinions sur l'origine de l'eau du robinet, sur le traitement des eaux usées et sur les sources d'informations dans le domaine

Pour nos concitoyens, l'eau du robinet est un bien de consommation tellement courant, avec lequel ils sont, par habitude, tellement familiarisés, qu'ils ont manifestement du mal à concevoir son cheminement, à travers toutes ces étapes successives que sont la captation de l'eau, son traitement, sa distribution, puis, après son utilisation, son épuration et son rejet dans la nature.

3.1. La provenance de l'eau du robinet

Environ **une personne sur deux** (45 % exactement, cf. Tableau 80) pense que l'eau du robinet **provient de nappes souterraines** ; 28 % pensent qu'elle provient des eaux fluviales. Une bonne partie de nos concitoyens sait donc que l'eau du robinet est issue de captages superficiels ou souterrains³¹.

Il n'en demeure pas moins que **21 % des Français croient que l'eau distribuée dans leur commune provient du traitement des eaux usées** ! Cette réponse cristallise le manque d'information sur l'origine hydrologique de l'eau du robinet.

Tableau 80

Selon vous, dans votre commune, d'où provient l'eau du robinet ?

(en %)

<i>(Classement par ordre décroissant des réponses)</i>	
• Du traitement de l'eau provenant de nappes souterraines .	45,2
• Du traitement de l'eau des rivières et des lacs	27,7
• Du traitement et du recyclage des eaux usées	21,2
• <i>Ne sait pas</i>	5,9
Total.....	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

³¹ En réalité, 60 % de l'eau potable provient de captages souterrains, 40 % des eaux de surface.

On aurait pu penser que l'origine supposée de l'eau du robinet agirait sur la sensibilité affichée à l'égard des risques de pollution des plans d'eau. En d'autres termes, on aurait pu croire que les individus qui considèrent que l'eau du robinet provient des nappes souterraines, se soucieraient davantage de la pollution de ces nappes. De même que les craintes concernant la pollution des rivières et des lacs seraient plus développées chez ceux qui considèrent que l'eau courante provient des rivières et des lacs. **Aucune variation significative de ce type n'apparaît** (Tableau 81). Il est vrai que le niveau d'inquiétudes sur ces sujets est tel que l'effet ne pouvait qu'être très ténu.

Tableau 81
Les inquiétudes à l'égard de la pollution des plans d'eau naturels,
selon l'origine supposée de l'eau du robinet

	Ensemble de la de la population	<i>(en %)</i>	
		Dont, pense que l'eau du robinet provient :	
		de l'eau des rivières et des lacs	de l'eau des nappes souterraines
Inquiétudes à l'égard des risques de pollution des nappes souterraines :			
• Plutôt inquiet.....	86	85	86
• Plutôt pas inquiet.....	14	15	14
Total	100	100	100
Inquiétudes à l'égard des risques de pollution des rivières et des lacs :			
• Plutôt inquiet.....	80	80	78
• Plutôt pas inquiet.....	20	20	22
Total	100	100	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Il reste qu'on peut faire, sur cette question, **trois constats** :

- * D'abord, on sait que l'origine de l'eau varie sensiblement selon les zones desservies. Or, on constate que **les variations de réponses sont effectivement fortes selon la localisation** (taille de l'agglomération, région). Ainsi, **plus la taille de l'agglomération de résidence est petite, plus on estime que l'eau provient des nappes phréatiques** : 64 % des habitants de communes rurales le pensent, contre 25 % des Franciliens (Tableau 82). L'attitude de ces derniers est d'ailleurs assez atypique : le plus grand nombre d'entre eux (37 %) sont convaincus que l'eau qu'ils

recueillent au robinet provient du recyclage des eaux usées. Alors qu'en vérité, celle-ci provient de la Marne et de la Seine, voire des nappes phréatiques.

Dans le Nord, le Bassin Parisien et l'Est, de 56 à 66 % des habitants pensent que l'eau du robinet provient des nappes souterraines. Dans le Sud-Ouest et la Méditerranée, une majorité relative pense qu'elle provient de l'eau des rivières et des lacs.

Tableau 82
Origine supposée de l'eau du robinet, selon quelques variables de localisation

(en %)

	Recyclage des eaux usées	Traitement de l'eau des rivières et des lacs	Traitement des nappes souterraines	Total (Y c. n.s.p.)
Taille de l'agglomération de résidence				
• Moins de 2 000 habitants	10	20	64	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	18	29	48	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	27	30	36	100
• 100 000 habitants et plus.....	22	33	41	100
• Paris et son agglomération	37	28	25	100
Région				
• Région Parisienne	35	26	30	100
• Nord	25	6	66	100
• Est	16	22	56	100
• Bassin Parisien	20	13	59	100
• Ouest	18	34	44	100
• Sud Ouest.....	14	45	36	100
• Centre Est.....	17	35	47	100
• Méditerranée	19	40	34	100
Ensemble.....	21	28	45	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

- * **Ensuite, les variations socio-démographiques sont relativement faibles.** On ne voit pas, en particulier, apparaître ici, comme on aurait pu le penser, d'effet du niveau de formation. **L'effet le plus net, au contraire, est lié à l'âge** : plus on est jeune, plus on pense que l'eau du robinet vient du recyclage des eaux usées ; cette opinion est ainsi celle de 25 % des moins de 40 ans, contre 14 % seulement des plus de 70 ans (Tableau 83).

On peut donc penser que sur ces sujets, **le niveau de connaissance dépend plus de l'expérience que de la formation.** Signe qu'il y a là un gros effort d'information à réaliser.

Tableau 83

Origine supposée de l'eau du robinet, selon quelques variables socio-démographiques

	Recyclage des eaux usées	Traitement de l'eau des rivières et des lacs	Traitement des nappes souterraines	(en %) Total (Y c. n.s.p.)
Sexe				
• Homme.....	19	29	48	100
• Femme.....	23	27	42	100
Age				
• Moins de 25 ans	26	21	44	100
• 25-39 ans	25	25	44	100
• 40-59 ans	20	30	45	100
• 60-69 ans	18	36	42	100
• 70 ans et plus.....	14	29	50	100
Diplôme				
• Aucun diplôme (ou seulement CEP) .	19	27	45	100
• BEPC, technique (inf. au bac).....	21	29	44	100
• Bac, niv. bac.....	26	24	46	100
• Diplôme du supérieur.....	21	27	48	100
Profession exercée				
• Indépendant(1)	17	31	50	100
• Cadre supérieur	19	24	54	100
• Profession intermédiaire.....	23	25	47	100
• Employé	25	32	36	100
• Ouvrier	24	25	45	100
• Reste au foyer.....	23	25	45	100
• Retraité	15	33	47	100
• Autre inactif(2).....	28	17	47	100
Revenu mensuel du foyer				
• Moins de 6 000 Francs	21	26	43	100
• 6 000 à 9 999 Francs	22	28	46	100
• 10 000 à 14 999 Francs	20	27	49	100
• 15 000 à 19 999 Francs	22	30	44	100
• 20 000 Francs et plus.....	22	30	43	100
Ensemble	21	28	45	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

- * **Enfin, il apparaît un lien entre les jugements portés sur la qualité de l'eau du robinet et son origine présumée.** Certes, il ne s'agit pas de dire que les opinions émises sur cette eau sont déterminées par l'origine supposée de son captage. Mais on constate que **les individus qui croient que l'eau du robinet provient du recyclage des eaux usées émettent plus souvent des avis négatifs sur la qualité de cette eau** (Tableau 84).

Ainsi, croire que l'eau recueillie au robinet provient du recyclage des eaux usées va de pair avec le fait qu'on ne la boit pas (dans 47 % des cas, contre 42 % en moyenne), avec le sentiment que sa qualité se dégrade (à 45 %, contre 38 % en moyenne) et avec une appréciation négative de cette eau (à 62 %, contre 49 % en moyenne). Surtout, on la juge plus souvent « calcaire » (7 points de plus qu'en moyenne) et « mauvaise » (3 points de plus).

Par contre, on la boit un peu plus quand on pense qu'elle provient du traitement de l'eau des rivières et des lacs et on la qualifie alors de façon un peu plus positive qu'en moyenne (Tableau 84).

Tableau 84

Jugements et attitudes sur l'eau du robinet, selon l'opinion que l'on a sur son origine

(en %)

	Ensemble de la population	Dont : pense que l'eau du robinet provient ...		
		du recyclage des eaux usées	de l'eau des rivières et des lacs	de l'eau des nappes souterraines
Boit habituellement, chez soi, l'eau du robinet ?				
• La boit	58	53	65	56
• Ne la boit pas.....	42	47	35	44
Total	100	100	100	100
Evolution ressentie de l'eau du robinet				
• Meilleure	19	18	20	19
• Moins bonne.....	38	45	35	37
• Identique	41	37	44	43
Total (y c. n.s.p.)....	100	100	100	100
Appréciation portée sur l'eau du robinet (1^{er} adjectif cité)				
• Appréciation positive	37	26	42	39
• Appréciation neutre.....	12	9	14	12
• Appréciation négative	49	62	41	47
Total (y c. n.s.p.)....	100	100	100	100
1^{er} adjectif cité pour qualifier l'eau du robinet				
• Calcaire	23	30	15	25
• Chlorée.....	11	13	11	10
• Mauvaise	10	13	10	8
• Bonne	18	12	21	20
• Claire.....	15	12	16	16
Total (y c. n.s.p.)....	100	100	100	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Parmi les personnes qui pensent que l'eau du robinet provient du traitement et du recyclage des eaux usées, 62 % portent une appréciation négative sur cette eau (contre 49 % en moyenne).

3.2. Le traitement des eaux usées

Les difficultés de nos concitoyens sont encore plus grandes quand il s'agit de savoir ce que l'eau devient, une fois qu'elle a été utilisée (Tableau 85).

Certes, une majorité de la population (50 %) considère, à juste titre, que le Service d'Assainissement de l'eau épure les eaux usées afin de les rejeter dans la nature. Mais

cette majorité n'est que très étroite : **45 % de nos concitoyens pensent que les eaux usées sont épurées afin d'être redistribuées au robinet !**

Tableau 85

Selon vous, le Service de l'Assainissement de l'eau traite-t-il les eaux usées...

(en %)

<i>(Classement par ordre décroissant des réponses)</i>	Ensemble de la population	Dont : pense que l'eau du robinet provient du recyclage des eaux usées
▪ Afin de les rejeter dans la nature (rivières, lacs)	49,5	18,4
▪ Afin de les distribuer au robinet.....	44,8	77,6
▪ <i>Ne sait pas</i>	5,7	4,0
Total	100,0	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

D'ailleurs, parmi les enquêtés qui croient que l'eau potable provient du recyclage des eaux usées, 78 % pensent que l'Assainissement de l'eau sert, précisément, à traiter les eaux pour les redistribuer au robinet (contre 45 % en moyenne).

La méconnaissance du rôle du Service de l'Assainissement de l'eau est plus accentuée dans la **Région Parisienne** (55 %, contre 45 % en moyenne), chez **les jeunes** (moins de 25 ans), chez **les employés et les ouvriers** (Tableaux 86 et 87).

A l'inverse, les travailleurs indépendants surtout (à 64 %, contre 50 % en moyenne) et les retraités semblent savoir un peu mieux qu'en moyenne les objectifs de l'Assainissement de l'eau. Mais, à vrai dire, les variations apparaissent relativement faibles : dans tous les groupes socio-démographiques, **de 36 % à 56 % des individus pensent que les eaux usées sont épurées pour être directement redistribuées au robinet.**

Le taux est un peu plus faible dans les **petites communes**, signe que l'on y connaît mieux le cycle de l'eau ; mais même là, 37 à 39 % des habitants l'ignorent.

Tableau 86

Le rôle supposé du Service d'Assainissement de l'eau, selon le lieu de résidence

(en %)

	L'Assainissement de l'eau visé à traiter les eaux usées afin ...		Total (y c. n.s.p.)
	de les rejeter dans la nature	de les distribuer au robinet	
Taille de l'agglomération			
• Moins de 2 000 habitants.....	57	37	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	56	39	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	45	50	100
• 100 000 habitants et plus.....	49	47	100
• Paris et agglomération parisienne.....	34	56	100
Région			
• Région Parisienne.....	36	55	100
• Nord.....	54	43	100
• Est.....	47	46	100
• Bassin Parisien.....	52	42	100
• Ouest.....	51	44	100
• Sud Ouest.....	54	40	100
• Centre Est.....	58	41	100
• Méditerranée.....	50	44	100
Ensemble.....	50	45	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 56 % des habitants de Paris et de son agglomération pensent que le service d'assainissement a pour rôle de retraiter les eaux usées afin de les distribuer au robinet.

Ici, c'est l'effet d'âge qui est, après l'effet de la taille de l'agglomération de résidence, le plus important : plus on avance en âge, plus on sait que le traitement des eaux usées s'effectue afin de rejeter cette eau dans la nature. Ici aussi, **c'est l'expérience qui l'emporte donc.**

Tableau 87

**Le rôle supposé du Service d'Assainissement de l'eau,
selon quelques caractéristiques socio-démographiques**

(en %)

	L'Assainissement de l'eau visé à traiter les eaux usées afin ...		Total (y c. n.s.p.)
	de les rejeter dans la nature	de les distribuer au robinet	
Sexe			
• Homme.....	53	42	100
• Femme.....	46	47	100
Age			
• Moins de 25 ans	45	51	100
• 25-39 ans	47	47	100
• 40-59 ans	50	45	100
• 60-69 ans	56	39	100
• 70 ans et plus.....	54	36	100
Diplôme			
• Aucun diplôme (ou seulement CEP).....	51	41	100
• BEPC, technique (inf. au bac).....	47	48	100
• Bac, niv. Bac	50	46	100
• Diplôme du supérieur.....	54	43	100
Profession exercée			
• Indépendant(1)	64	33	100
• Cadre supérieur	51	44	100
• Profession intermédiaire.....	51	47	100
• Employé	42	52	100
• Ouvrier	42	51	100
• Reste au foyer.....	48	46	100
• Retraité	56	36	100
• Autre inactif(2).....	49	48	100
Revenu mensuel du foyer			
• Moins de 6 000 Francs.	49	41	100
• 6 000 à 9 999 Francs.	48	47	100
• 10 000 à 14 999 Francs.	49	47	100
• 15 000 à 19 999 Francs	51	44	100
• 20 000 Francs et plus.....	51	45	100
Ensemble.....	50	45	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 56 % des sexagénaires pensent que le Service d'Assainissement a pour rôle de retraiter les eaux usées afin de les rejeter dans la nature.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement.

En tout état de cause, on relève ici aussi un lien entre le rôle présumé du Service d'Assainissement et les jugements sur la qualité de l'eau recueillie au robinet. Mais ce lien est nettement plus atténué. Et pour cause : presque la moitié de la population ignore

le rôle de l'Assainissement de l'eau. Toujours est-il que 54 % des individus qui croient que l'Assainissement sert à apurer les eaux usées avant de les redistribuer au robinet, portent une appréciation négative sur la qualité de l'eau du robinet (contre 49 % en moyenne).

3.3. Les sources d'informations fiables dans le domaine

Mal informés sur le cheminement de l'eau potable, comme sur le rôle du Service d'Assainissement de l'eau, nos concitoyens apparaissent relativement partagés quand il s'agit de savoir quel organisme serait le plus apte à leur fournir, sur le sujet, une information digne de confiance. Ce partage relatif tient probablement dans le fait que, méfiance oblige³², les Français désirent en la matière **une information plurielle, de diverses origines et susceptible de recoupements.**

Ainsi, ce sont d'abord aux informations émanant **d'associations de consommateurs** qu'ils feraient le plus confiance (23 %, cf. Tableau 88). 12 % citent, par ailleurs, les informations en provenance **d'associations de protection de l'environnement.**

Un petit quart de la population (22 %) ferait plutôt crédit à la **Mairie** et 18 %, aux **Ministères concernés** (Santé, Environnement).

Enfin, on relève que 14 % « seulement » des enquêtés accorderaient leur confiance à l'information délivrée par l'Agence de l'Eau locale. Mais c'est peut-être du côté du distributeur qu'existe la plus grande méfiance puisque **seulement 7 % des consommateurs sont prêts à faire confiance à l'information fournie par le distributeur d'eau.**

³² Voir ci-dessus les doutes sur la crédibilité de l'information fournie sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs.

Tableau 88

S'agissant de la qualité de l'eau que l'on recueille au robinet, à quelle source d'information feriez-vous le plus confiance ?

(en %)

(Classement par ordre décroissant des réponses)	Début 2000
▪ A l'information fournie par les associations de consommateurs	23,4
▪ A l'information et à l'affichage fournis en Mairie	22,4
▪ A l'information fournie par le Ministère de la Santé ou le Ministère de l'Environnement (ou par la Préfecture)	18,3
▪ A l'information fournie par l'Agence de l'Eau locale	14,0
▪ A l'information fournie par les associations pour la protection de l'environnement et de la défense de la nature	12,4
▪ A l'information fournie avec la facture d'eau (établie par le distributeur).....	6,8
▪ Autre	1,0
▪ Ne sait pas	1,7
Total	100,0

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Quelques préférences se font jour en fonction de l'âge ou de l'appartenance socio-démographique (Tableau 89) :

- * Ce sont les diplômés, les cadres et les titulaires de revenus élevés qui feraient le plus confiance aux **associations de consommateurs**. C'est aussi le cas dans les plus grosses agglomérations. Ce sont ces mêmes groupes qui privilégieraient un peu plus qu'en moyenne les **associations écologistes**. Cependant, dans ce cas, l'effet d'âge devient prépondérant : 17 % des moins de 25 ans feraient confiance sur ces sujets aux associations de défense de la nature, contre 9 % des 70 ans et plus.
- * **La Mairie** est privilégiée par les gens âgés, les indépendants, les bas revenus et surtout les habitants de **communes rurales**, très attachés à leurs représentants locaux.
- * **Les Ministères** sont surtout davantage évoqués chez les moins de 25 ans et dans les communes de 20 000 à 100 000 habitants.
- * Enfin, il est frappant de constater que le taux de citation de **l'Agence de l'Eau locale** varie relativement peu selon les groupes, comme d'ailleurs la confiance, toute relative, accordée **au distributeur d'eau**.

Tableau 89
La source d'information à laquelle on ferait le plus confiance,
selon quelques caractéristiques socio-démographiques

(en %)

	Les associations de consommateurs	La Mairie	Le Ministère de la Santé ou de l'Environnement	L'Agence de l'Eau locale	Les associations pour la protection de l'environnement	L'information fournie avec la facture d'eau	Total (y compris autres et n.s.p.)
Sexe							
• Homme.....	25	23	16	16	11	6	100
• Femme.....	22	22	21	12	13	7	100
Age							
• Moins de 25 ans	23	16	27	11	17	6	100
• 25-39 ans.....	25	19	19	14	14	7	100
• 40-59 ans.....	26	24	15	14	12	7	100
• 60-69 ans.....	20	28	15	18	7	7	100
• 70 ans et plus.....	17	29	18	15	9	6	100
Diplôme							
• Aucun diplôme (ou seulement CEP)	16	28	20	12	12	8	100
• BEPC, technique (inf. au bac).....	22	23	17	16	11	8	100
• Bac, niv. bac.....	29	18	19	11	15	6	100
• Diplôme du supérieur.....	32	16	17	15	15	4	100
Profession exercée							
• Indépendant(1)	26	31	9	14	11	6	100
• Cadre supérieur	30	20	17	13	14	4	100
• Profession intermédiaire.....	30	15	20	13	16	4	100
• Employé	25	22	18	13	12	8	100
• Ouvrier	19	22	18	17	13	8	100
• Reste au foyer	21	22	21	13	14	7	100
• Retraité	19	28	16	16	8	8	100
• Autre inactif(2).....	28	14	27	10	16	3	100
Revenu mensuel du foyer							
• Moins de 6 000 Francs.....	21	25	23	11	10	6	100
• 6 000 à 9 999 Francs.....	21	25	20	12	11	8	100
• 10 000 à 14 999 Francs.....	22	19	19	19	14	5	100
• 15 000 à 19 999 Francs.....	28	22	14	15	12	8	100
• 20 000 Francs et plus	33	17	14	11	14	7	100
Taille de l'agglomération							
• Moins de 2 000 habitants	20	35	14	11	11	7	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	23	21	19	17	11	6	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	21	22	23	14	9	8	100
• 100 000 habitants et plus.....	28	14	20	13	15	6	100
• Paris et agglomération parisienne	24	16	18	16	14	7	100
Ensemble.....	23	22	18	14	12	7	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : S'agissant de la qualité de l'eau que l'on recueille au robinet, 32 % des diplômés de l'enseignement supérieur feraient confiance à l'information fournie par les associations de consommateurs (contre 23 % en moyenne).

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement.

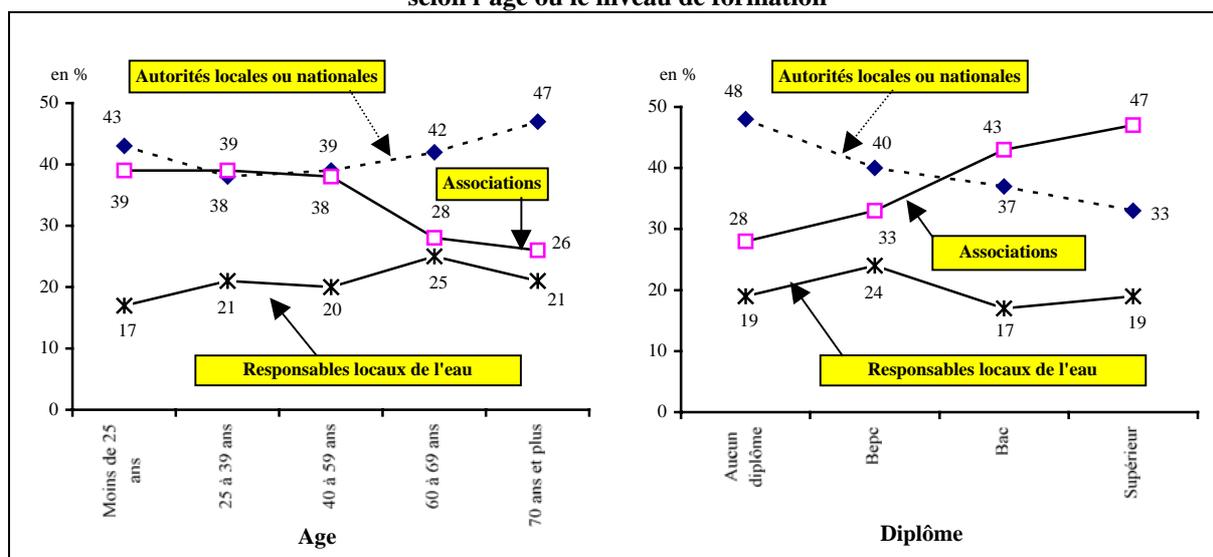
On peut considérer, au vu de ces résultats, qu'il existe **trois grands types** de producteurs d'informations sur ce sujet :

- Les **associations** de consommateurs ou de protection de l'environnement (35 % des réponses).
- Les **autorités**, locales ou nationales (40 % des réponses).
- Les **responsables locaux du traitement et de la distribution de l'eau** (Agences de l'Eau, distributeurs : 21 %).

Il apparaît, certes, des différences notables dans les attentes au sein même de ces trois grands groupes. Mais la réalisation de tels regroupements permet de mieux mettre en évidence les variations existant dans les préférences des Français (Graphique 10) :

- * Les autorités, locales ou nationales, apparaissent plus appréciées aux deux extrémités de l'échelle des âges, donc d'une part chez les jeunes, d'autre part chez les seniors. Il reste que quand **on est âgé** (à partir de 60 ans) **on fait moins confiance aux associations**.
- * **Plus on est diplômé, plus on accorde crédit aux associations. Moins on est diplômé, plus on fait confiance aux autorités**, locales ou nationales.
- * Par contre, la confiance à l'égard des responsables locaux de l'eau reste, sur ces sujets, relativement faible, quels que soient l'âge ou le niveau de formation.

Graphique 10
Les sources d'informations auxquelles on ferait le plus confiance,
selon l'âge ou le niveau de formation



Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Mais au-delà de ces variations d'âge ou culturelles, il apparaît aussi **un lien entre, d'un côté, la façon dont on juge la qualité de l'eau et, de l'autre, l'organisme auquel on ferait le plus confiance pour être informé sur le sujet** (Tableau 90). Ainsi :

- Quand on ne boit pas habituellement l'eau du robinet et qu'on qualifie cette eau plutôt négativement, on ferait relativement plus confiance aux **associations** pour obtenir des informations dignes de confiance sur ce sujet.
- Quand on boit cette eau, ou qu'on porte sur elle une appréciation positive, on accorde relativement plus de crédit aux autorités, surtout locales (la Mairie), et aux Agences de l'Eau.
- En vérité, ce lien tient surtout au fait que **c'est quand on juge insuffisante et non crédible l'information sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs qu'on attend beaucoup des associations**. Par contre, quand on estime cette information suffisante -et crédible-, on fait bien plus confiance à la Mairie, et aux distributeurs d'eau.

Autrement dit, la population estime plutôt que c'est dans l'ordre des choses que la Mairie surtout, et les responsables locaux de l'eau, informent les consommateurs de la qualité des eaux. Mais si, aux yeux de certains, ils le font insuffisamment -ou si l'eau est de mauvaise qualité-, ceux-ci pensent que le « recours » se trouve alors davantage du côté des associations, voire des Ministères, c'est-à-dire des autorités nationales.

Tableau 90

Les sources d'informations auxquelles on ferait le plus confiance, selon quelques jugements et opinions sur l'eau du robinet

	Associations de consommateurs ou écologistes	Autorités locales ou nationales	Dont : Mairie	Responsables locaux de l'eau	Dont : Agence de l'Eau	Total (y c. autres et n.s.p.)
<i>(en %)</i>						
Boit habituellement l'eau du robinet ?						
▪ Oui	34	42	25	23	15	100
▪ Non	39	39	19	18	13	100
Appréciation sur l'eau recueillie au robinet						
▪ Appréciation positive	33	41	27	25	17	100
▪ Appréciation neutre.....	37	40	25	20	16	100
▪ Appréciation négative	38	40	19	18	11	100
L'information sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs est :						
▪ Suffisante et crédible	20	50	38	29	19	100
▪ Insuffisante et non crédible	39	38	19	20	13	100
Ensemble.....	36	41	22	21	14	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Quand on juge l'information sur la qualité de l'eau des rivières insuffisante et non crédible, on ferait à 39 % confiance, pour informer sur la qualité de l'eau du robinet, aux associations et à 38 % aux autorités locales ou nationales.

Ce sont **ces effets croisés** (jugements sur l'information fournie, sur la qualité de l'eau recueillie et effets socio-culturels) qui expliquent les quelques variations qui apparaissent en fonction de la région d'habitation (Tableau 91) :

- * Dans deux régions, c'est des **associations** que l'on attend relativement plus d'informations sur la qualité de l'eau. On ne s'étonnera pas de trouver ici la région Nord, où précisément la qualité de l'eau du robinet est fortement critiquée. Cela concerne aussi la Région Parisienne (effet culturel).
- * Dans le Bassin Parisien, le Sud-Ouest, l'Est et le Centre-Est, on a tendance à faire davantage confiance à l'information fournie par les **autorités, surtout locales** (Mairie).
- * Enfin, dans l'Ouest, on attend peut-être un peu plus -en termes relatifs- des Agences de l'Eau. Mais force est de constater que, même dans ce cas, le taux n'atteint que les 18 %.

Tableau 91

La source d'information à laquelle on ferait le plus confiance, selon la région de résidence

	(en %)					
	Associations de consommateurs ou écologistes	Autorités locales ou nationales	Dont : Mairie	Responsables locaux de l'eau	Dont : Agence de l'Eau	Total (y c. autres et n.s.p.)
Régions où on attend surtout des informations des associations						
▪ Nord	45	33	15	20	15	100
▪ Région Parisienne	39	36	18	22	15	100
Régions où on attend surtout des informations des autorités locales ou nationales						
▪ Bassin Parisien	30	46	25	20	15	100
▪ Sud-Ouest.....	36	46	25	18	12	100
▪ Est	33	44	25	19	10	100
▪ Centre-Est	33	43	29	22	11	100
Régions peu différentes de la moyenne						
▪ Méditerranée	37	37	19	20	13	100
▪ Ouest ⁽¹⁾	37	37	22	24	18	100
Ensemble.....	36	41	22	21	14	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : Dans le Nord, on ferait plutôt confiance, à 45 %, s'agissant de la qualité de l'eau du robinet, à l'information fournie par des associations (contre 36 % en moyenne). Dans le Bassin Parisien, on ferait confiance à 46 % aux autorités locales ou nationales, dont, à 25 %, à la Mairie.

⁽¹⁾ Ici, on attend un peu plus d'informations des responsables locaux de l'eau, Agences de l'Eau surtout.

4. Contrôler sa consommation d'eau potable

Une dernière question se posait, pour laquelle nous avons déjà une réponse il y a cinq ans : les Français font-ils attention à ne pas gaspiller l'eau potable ? Autrement dit, font-ils, chez eux, des économies volontaires de l'eau du robinet ? Et sont-ils plus nombreux aujourd'hui –par rapport à 1995- à se prêter à de telles économies ?

Avant de répondre à ces questions, examinons le taux d'équipement des particuliers en compteurs d'eau individuels.

4.1. L'équipement en compteurs d'eau individuels

Le taux d'équipement en compteurs d'eau individuels est élevé : 86 % des enquêtés déclarent être équipés, chez eux, d'un compteur individuel leur « permettant de connaître la quantité d'eau consommée dans leur foyer » (Tableau 92). Et parmi ceux qui ne sont pas équipés, 39 % souhaiteraient l'être (Tableau 93). Rapportée à l'ensemble de la population, la demande potentielle d'équipement en compteurs individuels représente donc 5 % des foyers.

Tableau 92

Disposez-vous, chez vous, d'un compteur d'eau individuel vous permettant de connaître la quantité d'eau que vous consommez dans votre foyer ?

	<i>(en %)</i>	
	Début 1995	Début 2000
• Oui.....	88,2	85,9
• Non.....	11,8	13,4
• <i>Ne sait pas</i>	-	0,7
Total	100,0	100,0

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Tableau 93

Souhaiteriez-vous disposer chez-vous d'un compteur individuel ?

- Champ : personnes ne disposant pas d'un compteur d'eau individuel -

	<i>(en %)</i>	
	Début 1995	Début 2000
• Oui.....	44,9	39,4
• Non	55,1	58,6
• <i>Ne sait pas</i>	-	2,0
Total	100,0	100,0

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Le taux d'équipement était déjà très élevé il y a cinq ans (88 %) ; il semblerait, au vu du Tableau 92, avoir très légèrement reculé depuis (il est de 86 % cette année). On restera cependant très prudent sur cette éventuelle baisse, un peu contre-intuitive. D'abord, parce que les deux points d'écart sont de l'ordre de la marge d'erreur sur une enquête de

ce type (échantillon de 2000 personnes). Ensuite, et surtout, parce que nous nous référons à des **données déclaratives**.

Or, nous avons constaté, dès 1995, que les réponses sur ce sujet pouvaient parfois être incertaines :

- D'une part, la question est posée de façon générale, sans que soit faite la distinction entre « compteur d'eau global », « compteur d'eau chaude » et « compteur d'eau froide ». Il se peut que certaines personnes vivant en habitat collectif et disposant seulement d'un compteur d'eau chaude (ce qui est souvent le cas dans les immeubles équipés d'une chaudière collective) aient hésité à répondre par l'affirmative : en réalité, ils ne connaissent pas la quantité totale d'eau qu'ils consomment, mais seulement l'eau chaude utilisée. En tout état de cause, l'écart de deux points peut simplement provenir d'une hésitation de ce type, résolue différemment par les enquêtés en 1995 et en 2000.
- D'autre part, plus généralement, quelques tests effectués par ailleurs dans des approches qualitatives ont pu montrer que, sur cette question, quelques confusions peuvent exister : certains locataires semblent croire, par exemple, qu'ils disposent d'un compteur individuel, simplement parce que dans leurs relevés de charges, un poste « eau » est identifié sur une ligne propre. D'autres semblent, dans les immeubles collectifs, confondre les différents compteurs présents sur le palier de leur habitation.

Toujours est-il que le fait d'être équipé ou pas d'un compteur d'eau individuel est fortement lié aux caractéristiques du logement, et bien entendu au fait de résider en habitat individuel ou collectif. Or précisément, c'est bien **en habitat collectif, surtout en HLM** (Tableau 94) qu'on enregistre cette « baisse » relative du taux de possession déclaré d'un compteur d'eau individuel, surtout chez les locataires d'HLM récents (construits après 1974). Variations aléatoires dues à l'échantillon ou erreurs déclaratives, précisément là où existent le plus de doutes sur la mise à disposition réelle d'un compteur individuel ? Les deux éléments se sont peut-être conjugués cette année.

Tableau 94
L'équipement déclaré en compteur d'eau individuel en 1995 et 2000

*(% de possesseurs déclarés
d'un compteur individuel)*

	1995	2000	Evolution 1995-2000
Type de logement			
▪ Pavillon	96	97	+ 1
▪ HLM, ILN	80	78	- 2
▪ Autre immeuble.....	65	67	+ 2
Statut d'occupation			
▪ Accédant	97	97	-
▪ Propriétaire.....	93	94	+ 1
▪ Locataire (ou logé gratuitement)....	81	79	- 2
Ensemble de la population.....	88	86	- 2

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Ceci étant, on observe que sont sensiblement mieux équipés que les autres : les propriétaires et accédants, les habitants de pavillons³³. De même, les habitants de petites agglomérations (moins de 2 000 habitants), les villageois et les personnes qui bénéficient d'un mode de chauffage individuel déclarent être mieux équipés qu'en moyenne.

En revanche, sont **moins équipés** de compteurs d'eau individuels : les **Franciliens** (32 % déclarent ne pas en avoir) et **les habitants d'immeubles autres que les HLM** (32 %), même si dans les HLM, 21 % des résidents n'ont pas non plus de compteurs individuels (Tableau 95).

³³ Le taux d'équipement devrait être en théorie de 100 % en habitat individuel. Il reste que la question a pu être parfois mal comprise ; de plus, il peut exister des cas particuliers, tels que maisons mitoyennes, qui peuvent expliquer ce décalage.

Tableau 95
L'équipement en compteur d'eau individuel suivant les caractéristiques de l'habitat
(Début 2000)

	Dispose d'un compteur d'eau individuel	N'en dispose pas	Total (y c. n.s.p.)
<i>(en %)</i>			
Taille d'agglomération			
• Moins de 2 000 habitants.....	95	5	100
• 2 000 à 20 000 habitants.....	88	11	100
• 20 000 à 100 000 habitants.....	86	14	100
• 100 000 habitants et plus.....	87	13	100
• Paris et son agglomération.....	66	32	100
Zone d'habitation			
• Ville, centre ville.....	81	18	100
• Périphérie, banlieue.....	86	14	100
• Village, bourg.....	94	5	100
• Habitat dispersé.....	88	12	100
Année d'achèvement de la construction du logement			
• Avant 1915.....	89	11	100
• Entre 1915 et 1961.....	84	16	100
• Entre 1962 et 1973.....	87	12	100
• Entre 1974 et 1982.....	88	12	100
• Après 1982.....	88	11	100
Type de logement			
• Pavillon.....	97	3	100
• HLM, ILN.....	78	21	100
• Autre immeuble.....	67	32	100
Statut d'occupation du logement			
• Accédant.....	97	3	100
• Propriétaire.....	94	6	100
• Locataire, logé gratuitement.....	79	21	100
Système de chauffage			
• Individuel.....	90	9	100
• Collectif.....	70	29	100
Ensemble.....	86	13	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Les variations socio-démographiques que l'on relève dans les taux de possession dépendent donc très directement des caractéristiques d'habitat des différents groupes (Tableau 96). Sont ainsi un peu moins équipés d'un compteur individuel : les **jeunes** (20 % de non-équipés chez les moins de 25 ans), les **bas revenus** (17 %), les **employés**

(17 %), mais aussi les **cadres supérieurs** (17 %), qui résident relativement plus dans le parc d'immeubles collectifs non-sociaux.

Il reste que les taux de non-équipement dépendent toujours bien davantage des caractéristiques d'habitat que des critères d'âge, de niveau de formation ou de profession.

Enfin, c'est la région Nord qu'on est le mieux équipé en ce qui concerne les compteurs d'eau individuels (96 %) ; et c'est, encore une fois, dans la Région Parisienne que le taux d'équipement est le plus faible (Tableau 96).

Tableau 96
L'équipement en compteur d'eau individuel, suivant
quelques caractéristiques socio-démographiques
(Début 2000)

(en %)

	Dispose d'un compteur d'eau individuel	N'en dispose pas	Total (y c. n.s.p.)
Sexe			
· Homme.....	87	13	100
· Femme.....	85	14	100
Age			
· Moins de 25 ans.....	76	20	100
· 25-39 ans.....	83	16	100
· 40-59 ans.....	91	9	100
· 60-69 ans.....	92	8	100
· 70 ans et plus.....	85	14	100
Diplôme			
· Aucun diplôme (ou seulement CEP) ...	88	12	100
· BEPC, technique (inf. au bac).....	87	13	100
· Bac, niv. bac.....	82	16	100
· Diplôme du supérieur.....	85	15	100
Profession exercée			
· Indépendant(1).....	88	12	100
· Cadre supérieur.....	83	17	100
· Profession intermédiaire.....	86	13	100
· Employé.....	82	17	100
· Ouvrier.....	87	13	100
· Reste au foyer.....	88	11	100
· Retraité.....	89	10	100
· Autre inactif(2).....	78	17	100
Revenu mensuel du foyer			
· Moins de 6 000 Francs.....	81	17	100
· 6 000 à 9 999 Francs.....	82	17	100
· 10 000 à 14 999 Francs.....	87	13	100
· 15 000 à 19 999 Francs.....	90	10	100
· 20 000 Francs et plus.....	90	10	100
Région de résidence			
· Région Parisienne.....	70	29	100
· Nord.....	96	4	100
· Est.....	86	14	100
· Bassin Parisien.....	87	13	100
· Ouest.....	90	9	100
· Sud-Ouest.....	90	10	100
· Centre-Est.....	92	8	100
· Méditerranée.....	87	11	100
Ensemble.....	86	13	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 90 % des personnes disposant d'un revenu de 20.000 francs et plus par mois sont équipés d'un compteur d'eau individuel (contre 86 % dans l'ensemble de la population).

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

➤ *Des intentions d'équipement relativement réduites*

En tout état de cause, il est intéressant de remarquer que parmi ceux qui n'ont pas de compteurs d'eau individuels, **près de 60 % ne souhaitent pas en disposer** (cf. Tableau 94 ci-dessus). Cet élément, conjugué au fait que, on l'a vu, le taux d'équipement n'a pas vraiment progressé depuis 1995, semble vouloir dire **qu'il n'y a pas –ou qu'il n'y a plus- de forte demande des particuliers pour s'équiper en compteur d'eau individuel**. Ce constat est probablement à rapprocher de celui qui sera fait un peu plus loin, sur la moindre sensibilité de la population à la nécessité de faire des économies sur l'eau du robinet.

D'ailleurs, le désir d'avoir un compteur individuel n'apparaît pas vraiment plus élevé -en termes relatifs- là où on en dispose le moins aujourd'hui. Par exemple, parmi les Franciliens qui ne possèdent pas de compteur individuel, 61 % n'en voudraient pas (contre 59 % en moyenne des non-équipés). De même, chez les résidents d'immeubles collectifs non-sociaux et non-équipés, 63 % ne veulent pas de compteurs individuels ; chez les locataires non-équipés, 60 % n'en veulent pas non plus. **Une seule exception : chez les résidents d'HLM non-équipés, 49 % seraient demandeurs d'un compteur individuel (contre 40 % en moyenne).**

Au total, si l'on ne retient que les groupes aujourd'hui les moins équipés en compteurs individuels (Tableau 97), on observe que de 10 à 20 % ne souhaiteraient pas vraiment un tel équipement : 19 % des Franciliens ne le veulent pas ; de même que 17 % des individus disposant chez eux d'un système de chauffage collectif (ou que 20 % des résidents d'immeuble non social).

Tableau 97
Équipement actuel et désir d'équipement en compteurs d'eau individuels,
dans quelques groupes précis

(en %)

	Dispose d'un compteur d'eau individuel	N'en dispose pas et en voudrait un	N'en dispose pas, mais n'en voudrait pas	Total (y c. n.s.p.)
Type de logement				
• Pavillon.....	97	1	2	100
• HLM.....	78	10	10	100
• Autre immeuble.....	67	12	20	100
Statut d'occupation				
• Accédant.....	97	-	3	100
• Propriétaire.....	94	3	3	100
• Locataire, logé gratuitement	78	8	12	100
Autres caractéristiques				
• Moins de 25 ans	76	6	14	100
• Dispose de moins de 6 000 F/mois.....	81	6	10	100
• Francilien.....	66	12	19	100
• Dispose d'un système de chauffage collectif..	70	11	17	100
• Employé	82	8	9	100
• Cadre (moyen ou supérieur)	85	5	10	100
Ensemble de la population	86	5	8	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

4.2. On économise aujourd'hui nettement moins l'eau du robinet qu'en 1995

Si le taux d'équipement en compteurs individuels n'a pas vraiment fondamentalement évolué depuis 1995, un changement de taille semble s'être produit : au cours des 12 mois précédant l'enquête, **seulement 36 % des interviewés déclarent avoir volontairement économisé, chez eux, l'eau du robinet, contre 52 % il y a cinq ans.**

Le recul est considérable : il est de 16 points depuis 1995 (Tableau 98).

Tableau 98

Au cours des douze derniers mois, avez-vous volontairement économisé, chez vous, l'eau du robinet ?

	Début 1995 (A)	Début 2000 (B)	Evolution 1995-2000 (B)-(A)
• Oui.....	52,1	35,5	- 16,6
• Non.....	47,9	64,4	+ 16,5
• Ne sait pas.....	-	0,1	
Total.....	100,0	100,0	

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

Certes, ne pas faire « d'économies volontaires » ne signifie pas obligatoirement que l'on « gaspille » l'eau du robinet. Mais, il est intéressant de remarquer qu'à cinq ans d'intervalle et à libellé strictement identique, **l'attention portée par les Français à l'idée d'économiser volontairement l'eau du robinet s'est sensiblement émoussée.**

En effet, les années 1990 avaient été marquées par des hausses rapides, et largement médiatisées, du prix de l'eau. De plus, une période de sécheresse avait particulièrement marqué les esprits avant l'enquête de 1995. Accoutumance à la situation ? Moindre médiatisation des problèmes relatifs aux disponibilités en eau ? Toujours est-il que l'attention des Français sur ce sujet est retombée. Le plus frappant est que **cette baisse d'attention a touché tous les groupes socio-démographiques sans aucune exception.**

➤ ***Un recul des économies d'eau dans tous les groupes***

En vérité, le recul a touché indifféremment toute la population puisque le pourcentage de personnes « économes » de l'eau a reculé **d'au moins 10 points**, quelle que soit la catégorie (Tableau 99) :

- * Ont été, en termes relatifs, un peu moins affectés par cette baisse : les moins de 25 ans (- 10 points), les cadres supérieurs (- 10 points) et les habitants de grosses agglomérations provinciales (- 10 points).

- * Ont été encore plus touchés par ce recul : les habitants d'agglomérations moyennes (- 25 points), les non-diplômés (- 21 points), les 60-69 ans (- 22 points), les employés et les cadres moyens (- 20 à - 21 points).

A vrai dire, cette inflexion relève d'un tel **mouvement de fond** qu'elle ne semble pas particulièrement liée, ni à un effet d'âge, ni à un effet de diplôme, ni à un effet de localisation. Tout au plus peut-on constater que **le recul a été un peu plus fort encore dans les groupes qui faisaient le plus d'économies sur ce sujet en 1995**. Certes, cela n'est pas systématique, mais c'est dans les groupes où le pourcentage « d'économies » dépassait les 55 % que le recul semble avoir souvent été le plus accentué. Il y a bien là **le signe que c'est l'attention générale au sujet qui s'est émoussée** : même dans les groupes alors les plus sensibles à la nécessité de « faire attention » à la quantité d'eau consommée, on a, semble-t-il, relâché son effort.

Tableau 99

Le pourcentage d'individus ayant volontairement économisé l'eau du robinet dans les 12 mois précédant l'enquête

- Evolution 1995-2000 -

	Début 1995 (A)	Début 2000 (B)	Evolution 1995-2000 (B)-(A)
			(en %)
Sexe			
· Homme.....	50	32	-18
· Femme.....	54	38	-14
Age			
· Moins de 25 ans	35	25	-10
· 25-39 ans	48	30	-18
· 40-59 ans	58	42	-16
· 60-69 ans	62	40	-22
· 70 ans et plus.....	56	41	-15
Diplôme			
· Aucun diplôme (ou seulement CEP)...	57	36	-21
· BEPC, technique (inf. au bac).....	46	35	-11
· Bac, niv. Bac	56	33	-23
· Diplôme du supérieur.....	55	38	-17
Profession exercée			
· Indépendant(1)	47	31	-16
· Cadre supérieur	50	40	-10
· Profession intermédiaire.....	59	39	-20
· Employé	53	32	-21
· Ouvrier	46	30	-16
· Reste au foyer.....	52	41	-11
· Retraité	59	41	-18
· Autre inactif(2).....	38	22	-16
Revenu mensuel du foyer			
· Moins de 6 000 Francs	52	33	-19
· 6 000 à 9 999 Francs	57	35	-22
· 10 000 à 14 999 Francs	52	38	-14
· 15 000 à 19 999 Francs	51	34	-17
· 20 000 Francs et plus.....	48	37	-11
Taille d'agglomération			
· Moins de 2 000 habitants	54	37	-17
· 2 000 à 20 000 habitants.....	51	31	-20
· 20 000 à 100 000 habitants.....	57	32	-25
· 100 000 habitants et plus.....	50	40	-10
· Paris et agglomération parisienne	50	32	-18
Ensemble	52	36	-16

.../...

Tableau 99 (suite)**Le pourcentage d'individus ayant volontairement économisé l'eau du robinet dans les 12 mois précédant l'enquête**

- Evolution 1995-2000 -

(en %)

	Début 1995 (A)	Début 2000 (B)	Evolution 1995-2000 (B)-(A)
Région			
· Région Parisienne	51	31	- 20
· Nord	50	35	- 15
· Est	49	29	- 20
· Bassin Parisien	56	40	- 16
· Ouest	50	35	- 15
· Sud-Ouest.....	48	35	- 13
· Centre-Est	54	37	- 17
· Méditerranée	56	39	- 17
Ensemble	52	36	-16

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».**Exemple de lecture** : 62 % des 60-69 ans avaient économisé l'eau du robinet en 1995, contre 40 % en 2000, soit un recul de 22 points en cinq ans.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

En tout état de cause, il est intéressant de remarquer que cette baisse de l'attention sur les économies d'eau a touché tout autant (Tableau 100) :

- * **Ceux qui disposent d'un compteur d'eau individuel que ceux qui n'en disposent pas.** Certes, on économise plus facilement l'eau quand on a un compteur individuel. Mais la baisse a été du même ordre dans chaque cas.
- * **Les habitants de pavillons, aussi bien que les habitants d'immeubles, HLM ou pas.**
- * **Les personnes « très sensibles » à l'environnement aussi bien que les autres.** *A fortiori*, on relève même que c'est chez les personnes « peu sensibles » à l'environnement que le recul a été le plus faible (- 8 points, contre - 16 en moyenne) : il est vrai que celles-ci économisaient déjà bien peu l'eau du robinet il y a cinq ans.
- * **Les personnes qui s'imposent, par ailleurs, des restrictions régulières, aussi bien que celles qui ne s'en imposent pas.** De ce point de vue, on peut considérer qu'en 1995, l'habitude de se restreindre avait, chez certains, facilité la prise de

conscience qu'il fallait économiser l'eau du robinet, pour l'essentiel à cause de son prix. Cette prise de conscience a sensiblement reculé puisque la baisse des économies d'eau est encore plus accentuée chez ceux qui ont précisément l'habitude de se restreindre.

Autrement dit, l'eau est moins un enjeu d'économies qu'elle ne l'était il y a cinq ans, même chez les gens habitués à faire attention, en particulier les catégories modestes.

Tableau 100

Le pourcentage d'individus faisant des économies d'eau a reculé, quels que soient les attitudes, les équipements possédés ou les opinions affichées

	<i>(en %)</i>		
	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000
Dispose d'un compteur d'eau individuel chez soi ?			
· Oui	53	37	- 16
· Non	44	29	- 15
Type de logement			
· Pavillon.....	54	37	- 17
· HLM	51	36	- 15
· Autre immeuble	46	31	- 15
Sensibilité aux problèmes d'environnement			
· « Très » sensible	61	43	- 18
· « Assez » sensible.....	49	32	- 17
· « Peu » sensible	39	31	- 8
Sensible à l'environnement (indicateur)	62	46	- 16
Est prêt à payer plus de taxes directement affectées à l'environnement	53	37	- 16
S'impose régulièrement des restrictions ?			
· Oui	56	37	- 19
· Non	46	34	- 12
Ensemble de la population.....	52	36	- 16

Source : CREDOC – IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* »

Exemple de lecture : Parmi les individus « très sensibles » à l'environnement, 61 % avaient économisé l'eau du robinet en 1995, contre 43 % aujourd'hui, soit un recul de 18 points en cinq ans.

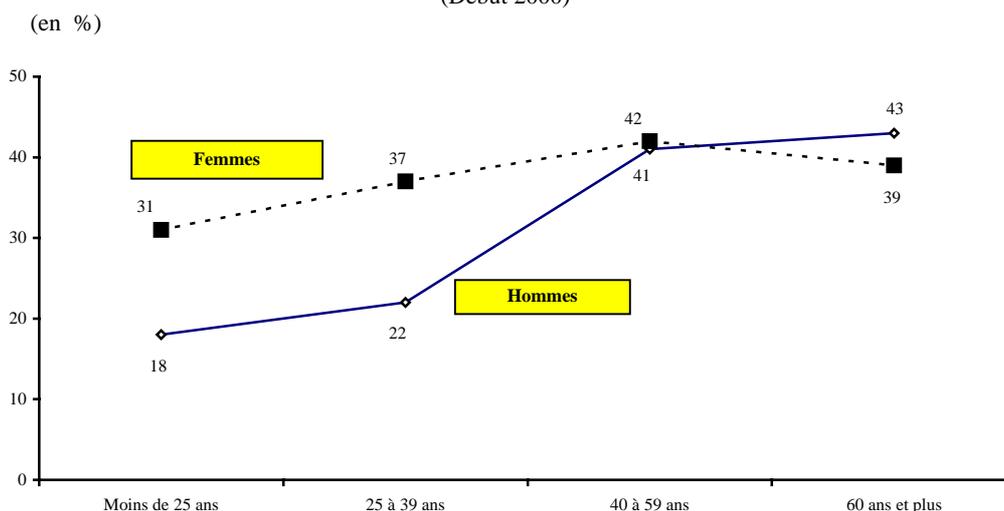
➤ ***Economiser l'eau du robinet : une attitude liée à l'âge et à la sensibilité environnementale***

Ceci étant, il apparaît toujours, même si elles se sont atténuées depuis 1995, quelques variations socio-démographiques des attitudes concernant les économies d'eau.

Ainsi, de façon générale, les personnes âgées sont davantage économes de l'eau, surtout **à partir de 40 ans** (Graphique 11). Cet effet d'âge est plus net chez les hommes que chez les femmes, car avant 40 ans, les femmes économisent bien davantage l'eau que les hommes : seulement, 18 à 22 % des hommes de moins de 40 ans font cet effort.

Graphique 11

Le pourcentage d'individus ayant, dans l'année, volontairement économisé l'eau du robinet, selon l'âge et le sexe
(Début 2000)



Source : CREDOC - AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Mais on ne voit pas apparaître, ni d'effet du niveau de formation, ni d'effet du revenu (voir ci-dessus, Tableau 99, deuxième colonne). **Autrement dit, si les catégories modestes doivent faire des économies, elles les font maintenant plutôt dans d'autres domaines que l'eau.**

Par contre, le fait d'être **sensible à l'environnement** joue toujours sur les économies réalisées, même si cet effet s'est, ici aussi, un peu atténué depuis 1995. En tout état de cause, 46 % des individus « profondément » sensibles à l'environnement (au sens de

notre indicateur) ont effectué des économies d'eau du robinet ces douze derniers mois (contre 36 % en moyenne). On note aussi que cette tendance aux économies existe chez les individus qui ont, dans les six derniers mois, acheté des produits verts non-alimentaires (47 % ont fait des économies d'eau), chez les « trieurs » réguliers du plastique (43 % ont fait des économies d'eau) ou chez les individus qui feraient le plus confiance, pour être informés de la qualité de l'eau du robinet, à des associations de défense de l'environnement (46 % ont fait des économies d'eau du robinet).

A l'opposé, ceux qui **ne se sont prêtés à aucune économie d'eau du robinet** l'an dernier, se caractérisent globalement par deux éléments principaux, même si l'importance de ce groupe (64 %) tend à « diluer » ses éléments caractéristiques :

- Ils sont **moins sensibles à l'environnement** qu'en moyenne et, surtout, sont moins prêts à faire, à des fins écologistes, des efforts financiers. Citons deux exemples : parmi les « non-économistes », 66 % (+ 6 points par rapport à la moyenne) n'ont pas acheté, dans les six derniers mois, de produits verts non-alimentaires ; 49 % n'ont pas trié le plastique l'an dernier (+ 4 points).
- Ils s'estiment précisément un peu **moins informés** sur ces sujets qu'en moyenne : par exemple, 81 % considèrent ne pas être informés de la qualité des eaux des rivières dans leur région.

➤ *Les raisons pour économiser l'eau du robinet*

Si les personnes qui économisent l'eau du robinet sont beaucoup moins nombreuses aujourd'hui qu'il y a cinq ans, les raisons d'épargner cette eau n'ont pas fondamentalement changé (Tableau 101) : 45 % des personnes concernées le font **pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle** (comme en 1995) ; 45 % le font **pour alléger leur facture** (contre 48 %, il y a cinq ans).

Tableau 101**Dans quel but l'avez-vous fait principalement ?**

- Champ : personnes ayant volontairement économisé l'eau du robinet au cours des douze derniers mois, soit 36 % de la population en 2000 et 52 % en 1995 -

(en %)

(Classement par ordre décroissant des réponses du début 2000)	Début 1995	Début 2000
• Pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle....	44,5	44,8
• Pour alléger votre facture.....	48,4	44,7
• A cause de la sécheresse	4,6	4,8
• Pour une autre raison	2,5	5,6
• Ne sait pas	-	0,1
Total.....	100,0	100,0

Source : CREDOC – IFEN-AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Evidemment, les différents groupes socio-démographiques ne mettent pas toujours en avant les mêmes explications :

- **Le motif strictement financier** est avancé en moyenne par 16 % de la population (c'est-à-dire 45 % de ceux qui économisent volontairement l'eau du robinet). En vérité, ce pourcentage varie maintenant assez peu selon les groupes, et notamment pas en fonction du montant des revenus, contrairement à 1995, nous y reviendrons. Seul le niveau de diplôme semble ici jouer : 19 % des non-diplômés économisent l'eau du robinet pour des raisons financières, contre 12 % des diplômés du supérieur (Tableau 102).
- **Le second motif, plus « citoyen »** (éviter le gaspillage de cette ressource naturelle), évoqué aussi en moyenne par 16 % de la population, est surtout mis en avant par les diplômés (24 %), par les Franciliens (21 %) et par les personnes de plus de 60 ans (21 %). Cela concerne aussi davantage les cadres supérieurs (24 %, Tableau 102).

Tableau 102

**Les attitudes vis-à-vis de la consommation de l'eau du robinet,
selon quelques caractéristiques socio-démographiques**

(Début 2000)

(en %)

	L'économise pour des raisons financières	L'économise pour éviter le gaspillage	Ne l'économise pas	Total (y c. autres et n.s.p.)
Sexe				
· Homme	15	15	68	100
· Femme	17	17	62	100
Age				
· Moins de 25 ans.....	14	8	75	100
· 25-39 ans	12	14	70	100
· 40-59 ans	20	18	58	100
· 60-69 ans	16	22	60	100
· 70 ans et plus	16	21	59	100
Diplôme				
· Aucun diplôme (ou seulement CEP)	19	15	64	100
· BEPC, technique (inf. au bac)	17	14	65	100
· Bac, niv. Bac.....	14	15	67	100
· Diplôme du supérieur	12	24	62	100
Profession exercée				
· Indépendant(1).....	13	14	69	100
· Cadre supérieur.....	13	24	60	100
· Profession intermédiaire	15	20	61	100
· Employé.....	15	12	68	100
· Ouvrier.....	18	9	70	100
· Reste au foyer	19	17	59	100
· Retraité	17	21	59	100
· Autre inactif(2)	12	8	78	100
Revenu mensuel du foyer				
· Moins de 6 000 Francs.....	16	14	67	100
· 6 000 à 9 999 Francs.....	18	13	65	100
· 10 000 à 14 999 Francs.....	15	19	62	100
· 15 000 à 19 999 Francs	17	13	66	100
· 20 000 Francs et plus	14	21	63	100
Taille d'agglomération				
· Moins de 2 000 habitants.....	16	16	63	100
· 2 000 à 20 000 habitants	15	12	69	100
· 20 000 à 100 000 habitants	18	10	67	100
· 100 000 habitants et plus	19	18	60	100
· Paris et agglomération parisienne..	9	21	68	100
Ensemble	16	16	64	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : 24 % des cadres supérieurs économisent l'eau du robinet afin de ne pas gaspiller cette ressource naturelle (contre 16 % « seulement » dans l'ensemble de la population).

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement.

Mais là encore, l'examen des évolutions intervenues depuis 1995 confirme que le recul des économies concernant l'eau du robinet s'est effectué **partout, quels que soient les motifs avancés**, traduction du fait que la moindre attention portée à la consommation de l'eau potable s'est accompagnée d'un nivellement des différences, d'un **rééquilibrage des comportements**. Ainsi relève-t-on très clairement (Tableau 103) que :

- * Dans tous les groupes, les économies réalisées **pour des raisons financières** ont reculé (- 9 points en moyenne). Mais ce recul a été encore plus accentué dans les catégories qui, en 1995, mettaient précisément le plus en avant ces raisons financières. En particulier, les économies d'eau réalisées pour ce motif **ont particulièrement régressé dans les milieux modestes, notamment les titulaires de bas revenus** (- 15 points) ou dans les groupes défavorisés, qui précisément se restreignent sur les soins médicaux (- 20 points) ou sur l'alimentation (- 15 points). **L'eau n'est donc plus un poste particulièrement mis en avant pour économiser, même dans les groupes les plus modestes**. De plus, le recul des économies d'eau pour raisons financières a aussi touché les employés (- 16 points), les professions intermédiaires ou les retraités (- 12 à - 13 points).
- * Dans tous les groupes, les économies effectuées **pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle** ont également régressé (- 7 points en moyenne). Mais, là encore, le recul a été plus affirmé **dans les catégories pourtant les plus sensibles à cet argument** en 1995, par exemple les cadres supérieurs (- 12 points, contre - 7 points en moyenne), les diplômés (- 11 points) et surtout les personnes en général réceptives aux problèmes environnementaux (- 11 points chez les « profondément sensibles » à ces problèmes, *cf.* Tableau 103).

Tableau 103
Quelques évolutions 1995-2000 concernant les économies d'eau

(en %)

	Pourcentage d'individus économisant l'eau du robinet pour des raisons financières			Pourcentage d'individus économisant l'eau du robinet pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle		
	1995	2000	Evolution 1995-2000	1995	2000	Evolution 1995-2000
Groupes économisant le plus l'eau, en 1995, pour des raisons financières						
▪ Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F./mois	31	16	- 15	17	14	- 3
▪ Aucun diplôme	30	19	- 11	22	15	- 7
▪ 40-59 ans	30	20	- 10	25	18	- 7
▪ Employé	31	15	- 16	18	12	- 6
▪ Retraité	29	17	- 12	25	21	- 4
▪ Réside en HLM	29	18	- 11	20	14	- 6
▪ Profession intermédiaire	28	15	- 13	28	20	- 8
▪ Se restreint sur les soins médicaux	38	18	- 20	26	21	- 5
▪ Se restreint sur l'alimentation	35	20	- 15	25	17	- 8
Groupes économisant le plus l'eau, en 1995, pour éviter le gaspillage						
▪ Cadre supérieur	12	13	+ 1	36	24	- 12
▪ Diplômé du bac ou du supérieur	21	12	- 9	31	20	- 11
▪ Habite une agglo. de 20 000 à 100 000 hab.	26	18	- 8	26	10	- 16
▪ « Profondément sensible » à l'environnement (indicateur)	19	13	- 6	38	27	- 11
▪ Prêt à accepter une baisse de son niveau de vie pour protéger l'environnement	23	14	- 9	34	20	- 14
Ensemble de la population	25	16	- 9	23	16	- 7

Source : CREDOC - IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Exemple de lecture : En 1995, 31 % des employés déclaraient faire des économies d'eau pour des raisons financières, contre 15 % en 2000, soit 16 points de moins en cinq ans (contre 9 points de moins en moyenne).

Ainsi, la moindre attention portée aux économies d'eau a touché aussi bien les gens les plus réceptifs au coût de cette eau, que ceux qui sont les plus à même d'assimiler le discours sur la nécessité d'éviter le gaspillage d'une ressource naturelle. En un mot, l'attention sur ce sujet s'est fortement diluée tout bonnement parce que **les deux raisons majeures d'une telle préoccupation ont perdu, toutes les deux, de leur acuité dans la population.**

Même si ceci n'empêche pas de constater que **les tenants des économies d'eau pour « éviter le gaspillage de cette ressource »** sont toujours nettement plus sensibles aux questions environnementales que les autres (47 % y sont « très sensibles », soit 14 points de plus qu'en moyenne). Par exemple, ils se déclarent plus souvent prêts à faire

certaines sacrifices pour contribuer à préserver et protéger la nature, comme payer des taxes directement affectées à la défense de l'environnement (44 % y sont prêts, + 8 points par rapport à la moyenne). Autre preuve de leur plus grande sensibilité au domaine, ils ont effectué un peu plus souvent, ces douze derniers mois, certaines actions du type tri du plastique pour le recyclage (58 %, + 13 points), dépôt de produits toxiques dans une déchetterie (45 %, + 11 points). Enfin, 20 % d'entre eux ont régulièrement consommé, dans l'année, des produits de l'agriculture biologique (8 points de plus qu'en moyenne).

Il n'empêche que les tenants des économies destinées à éviter le gaspillage sont, eux aussi, bien moins nombreux aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans.

Section 5

Une synthèse des opinions sur l'eau

Nous avons successivement abordé, dans les deux sections précédentes, toute une série de questions concernant à la fois **l'eau à son état naturel** (*i.e.* l'eau des rivières et des lacs) et **l'eau du robinet**. Il était intéressant, dans une dernière partie, de tenter de **synthétiser** l'ensemble des informations recueillies afin de mieux comprendre comment s'articulent les attitudes mises en évidence.

Une analyse des correspondances multiples (ACM) a donc été réalisée, dans un premier temps, afin de caractériser ce que l'on pourrait appeler « l'espace des opinions des Français sur l'eau ». Cette étape a été complétée par une classification : celle-ci permet de proposer une **typologie** mettant en évidence l'existence, dans la population, de **cinq groupes différents** adoptant des attitudes assez distinctes sur l'eau.

1. L'eau : une représentation synthétique des opinions des Français

L'analyse des correspondances multiples (ACM) est une analyse statistique qui permet de synthétiser de nombreuses informations, et de « résumer », en quelque sorte, l'ensemble des données disponibles. L'analyse proprement dite fait ressortir les clivages et les liaisons existants entre les variables. Pour le cas, elle nous permet de construire un « espace des opinions » mettant en relief les jugements exprimés sur l'eau, que celle-ci soit à son état naturel ou qu'elle soit recueillie au robinet.

Pour ce faire, huit variables différentes, commentées dans les pages précédentes, ont été sélectionnées. Celles-ci l'ont été à l'issue d'une série d'essais successifs, dont le double objectif était de traduire au mieux les oppositions extrêmes d'attitudes, mais aussi de respecter un équilibre entre, d'une part les opinions sur l'eau du robinet (4 variables sélectionnées), et d'autre part, celles sur l'eau à l'état naturel (4 variables également). On trouvera, dans l'encadré ci-après, la liste de ces huit variables et de leurs modalités (20 au total).

Liste des variables actives de l'analyse

➤ *Concernant l'eau à l'état naturel :*

- ⇒ Globalement par rapport à il y a dix ans, pensez-vous que la qualité de l'eau des rivières et des lacs :
 - S'est améliorée.
 - S'est dégradée.
 - Est restée stable.
- ⇒ Vous considérez-vous informé de la qualité des eaux des rivières et des lacs qui se situent dans votre région ?
 - Oui.
 - Non.
- ⇒ Pour notre pays dans son ensemble, êtes vous plutôt inquiet de la pollution des rivières et des lacs ?
 - Oui.
 - Non.
- ⇒ Pour notre pays dans son ensemble, êtes vous plutôt inquiet de la pollution des nappes souterraines ?
 - Oui.
 - Non.

➤ *Concernant l'eau du robinet :*

- ⇒ Globalement, par rapport à il y a dix ans, pensez-vous que la qualité de l'eau du robinet est :
 - Meilleure.
 - Moins bonne.
 - Identique.
- ⇒ Chez vous, habituellement, buvez-vous l'eau du robinet ?
 - Oui.
 - Non.
- ⇒ Appréciation portée sur l'eau recueillie au robinet (adjectif utilisé) :
 - Appréciation positive.
 - Appréciation négative.
 - Appréciation neutre.
- ⇒ Economies éventuellement réalisées sur l'eau du robinet et raisons de ces économies :
 - N'économise pas l'eau du robinet.
 - L'économise pour alléger sa facture.
 - L'économise pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle.

L'analyse effectuée à partir de ces huit variables met en évidence **deux axes**³⁴, qui structurent « l'espace des opinions sur l'eau » (Carte 1) :

- **Le premier axe (horizontal)** rend compte d'une opposition entre les individus estimant que la qualité de l'eau s'est améliorée ces dix dernières années, et ceux qui, au contraire, pensent qu'elle s'est dégradée.
- **Le second axe (vertical)** oppose les personnes inquiètes des risques de pollution pouvant atteindre aussi bien les nappes phréatiques que les rivières ou les lacs, à celles qui n'en sont pas inquiètes.

➤ **L'axe 1 : Amélioration ou détérioration ressenties de la qualité de l'eau**

L'axe horizontal (Carte 1) oppose donc, d'un côté (à droite) les individus estimant que la qualité de l'eau, qu'elle soit du robinet ou qu'il s'agisse de celle des rivières et des lacs, s'améliore, et de l'autre (à gauche) ceux qui considèrent qu'elle se détériore. Autrement dit, **l'opinion de nos concitoyens sur ces sujets relève d'un jugement global concernant les différents types d'eau** : lorsqu'on estime que la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'améliore, on considère aussi que l'eau recueillie au robinet est meilleure que par le passé ; à l'inverse, quand on croit à une détérioration de la qualité des eaux naturelles, on croit à une détérioration de celle du robinet³⁵.

Diverses autres opinions ou attitudes se déclinent en fonction de cette opposition « dégradation-amélioration ressentie » de la qualité de l'eau. Ainsi :

- On trouve, à droite de l'axe (amélioration), les personnes qui portent sur l'eau du robinet une appréciation positive -ou neutre-, celles qui se sentent informées de la qualité de l'eau des rivières de leur région et, de fait, celles qui boivent habituellement chez elles l'eau du robinet. Tout se passe donc comme si les jugements plutôt favorables sur l'eau -du robinet, comme des eaux fluviales- se traduisaient par une consommation « normale » d'eau potable. L'axe horizontal est donc **un axe de « confiance-méfiance » à l'égard de l'eau.**

³⁴ Ces deux axes expliquent 28 % de l'inertie du nuage (17 % pour l'axe 1, 11 % pour l'axe 2).

³⁵ L'opinion sur l'évolution de la qualité des eaux fluviales contribue pour 19 % à la formation de cet axe et celle de l'eau du robinet, à 23 %.

- A l'opposé, se projettent, à gauche de l'axe (détérioration), les personnes moins confiantes, qui se sentent mal informées sur ces sujets et surtout ne consomment habituellement pas l'eau du robinet, car ils la jugent plutôt négativement. La sous-information dans le domaine a donc probablement pour effet de contribuer à déprécier la qualité de l'eau.

➤ **L'axe 2 : Inquiet ou pas des pollutions de l'eau**

L'axe vertical, quant à lui, fait apparaître un clivage entre les individus inquiets des risques de pollution de l'eau (en haut de l'axe) et ceux qui n'en sont pas soucieux (au Sud). Cette crainte porte aussi bien sur la pollution éventuelle de l'eau des rivières et des lacs que de celle des nappes souterraines.

En tout état de cause, les individus redoutant la pollution des eaux sont plus économes de l'eau du robinet, surtout pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle. Autrement dit, **l'axe vertical semble être un axe de concernement vis-à-vis du sujet** : au Nord, figurent les individus soucieux de la qualité de l'eau, qui la boivent, l'économisent et se disent informés ; au Sud, figurent ceux qui ne sont pas inquiets dans le domaine, qui croient à une « stabilité » de la qualité de l'eau des rivières depuis 10 ans, qui n'économisent pas l'eau du robinet, et se disent non informés. Le sentiment d'information va donc ici de pair avec l'inquiétude : c'est quand on est soucieux du sujet qu'on s'en dit informé, et *vice versa*.

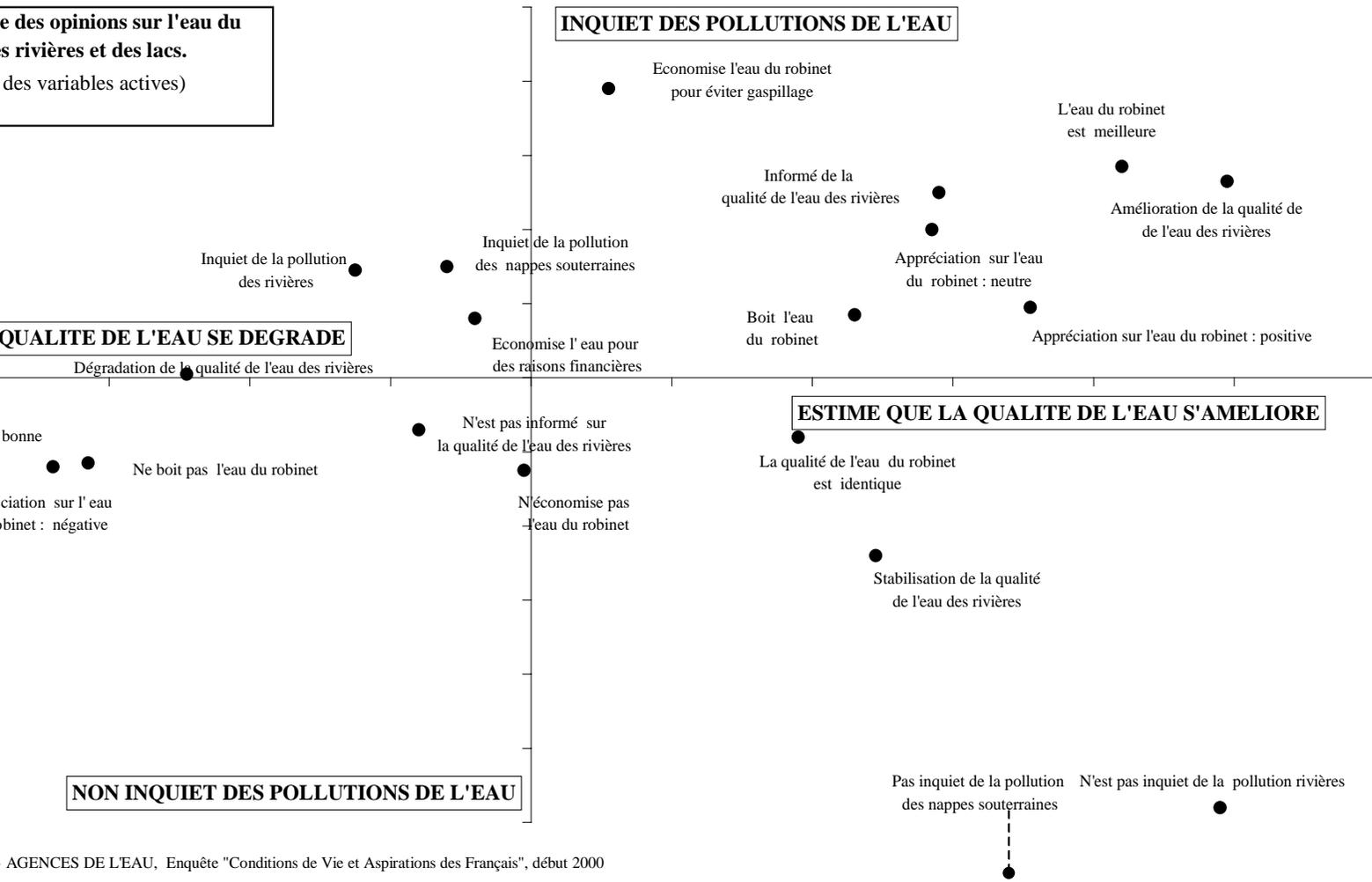
Opinion des Français sur l'eau des rivières et des lacs.
(des variables actives)

INQUIET DES POLLUTIONS DE L'EAU

QUALITE DE L'EAU SE DEGRADE

ESTIME QUE LA QUALITE DE L'EAU S'AMELIORE

NON INQUIET DES POLLUTIONS DE L'EAU



2. Projection des caractéristiques socio-démographiques dans « l'espace des opinions sur l'eau »

On peut projeter maintenant dans cet espace, à titre illustratif, les principales variables socio-démographiques, afin de déterminer à quels groupes de population sont associés les grands courants d'opinion sur l'eau (Cartes 2 et 3).

Visuellement, les plus fortes oppositions sont relatives :

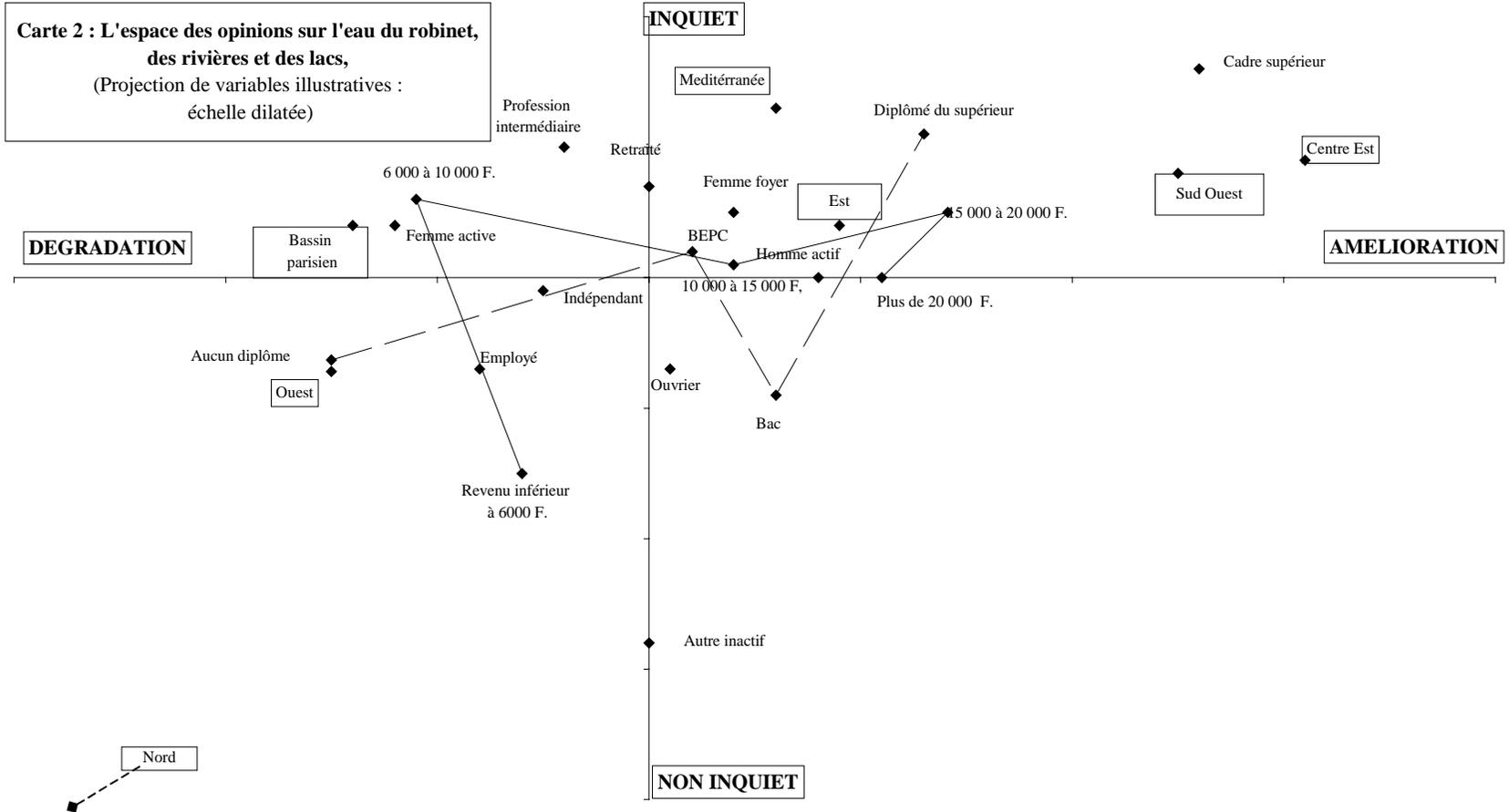
- **A la région d'habitation** (Carte 2) : les habitants du Nord, de l'Ouest et du Bassin Parisien croient à une dégradation de la qualité de l'eau ; ceux du Sud-Ouest, du Centre-Est, voire de l'Est, à une amélioration ; enfin, les habitants de la Méditerranée sont surtout **inquiets** de la pollution des eaux³⁶.
- **Au sexe et à l'âge** (Carte 3) : les femmes croient systématiquement plus que les hommes que la qualité de l'eau se dégrade. De plus, l'inquiétude s'accroît avec l'âge jusqu'à 60 ans : les moins de 25 ans semblent peu concernés par le sujet, tandis que le concernement est maximum entre 40 et 60 ans. Au-delà de cet âge, le niveau de concernement décroît, surtout chez les femmes.

Plus généralement, l'espace des opinions définit **quatre cadrans** :

- * Celui des individus inquiets et croyant à une dégradation de la qualité de l'eau (cadrant supérieur gauche). On trouve ici les revenus moyens-bas, les femmes actives, celles de 40 à 60 ans et les cadres moyens.
- * Celui des individus inquiets, mais croyant à une amélioration de la qualité de l'eau (cadrant supérieur droit) : on y trouve les diplômés et les cadres supérieurs, les titulaires de revenus élevés et les hommes, surtout de plus de 40 ans.
- * Celui des individus peu inquiets -en fait peu concernés- et croyant à une amélioration de la qualité de l'eau (cadrant inférieur droit) : ici figurent surtout les hommes jeunes (plutôt de moins de 40 ans).

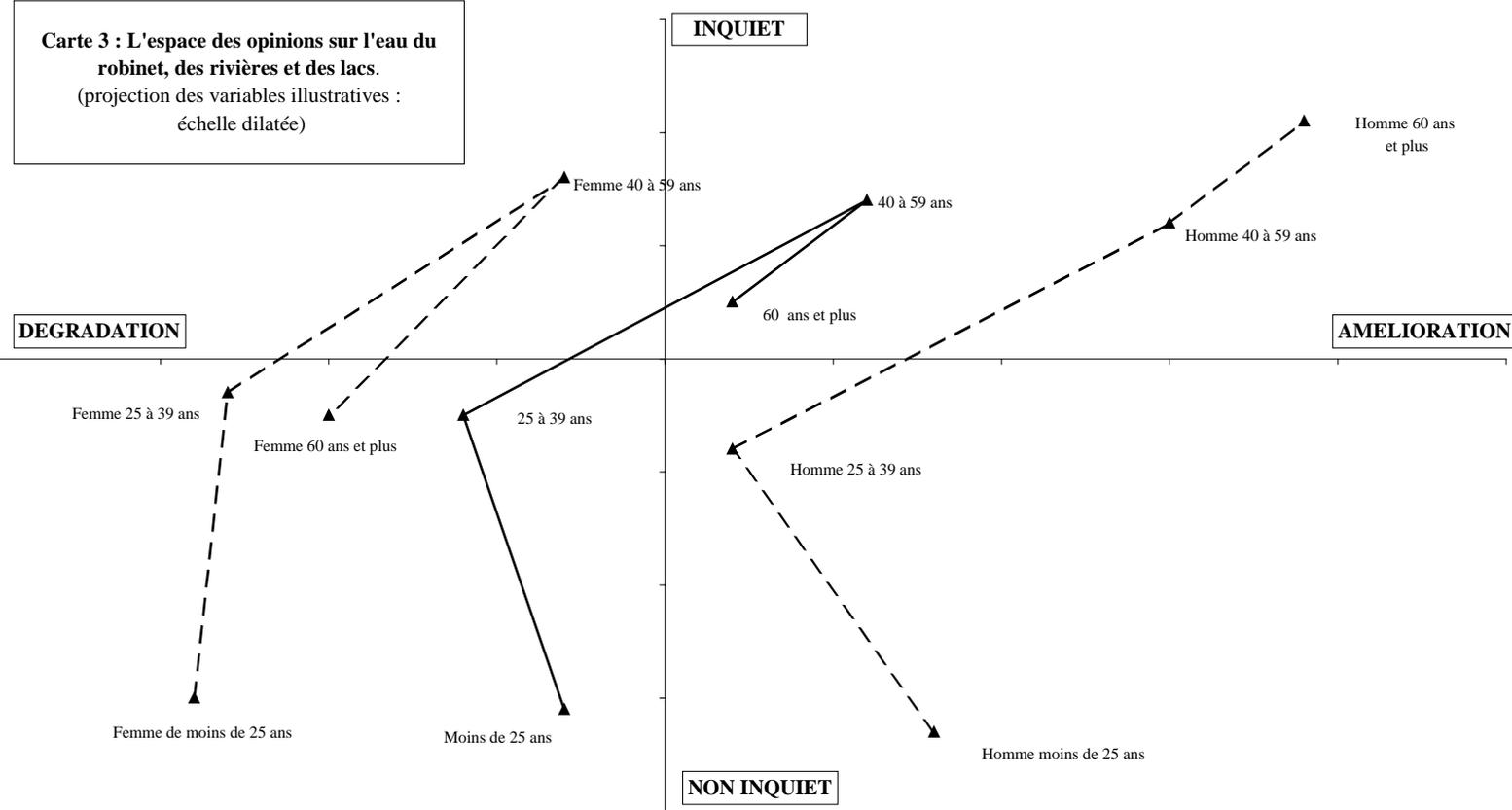
³⁶ Les Franciliens se projettent au centre de l'Espace ; c'est la raison pour laquelle le point « région parisienne » ne figure pas sur la carte 2.

- * Enfin, le quadrant inférieur gauche correspond aux individus peu inquiets des risques de pollutions aquatiques, mais estimant que la qualité de l'eau se dégrade : on trouve ici les habitants du Nord, et les femmes de moins de 40 ans, ou celles de plus de 60 ans. Ces personnes sont plutôt de condition modeste : revenus mensuels inférieurs à 6 000 Francs, non-diplômés, employés.



Source : CREDOC - IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquête "Conditions de Vie et Aspirations des Français", début 2000

Carte 3 : L'espace des opinions sur l'eau du robinet, des rivières et des lacs.
(projection des variables illustratives :
échelle dilatée)



Source : CREDOC - IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquête "Conditions de Vie et Aspirations des Français", début 2000

3. Projection de diverses autres variables dans « l'espace des opinions sur l'eau »

La projection, dans le même espace, d'autres variables d'opinions confirme les enseignements précédents (Carte 4) :

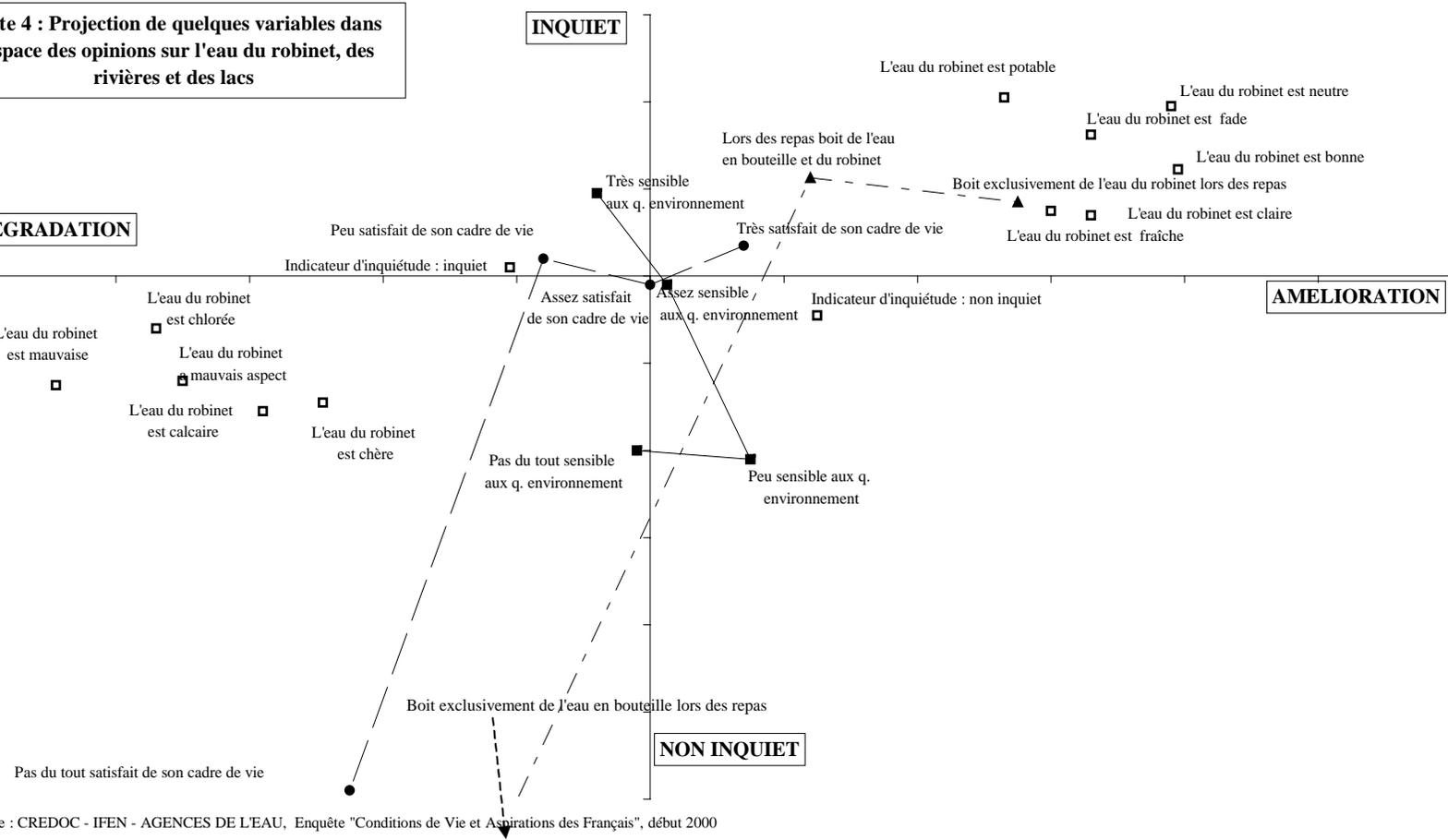
- * Quand l'eau du robinet est qualifiée négativement (elle est calcaire, chlorée, mauvaise...), on estime que sa qualité s'est dégradée ces dernières années. A l'inverse, quand elle est qualifiée positivement (elle est bonne, elle est claire) ou de façon neutre (potable, fade), on estime que sa qualité s'améliore.
- * Boire de l'eau en bouteille exclusivement correspond au sentiment que l'eau se dégrade, mais aussi à un certain non-concernement : puisqu'on ne boit pas l'eau du robinet, on est peu inquiet des pollutions des eaux. A l'inverse, boire, exclusivement ou pas, l'eau du robinet va de pair avec le sentiment que la qualité des eaux se bonifie certes, mais aussi avec une certaine crainte vis-à-vis de leurs pollutions éventuelles.
- * En fait, le souci des pollutions aquatiques traduit surtout un certain niveau de concernement : **l'axe vertical (axe 2) est aussi un axe de sensibilité à l'environnement**. Les personnes qui y sont le plus sensibles se projettent au Nord de l'Espace (du côté des « inquiets des pollutions »), tandis que celles qui n'y sont pas sensibles figurent au Sud (du côté des « non-inquiets »).

Notons d'ailleurs que la crainte des pollutions aquatiques n'est pas particulièrement partagée par des individus « généralement » inquiets. L'indicateur général d'inquiétude³⁷ varie en effet peu en fonction de l'axe vertical (axe 2), mais plutôt en fonction de l'axe 1 (Carte 4) : ainsi, quand on est généralement peu ou pas inquiet, on croit à une amélioration de la qualité de l'eau ; quand on est généralement craintif, on croit à sa détérioration, mais on n'est pas notablement préoccupé par les risques de pollution de l'eau. **L'inquiétude vis-à-vis de la pollution de l'eau répond donc à une dimension particulière, à un souci plutôt propre aux individus sensibles à l'environnement, quel que soit le caractère généralement craintif, ou pas, de chacun.**

³⁷ Pour l'élaboration de l'indicateur dit d'inquiétudes, on considère comme « inquiètes » les personnes déclarant éprouver de l'inquiétude, pour elles et pour leurs proches, à la fois vis-à-vis du risque de maladie grave, d'accident de la route, d'agression dans la rue et d'accident de centrale nucléaire (peur sur les quatre sujets à la fois).

- * Enfin, parallèlement à l'opposition « amélioration-dégradation de la qualité de l'eau », un antagonisme « satisfaction-insatisfaction de son cadre de vie » apparaît : ceux qui trouvent que la qualité des eaux se bonifie se déclarent plutôt satisfaits de leur cadre de vie (projection à droite de l'espace) ; ceux qui estiment que cette qualité se dégrade expriment une certaine insatisfaction vis-à-vis de leur cadre de vie (projection à gauche de l'espace). Mais la totale insatisfaction vis-à-vis de son cadre de vie va surtout de pair avec le non-concernement en ce qui concerne la crainte de pollution des eaux, comme si lorsqu'on était mécontent de son cadre de vie, l'inquiétude vis-à-vis de la pollution des eaux n'était qu'un sujet secondaire.

Figure 4 : Projection de quelques variables dans l'espace des opinions sur l'eau du robinet, des rivières et des lacs



4.

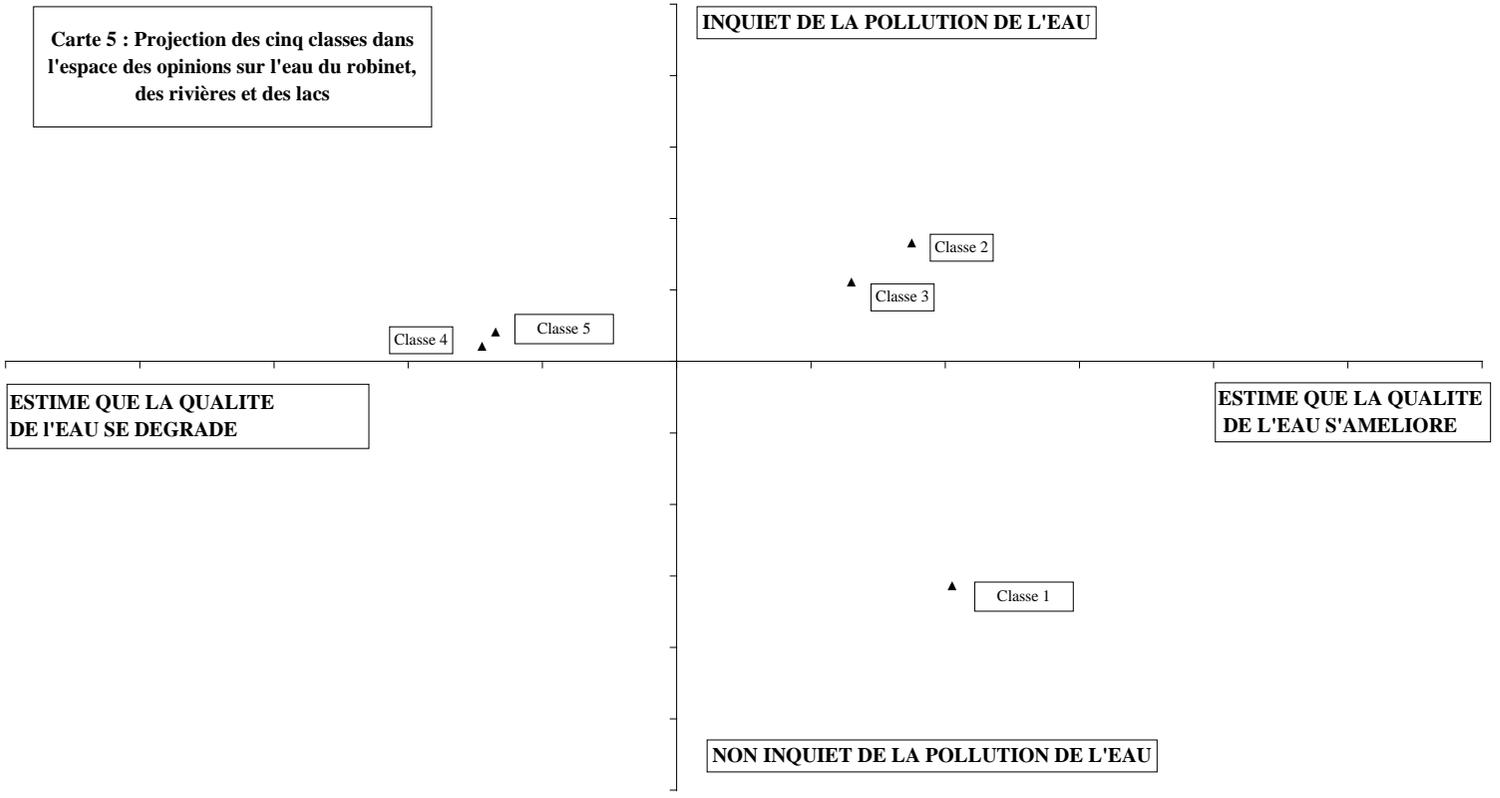
4. Une classification en cinq groupes

A partir de l'analyse précédente, la population a été scindée en **cinq classes**, chacune d'elles regroupant des personnes émettant des opinions assez proches sur l'eau du robinet, des rivières et des lacs.

Ces cinq groupes peuvent être projetés comme variables supplémentaires dans « l'espace des opinions sur l'eau ». Cette projection figure à la Carte 5.

Les cinq classes obtenues peuvent, elles-mêmes, être rassemblées en trois grandes catégories :

- **Les membres de la classe 1** affichent une certaine indifférence sur l'eau : sa qualité est considérée comme stable, et l'on y est peu inquiet des risques de pollution (17 % de la population).
- **Les classes 2 et 3** (27 % de la population au total) regroupent des individus qui estiment plutôt que la qualité de l'eau s'améliore, mais qui sont préoccupés par le sujet :
 - Les membres de **la classe 2** (15 %) portent une appréciation très positive sur l'eau du robinet ; ils sont plutôt **confiants** dans le domaine.
 - **Ceux de la classe 3** (12 %) portent une appréciation plus « neutre » sur l'eau recueillie ; ils sont plutôt **vigilants** dans le domaine.
- **Les classes 4 et 5** constituent plus de la moitié de la population (56 % au total) : elles regroupent des personnes qui ont le sentiment que la qualité de l'eau s'est détériorée ces dix dernières années et qui jugent négativement l'eau qu'ils recueillent à leur robinet :
 - **Les membres de la classe 4** (44 %) n'économisent pas l'eau du robinet et la moitié boit exclusivement de l'eau en bouteille : ils sont **prudents** -et logiques (puisque'ils jugent négativement l'eau recueillie chez eux)-.
 - **Ceux de la classe 5** (12 %) se caractérisent surtout par le fait qu'ils économisent cette eau pour des raisons financières. Ils sont « **décus** » par la qualité de l'eau du robinet, mais habitués aux restrictions, ils économisent cette eau, probablement pour leurs besoins autres qu'alimentaires.



Source : CREDOC - IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquête "Conditions de Vie et Aspirations des Français", début 2000

Remarquons qu'aucun groupe ne se projette dans le cadran inférieur gauche de l'Espace (Carte 5). On peut imaginer que la plupart des individus peu inquiets des risques de pollution des eaux ont, pour l'essentiel, été « absorbés » dans la classe 1, qu'ils jugent que la qualité de l'eau se dégrade ou pas.

Les principales caractéristiques de chacune des classes sont présentées dans les pages suivantes. Encore convient-il d'observer que les clivages d'opinions sur l'eau dépendent finalement assez peu des variables socio-démographiques, mis à part la région d'appartenance et quelques caractéristiques ponctuelles. Il y a là le signe qu'il n'existe pas, sur le sujet, de prises de positions systématiques liées à certains effets que l'on dira « prédéterminés », tels que, par exemple, le niveau culturel ou l'âge.

➤ **La classe 1 : une certaine indifférence vis-à-vis de l'eau (17 % de la population)**

Les membres de cette classe peuvent être considérés comme indifférents vis-à-vis de l'eau et de sa qualité : comparés à la moyenne, bien peu nombreux sont ceux qui, parmi eux, se déclarent inquiets des risques de pollution des nappes phréatiques ou des eaux fluviales (Tableau 104). De plus, 62 % considèrent (+ 21 points par rapport à la moyenne) que la qualité de l'eau du robinet est demeurée stable ces dix dernières années. Il n'empêche que 49 % jugent cette eau positivement.

Cette « indifférence » relative se retrouve aussi dans l'absence d'inquiétude affichée face à la pollution de l'air, face au chômage ou au risque d'accident de centrale nucléaire ou encore dans l'absence de désir de transformation profonde de la société.

Cette « insouciance » émane plus couramment de personnes jeunes (moins de 25 ans) et un peu plus souvent d'habitants du Nord du pays.

Tableau 104
Principales caractéristiques de la Classe 1
(17 % de la population)

	Réponses dans la classe	Ecart par rapport à la moyenne <i>(en %)</i>
Opinions et attitudes		
• Est peu ou pas du tout inquiet des risques de pollutions des rivières et des lacs	79	+ 59
• Est peu ou pas du tout inquiet des risques de pollution des nappes souterraines	71	+ 57
• La qualité de l'eau du robinet est identique depuis 10 ans.....	62	+ 21
• Ne souhaite pas de réformes profondes de la société.....	38	+ 16
• Est « peu ou pas du tout inquiet » des risques sanitaires alimentaires	56	+ 16
• Considère que l'état de l'environnement en France est bon ou excellent	38	+ 12
• N'économise pas l'eau du robinet chez soi.....	76	+ 12
• N'est pas inquiet de l'éventualité du risque d'accident de centrale nucléaire	62	+ 12
• Appréciation positive sur l'eau du robinet.....	49	+ 12
• N'est pas inquiet de l'éventualité du chômage.....	40	+ 10
• Pense que la pollution de l'air présente des risques « légers » pour la santé ..	30	+ 10
• Se déclare « peu ou pas du tout » sensible aux problèmes d'environnement..	21	+ 9
Caractéristiques socio-démographiques		
• Moins de 25 ans	20	+ 7
• Réside dans la région Nord.....	11	+ 4

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

Exemple de lecture : 79 % des membres de la classe 1 ne sont pas inquiets des risques de pollution des rivières et des lacs, soit 59 points de plus qu'en moyenne.

➤ **La classe 2 : les confiants dans la qualité de l'eau, même s'ils affichent des craintes sur les risques de pollution (15 % de la population)**

Les membres de ce groupe sont largement confiants dans la qualité de l'eau du robinet chez eux : pour 84 %, celle-ci s'est améliorée ces dix dernières années et 71 % fournissent sur elles un jugement que l'on peut considérer comme positif (l'eau est « bonne », l'eau est « claire »). Mais encore faut-il noter qu'il s'agit là d'individus plus généralement **confiants**, confiants aussi bien dans le progrès scientifique, dans l'état de l'environnement du pays que dans le fonctionnement de la justice ou dans l'information fournie par les pouvoirs publics (Tableau 105).

De fait, 69 % d'entre eux boivent habituellement l'eau du robinet. Ils restent cependant inquiets des risques de pollution de l'eau ou plutôt « assez » inquiets : cette préoccupation relative relève probablement d'une certaine logique de raisonnement puisque ces individus consomment habituellement l'eau du robinet. Ils ne l'économisent cependant pas particulièrement.

On trouve ici un peu plus de Franciliens qu'en moyenne, et les hommes y sont légèrement sur-représentés.

Tableau 105
Principales caractéristiques de la Classe 2
(15 % de la population)

(en %)

	Réponses dans la classe	Ecart par rapport à la moyenne
Opinions et attitudes		
• La qualité de l'eau du robinet est meilleure qu'il y a 10 ans	84	+ 65
• Appréciation positive sur l'eau du robinet	71	+ 34
• La qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est améliorée ces 10 dernières années.....	52	+ 34
• L'eau du robinet est « bonne »	39	+ 21
• D'ici 20 ans, le progrès scientifique et technique résoudra les problèmes environnementaux en Europe.....	57	+ 12
• Boit habituellement l'eau du robinet.....	69	+ 11
• Considère que l'information sur l'eau du robinet est crédible et suffisante	24	+ 11
• L'eau du robinet est « claire »	25	+ 10
• N'économise pas l'eau du robinet.....	74	+ 10
• Est « assez inquiet » des risques de pollution des rivières et des lacs	62	+ 9
• Considère que l'information sur les produits verts est scientifiquement fondée	49	+ 9
• Lors des repas, consomme exclusivement de l'eau du robinet.....	39	+ 8
• Estime que la justice fonctionne bien ou assez bien en France	42	+ 6
• Pense que l'état de l'environnement dans sa région est bon ou excellent	50	+ 5
Caractéristiques socio-démographiques		
• Habite la région parisienne.....	26	+ 9
• Homme.....	54	+ 7
• Cadre supérieur	10	+ 4

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

➤ **La classe 3 : les vigilants, consommateurs de l'eau du robinet, mais très soucieux des pollutions éventuelles (12 % de la population)**

Les membres de cette classe sont encore plus nombreux que dans le groupe précédent à boire habituellement l'eau du robinet (à 76 %), mais ils la qualifient plutôt de façon « neutre » (elle est « potable », elle est « neutre » ou « sans goût »), signe d'une certaine **vigilance** dans le domaine. D'ailleurs, ces individus sont hésitants sur l'évolution de la qualité de l'eau du robinet depuis une décennie : si 27 % considèrent qu'elle s'est améliorée, 49 % pensent qu'elle est restée identique.

Ce n'est sûrement pas de l'indécision qui est, en vérité, affichée ici, mais une plus grande attention au sujet et à son importance. Trois éléments en témoignent : il s'agit de personnes surtout inquiètes des risques de pollution des nappes phréatiques (à 94 %, soit 8 points de plus qu'en moyenne), d'individus « très sensibles » aux problèmes d'environnement (41 %, 8 points de plus), et de personnes considérant à 42 % ne pas être informées de la qualité des eaux des rivières de leur région (7 points de plus qu'en moyenne)³⁸.

On trouve ici, comparé à la moyenne, plus d'habitants de grosses agglomérations de province, de diplômés et de personnes âgées de 40 à 59 ans.

³⁸ Même s'ils considèrent « crédible » cette information, quand elle est fournie.

Tableau 106
Principales caractéristiques de la Classe 3
(12 % de la population)

	<i>(en %)</i>	
	Réponses dans la classe	Ecart par rapport à la moyenne
Opinions et attitudes		
▪ Appréciation « neutre » sur l'eau du robinet.....	92	+ 80
▪ L'eau du robinet est « potable » (première citation)	56	+ 49
▪ L'eau du robinet est « neutre et sans goût » (première citation)	26	+ 22
▪ Boit habituellement l'eau du robinet.....	76	+ 18
▪ Lors des repas, boit exclusivement de l'eau du robinet.....	42	+ 10
▪ Est très ou assez inquiet des risques de pollution des nappes souterraines ...	94	+ 8
▪ Se déclare « très sensible » aux questions d'environnement.....	41	+ 8
▪ La qualité de l'eau du robinet est identique depuis 10 ans.....	49	+ 8
▪ La qualité de l'eau du robinet est meilleure depuis 10 ans.....	27	+ 8
▪ Considère que l'information sur la qualité de l'eau des rivières est crédible.	48	+ 8
▪ Ne se sent pas informé de la qualité de l'eau des rivières de sa région.....	42	+ 7
Caractéristiques socio-démographiques		
▪ Habite une agglomération provinciale de plus de 100 000 habitants	36	+ 8
▪ Diplôme du supérieur	26	+ 7
▪ A de 40 à 59 ans	38	+ 6
▪ Habite dans la région Méditerranée	17	+ 5

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* », début 2000.

➤ **La classe 4 : les prudents, jugeant très négativement l'eau du robinet (44 % de la population)**

C'est bien la prudence qui anime les membres de ce groupe : jugeant négativement l'eau du robinet (elle est « calcaire », elle est « chlorée », elle est « mauvaise »), ils ne la consomment pas (à 51 %, + 9 points par rapport à la moyenne). 47 % boivent même **exclusivement** de l'eau en bouteille lors des repas.

En fait, il s'agit d'individus très inquiets des risques de pollution des mers, de pollution des lacs ou des nappes phréatiques et qui jugent l'information sur l'eau des rivières et des lacs aussi bien insuffisante que non crédible. Cette sensibilité est d'autant plus

exacerbée qu'il s'agit d'individus en général plutôt inquiets et tout particulièrement soucieux des risques **sanitaires** liés à l'alimentation.

Ce sont sûrement ces perceptions négatives qui conduisent 76 % de ces individus à ne pas économiser l'eau recueillie chez eux au robinet.

Ce groupe est le plus important en effectifs. C'est probablement la raison pour laquelle peu de caractéristiques socio-démographiques ne se dégagent.

Tableau 107
Principales caractéristiques de la Classe 4
(44 % de la population)

	<i>(en %)</i>	
	Réponses dans la classe	Ecart par rapport à la moyenne
Opinions et attitudes		
▪ La qualité de l'eau du robinet est moins bonne depuis 10 ans	57	+ 19
▪ Appréciation « négative » sur l'eau du robinet	67	+ 18
▪ Est très ou assez inquiet des risques de pollution des lacs et des rivières	97	+ 17
▪ Depuis dix ans, la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée	73	+ 14
▪ Est très ou assez inquiet des risques de pollution des nappes souterraines ...	99	+ 13
▪ N'économise pas l'eau du robinet chez soi	76	+ 11
▪ Considère que l'information sur l'eau des rivières et des lacs est insuffisante et peu crédible	62	+ 10
▪ Est très inquiet des risques de pollution des mers et des côtes.....	63	+ 9
▪ Ne boit pas habituellement l'eau du robinet.....	51	+ 9
▪ Boit exclusivement de l'eau en bouteille lors des repas.....	47	+ 8
▪ L'eau du robinet est « calcaire » (première citation).....	30	+ 7
▪ Est inquiet des risques sanitaires liés à l'alimentation	66	+ 7
▪ Est inquiet de l'éventualité d'un accident de centrale nucléaire	56	+ 6
▪ L'eau du robinet est « chlorée » (première citation)	16	+ 6
Caractéristiques socio-démographiques		
▪ Habite le bassin parisien	21	+ 3
▪ Ne dispose d'aucun diplôme (ou du CEP)	29	+ 3

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

➤ **La classe 5 : les déçus de l'eau du robinet, qui l'économisent pour des raisons financières**

Cette classe partage beaucoup des caractéristiques du groupe précédent : appréciation négative sur l'eau du robinet (à 63 %), sentiment de dégradation de la qualité de l'eau depuis 10 ans, inquiétude vis-à-vis des risques de pollution des eaux. En vérité, les membres de ce groupe se distinguent des précédents par une attitude particulière : ils déclarent **économiser** l'eau du robinet afin **d'alléger leur facture d'eau**.

En fait, il s'agit de personnes qui s'imposent régulièrement des restrictions budgétaires sur toute une série de postes (vacances et loisirs, habillement, téléphone, achat d'équipement, voire alimentation) et qui se caractérisent par un sentiment général d'inquiétude (vis-à-vis du risque de guerre, d'agression dans la rue ...) et un état de santé précaire (33 % disent souffrir d'un handicap ou d'une maladie chronique). On peut faire l'hypothèse que même s'ils ne boivent pas d'eau du robinet (51 % ne le font pas), leur mode de vie habituel, et leurs ressources, les portent à l'économie et à la frugalité. La déception qu'ils éprouvent à l'égard de l'eau du robinet et leurs inquiétudes sanitaires ne les empêchent donc pas –peut-être même les incitent- à économiser cette eau et son coût.

On trouve ici sur-représentés des femmes, des non-diplômés, les tranches d'âge 40-59 ans et les habitants de la région Nord de la France.

Tableau 108
Principales caractéristiques de la Classe 5
(12 % de la population)

	<i>(en %)</i>	
	Réponses dans la classe	Ecart par rapport à la moyenne
Opinions et attitudes		
▪ A, dans les 12 derniers mois, économisé l'eau du robinet afin d'alléger sa facture d'eau	94	+ 78
▪ Appréciation « négative » sur l'eau du robinet	63	+ 14
▪ Est « très ou assez » inquiet des risques de pollution des rivières et des lacs	93	+ 13
▪ Considère que l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée depuis 10 ans	71	+ 12
▪ S'impose des restrictions sur les vacances et les loisirs	59	+ 10
▪ Est inquiet de l'éventualité du risque de guerre	59	+ 9
▪ Est inquiet de l'éventualité du risque d'une agression dans la rue	66	+ 9
▪ S'impose des restrictions sur l'habillement	52	+ 9
▪ Ne boit pas habituellement l'eau du robinet.....	51	+ 9
▪ Souffre d'une infirmité, d'un handicap ou d'une maladie chronique	33	+ 8
▪ Est « très ou assez » inquiet des risques de pollution des nappes souterraines.....	93	+ 8
▪ S'impose des restrictions sur le téléphone	41	+ 7
Caractéristiques socio-démographiques		
▪ Femme	60	+ 7
▪ A de 40 à 59 ans	39	+ 7
▪ Ne dispose d'aucun diplôme	32	+ 6
▪ Habite dans la région Nord	12	+ 5

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

* * *
*

ANNEXE 1

—

Tableaux complémentaires

Tableau A1
Les principales préoccupations des Français

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?
(cumul des deux réponses)

	<i>(en %)</i>			
<i>(Classement par ordre décroissant des pourcentages du début 2000)</i>	Début 1991	Début 1994	Début 1995	Début 2000
▪ Le chômage	27	52	49	36
▪ Les maladies graves	28	26	30	33
▪ La violence et l'insécurité	23	20	22	27
▪ La pauvreté en France	16	22	28	25
▪ La drogue	37	28	21	23
▪ La pauvreté dans le monde	15	16	17	21
▪ La dégradation de l'environnement	12	8	7	13
▪ L'immigration	16	14	14	9
▪ Les tensions internationales	16	7	7	7
▪ Les conflits sociaux	4	3	3	4
▪ L'Europe	6	2	2	2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Début 2000, 36 % des enquêtés ont cité le chômage comme l'un des deux sujets qui les préoccupent le plus. C'était le cas de 52 % de la population au début 1994.

Tableau A2
Le taux de possession d'un jardin individuel
dans les différents groupes socio-démographiques
 - Début 2000 -

(% d'enquêtés disposant d'un jardin individuel)

Sexe	
. Homme	56
. Femme	51
Age	
. Moins de 25 ans.....	39
. 25 – 39 ans.....	49
. 40 – 59 ans.....	63
. 60 – 69 ans.....	56
. 70 ans et plus	52
Revenu mensuel du foyer	
. Moins de 6 000 Francs	32
. 6 000 – 9 999 Francs	45
. 10 000 – 14 999 Francs	56
. 15 000 – 19 999 Francs	64
. Plus de 20 000 Francs	73
PCS :	
. Indépendant	83
. Cadre supérieur.....	54
. Profession intermédiaire.....	53
. Employé	43
. Ouvrier	50
. Reste au foyer.....	54
. Retraité	56
. Autre inactif (étudiant)	44
Diplôme	
. Aucun diplôme (ou Cep)	49
. Bepc, technique (inférieur au Bac)	58
. BAC, (ou diplôme équivalent)	52
. Diplôme su supérieur.....	50
Taille d'agglomération de résidence	
. Moins de 2 000 hab.	85
. 2 000 à moins de 20 000 hab.	61
. 20 000 à moins de 100 000 hab.	41
. 100 000 habitants et plus	41
. Paris et agglomération	22
Ensemble de la population	53

Source : CREDOC - IFEN, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Tableau A3

Evolution 1995-2000 du pourcentage d'individus buvant habituellement, chez eux, l'eau du robinet

	(en %)		
	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000
Sexe			
▪ Homme	66	62	- 4
▪ Femme	63	54	- 9
Age			
▪ Moins de 25 ans	71	64	- 8
▪ 25-39 ans	69	58	- 11
▪ 40-59 ans	66	60	- 6
▪ 60-69 ans.....	54	53	- 1
▪ 70 ans et plus	50	47	- 3
Diplôme			
▪ Aucun diplôme(ou seulement CEP).....	59	54	- 5
▪ BEPC, technique (inf. au bac).....	65	59	- 6
▪ Bac, niv. bac	69	56	- 13
▪ Diplôme du supérieur.....	69	60	- 9
Profession exercée			
▪ Indépendant(1)	71	57	- 14
▪ Cadre supérieur.....	68	62	- 6
▪ Profession intermédiaire	67	55	- 12
▪ Employé.....	67	56	- 11
▪ Ouvrier.....	72	68	- 4
▪ Reste au foyer	60	60	0
▪ Retraité	53	49	- 4
▪ Autre inactif(2)	68	65	- 3
Revenu mensuel du foyer			
▪ Moins de 6 000 Francs	65	60	- 5
▪ 6 000 à 9 999 Francs	66	59	- 7
▪ 10 000 à 14 999 Francs	65	57	- 8
▪ 15 000 à 19 999 Francs	65	62	- 3
▪ 20 000 Francs et plus	65	52	- 13
Taille de l'agglomération			
▪ Moins de 2 000 habitants	66	59	- 7
▪ 2 000 à 20 000 habitants	58	58	0
▪ 20 000 à 100 000 habitants	56	54	- 2
▪ 100 000 habitants et plus.....	70	59	- 11
▪ Paris et agglomération parisienne	65	55	- 10
Ensemble.....	65	58	- 7

Source : CREDOC – IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

.../...

Tableau A3 (suite)

Evolution 1995-2000 du pourcentage d'individus buvant habituellement, chez eux, l'eau du robinet

(en %)

	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000
Région			
▪ Région Parisienne	63	53	- 10
▪ Nord	31	24	- 7
▪ Est	71	59	- 12
▪ Bassin Parisien	54	56	+ 2
▪ Ouest	57	41	- 16
▪ Sud Ouest	71	71	0
▪ Centre Est	76	75	- 1
▪ Méditerranée	85	78	- 7
Nombre d'enfants de moins de 16 ans à charge			
▪ Trois et plus	75	70	- 5
Sexe et âge			
▪ Homme de moins de 25 ans	73	69	- 4
▪ Femme de moins de 25 ans	69	58	- 11
▪ Homme de 25 à 39 ans	69	61	- 8
▪ Femme de 25 à 39 ans	70	55	- 15
▪ Homme de 40 à 59 ans	67	63	- 5
▪ Femme de 40 à 59 ans	65	58	- 7
▪ Homme de 60 ans et plus	55	57	+ 2
▪ Femme de 60 ans et plus	51	45	- 6
Sexe et activité			
▪ Homme actif	69	63	- 6
▪ Femme active	67	54	- 13
Ensemble	64	58	- 7

Source : CREDOC – IFEN - AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Tableau A4
Le jugement sur l'eau du robinet (1^{ère} réponse formulée),
dans chaque groupe socio-démographique

	Appréciation positive	Appréciation neutre	Appréciation négative	Total (y c. autre et n.s.p.)
<i>(en %)</i>				
Sexe				
· Homme.....	39	13	45	100
· Femme.....	35	10	52	100
Age				
· Moins de 25 ans	37	10	51	100
· 25-39 ans	33	12	52	100
· 40-59 ans	37	13	47	100
· 60-69 ans	41	11	44	100
· 70 ans et plus.....	40	9	47	100
Diplôme				
· Aucun diplôme(ou seulement CEP) ..	35	8	54	100
· BEPC, technique (inf. au bac).....	40	11	46	100
· Bac, niv. Bac	34	16	49	100
· Diplôme du supérieur	35	16	46	100
Profession exercée				
· Indépendant(1)	38	9	50	100
· Cadre supérieur	38	15	47	100
· Profession intermédiaire.....	34	12	53	100
· Employé	32	12	53	100
· Ouvrier	36	14	47	100
· Reste au foyer.....	37	10	50	100
· Retraité	40	11	44	100
· Autre inactif(2).....	41	9	49	100
Revenu mensuel du foyer				
· Moins de 6 000 Francs	37	11	49	100
· 6 000 à 9 999 Francs	33	11	52	100
· 10 000 à 14 999 Francs	39	11	47	100
· 15 000 à 19 999 Francs	41	13	44	100
· 20 000 Francs et plus.....	35	15	49	100
Taille de l'agglomération				
· Moins de 2 000 habitants	40	10	48	100
· 2 000 à 20 000 habitants.....	42	10	44	100
· 20 000 à 100 000 habitants.....	30	12	52	100
· 100 000 habitants et plus.....	35	15	47	100
· Paris et agglomération parisienne	33	10	54	100
Ensemble.....	37	12	49	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

.../...

Tableau A4 (suite)
Le jugement sur l'eau du robinet (1^{ère} réponse formulée),
dans chaque groupe socio-démographique

(en %)

	Appréciation positive	Appréciation neutre	Appréciation négative	Total (y c. autre et n.s.p.)
Région				
· Région Parisienne	32	11	54	100
· Nord	20	1	76	100
· Est	40	13	43	100
· Bassin Parisien	32	11	54	100
· Ouest	36	10	50	100
· Sud Ouest	56	14	26	100
· Centre Est	50	14	36	100
· Méditerranée	28	17	52	100
Nombre d'enfants de moins de 16 ans à charge				
· Trois et plus	41	11	46	100
Sexe et âge				
· Homme de moins de 25 ans	36	12	50	100
· Femme de moins de 25 ans	38	8	52	100
· Homme de 25 à 39 ans	35	14	47	100
· Femme de 25 à 39 ans	32	9	56	100
· Homme de 40 à 59 ans	40	12	45	100
· Femme de 40 à 59 ans	33	15	50	100
· Homme de 60 ans et plus	43	14	39	100
· Femme de 60 et plus	39	7	50	100
Sexe et activité				
· Homme actif	38	12	47	100
· Femme active	32	13	53	100
Ensemble	37	12	49	100

Source : CREDOC – AGENCES DE L'EAU, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2000.

Tableau A5
Evolution, entre 1995 et 2000, des appréciations sur l'évolution de l'eau du robinet

(en %)

	Meilleure			Moins bonne			Identique		
	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995-2000
Sexe									
· Homme	16	21	+ 5	37	34	- 3	46	44	- 2
· Femme	12	17	+ 5	42	43	+ 1	45	39	- 6
Age									
· Moins de 25 ans.....	16	17	+ 1	42	40	- 2	42	41	- 1
· 25-39 ans	13	20	+ 7	38	40	+ 2	47	38	- 9
· 40-59 ans	14	20	+ 6	40	38	- 2	45	41	- 4
· 60-69 ans	13	17	+ 4	39	33	- 6	48	50	+ 2
· 70 ans et plus	14	17	+ 3	40	38	- 2	46	44	- 2
Diplôme									
· Aucun diplôme (ou seulement CEP)	10	15	+ 5	45	46	+ 1	44	38	- 6
· BEPC, technique (inf. au bac)	13	19	+ 6	41	39	- 2	45	41	- 4
· Bac, niv. Bac	16	21	+ 5	37	33	- 4	48	46	- 2
· Diplôme du supérieur	22	23	+ 1	28	32	+ 4	49	44	- 5
Profession exercée									
· Indépendant(1).....	7	11	+ 4	36	49	+ 13	54	40	- 14
· Cadre supérieur.....	20	30	+ 10	24	29	+ 5	54	41	- 13
· Profession intermédiaire.....	22	21	- 1	34	36	+ 2	43	42	- 1
· Employé.....	12	19	+ 7	41	41	=	47	38	- 9
· Ouvrier	12	20	+ 8	46	42	- 4	42	37	- 5
· Reste au foyer.....	13	23	+ 10	43	39	- 4	43	37	- 6
· Retraité	13	15	+ 2	40	36	- 4	47	48	+ 1
· Autre inactif(2).....	16	19	+ 3	40	33	- 7	43	45	+ 2
Revenu mensuel du foyer									
· Moins de 6 000 Francs.	11	16	+ 5	40	43	+ 3	47	40	- 7
· 6 000 à 9 999 Francs.....	13	18	+ 5	45	43	- 2	41	37	- 4
· 10 000 à 14 999 Francs.....	13	22	+ 9	41	38	- 3	46	40	- 6
· 15 000 à 19 999 Francs.....	14	22	+ 8	39	28	- 11	46	49	+ 3
· 20 000 Francs et plus.....	19	21	+ 2	29	33	+ 4	50	46	- 4
Ensemble	14	19	+ 5	40	38	- 2	46	41	- 5

Source : CREDOC – IFEN – AGENCES DE L'EAU, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : En cinq ans, chez les cadres supérieurs, l'impression que l'eau du robinet est meilleure a progressé de 10 points contre + 5 en moyenne dans la période, dans l'ensemble de la population.

(1) Exploitant agricole, commerçant, artisan, chef d'entreprise hors profession libérale

(2) Etudiant essentiellement

ANNEXE 2

Grilles de post-codage des deux questions ouvertes

<p style="text-align: center;">Autre raison principale pour laquelle on ne boit pas habituellement l'eau du robinet</p>
--

01. **On craint qu'elle ne soit pas bonne pour la santé :** ne supporte pas cette eau pour des raisons de santé, trop de nitrates, il y a des pesticides, je ne la digère pas...
02. **Boit toujours, ou depuis longtemps, de l'eau en bouteille ou de l'eau minérale :** je préfère l'eau minérale, je préfère l'eau gazeuse, je prend de la Volvic, l'eau minérale contient des minéraux...
03. **Par goût, sans autre indication :** je n'aime pas l'eau.
04. **Par habitude, sans autre indication.**
05. **Possède un puits ou a de l'eau de source captée par ses propres moyens :** je possède un puits, je vais chercher de l'eau de source en montagne...
06. **Autres.**

Les deux adjectifs qui caractérisent le mieux l'eau du robinet chez vous

Ces codes s'appliquent expressément aux seuls mots évoqués ci-après.

APPRECIATIONS POSITIVES

- 01. **Bonne** : bonne, saine, gustative, goûteuse, elle n'est pas sans saveur, pas mauvaise, bien.
- 02. **Claire** : claire, limpide, transparente, propre, pure, incolore, clarté.
- 03. **Fraîche** : fraîche, froide, fraîcheur, glacée.
- 04. **Utile** : utile, indispensable, pratique, facile, utilisable, rapidité, elle nous sert.

APPRECIATIONS NEUTRES

- 05. **Potable** : potable, buvable, correcte, consommable, satisfaisante, normale, acceptable, on n'a pas à s'en plaindre, pas de problème avec.
- 06. **Neutre, sans goût** : sans goût, inodore, pas de goût, pas gustative, neutre.
- 07. **Insipide, fade.**

APPRECIATIONS NEGATIVES

- 08. **Calcaire** : calcaire, dure, tartrée, plâtreuse.
- 09. **Chlorée** : chlorée, javellisée, traitée, artificielle.
- 10. **Mauvaise** : mauvaise, dégueulasse, infecte, imbuvable, pas bonne, mauvais goût, dégoûtante, affreuse, écœurante, drôle de goût, goût spécial, âpre, amère, désagréable, inconsommable.
- 11. **Mauvais aspect** : odorante, malodorante, nauséabonde, puante, trouble, pas propre, pas claire, jaune, pas nette, blanche, couleur, polluée, douteuse, odeur, marron, opaque, saumâtre, colorée, boueuse, terreuse, orange, impure, pas belle, plombée, ferreuse, ferrugineuse.
- 12. **Chère** : chère, onéreuse.
- 13. **Autres.**
- 14. **Ne sait pas, non-réponse.**

* * *
*